Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 62 del 15 marzo 1989 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 15 marzo 1989** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 18

LEGGE 15 febbraio 1989, n. 91.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul diritto dei trattati conclusi tra Stati e organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali, adottata a Vienna il 21 marzo 1986.

LEGGE 15 febbraio 1989, n. 92.

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa ad un codice di condotta delle conferenze per la navigazione marittima di linea, adottata a Ginevra il 6 aprile 1974.

LEGGE 15 febbraio 1989, n. 93.

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea per la salvaguardia del patrimonio architettonico in Europa, firmata a Granada il 3 ottobre 1985.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 15 febbraio 1989, n. 91.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul diritto dei trattati conclusi tra Stati e organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali, adottata a Vienna il 21 marzo 1986.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sul diritto dei trattati conclusi tra Stati e organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali, adottata a Vienna il 21 marzo 1986.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 85 della convenzione medesima.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 15 febbraio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION DE VIENNE SUR LE DROIT DES TRAITÉS ENTRE ÉTATS ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES OU ENTRE ORGANISATIONS INTERNATIONALES

NATIONS UNIES
1986

Les Parties à la présente Convention,

Considérant le rôle fondamental des traités dans l'histoire des relations internationales,

Conscientes du caractère consensuel des traités et de leur importance de plus en plus grande en tant que source du droit international,

Constatant que les principes du libre consentement et de la bonne foi et la règle *pacta sunt servanda* sont universellement reconnus,

Affirmant qu'il importe de renforcer le processus de codification et de développement progressif du droit international dans le monde entier,

Convaincues que la codification et le développement progressif des règles applicables aux traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales sont des moyens de consolider l'ordre juridique dans les relations internationales et de servir les buts des Nations Unies,

Conscientes des principes de droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies, tels que les principes concernant l'égalité des droits des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes, l'égalité souveraine et l'indépendance de tous les Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force et le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous,

Ayant à l'esprit les dispositions de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités,

Conscientes des liens entre, d'une part, le droit des traités entre Etats et, d'autre part, le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales,

Considérant l'importance des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales en tant que moyen efficace de développer les relations internationales et de créer les conditions d'une coopération pacifique entre les nations, quels que soient leurs régimes constitutionnels et sociaux,

Ayant présents à l'esprit les traits particuliers des traités auxquels des organisations internationales sont parties en tant que sujets du droit international distincts des Etats,

Notant que les organisations internationales jouissent de la capacité de conclure des traités qui leur est nécessaire pour exercer leurs fonctions et atteindre leurs buts,

Conscientes que la pratique des organisations internationales lors de la conclusion de traités avec des Etats ou entre elles devrait être conforme à leurs actes constitutifs,

Affirmant qu'aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme portant atteinte à celles des relations entre une organisation internationale et ses membres qui sont régies par les règles de l'organisation,

Affirmant également que les différends concernant les traités devraient, comme les autres différends internationaux, être réglés, conformément à la Charte des Nations Unies, par des moyens pacifiques et conformément aux principes de la justice et du droit international,

Affirmant également que les règles du droit international coutumier continueront à régir les questions non réglées dans les dispositions de la présente Convention,

Sont convenues de ce qui suit :

PARTIE I

INTRODUCTION

Article premier
Portée de la présente Convention

La présente Convention s'applique :

a) aux traités entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales, et

b) aux traités entre des organisations internationales.

Article 2
Expressions employées

1. Aux fins de la présente Convention :

a) l'expression "traité" s'entend d'un accord international régi par le droit international et conclu par écrit

i) entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales; ou

ii) entre des organisations internationales;

que cet accord soit consigné dans un instrument unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes, et quelle que soit sa dénomination particulière;

b) l'expression "ratification" s'entend de l'acte international ainsi dénommé par lequel un Etat établit sur le plan international son consentement à être lié par un traité;

b bis) l'expression "acte de confirmation formelle" s'entend d'un acte international correspondant à celui de la ratification par un Etat et par lequel une organisation internationale établit sur le plan international son consentement à être liée par un traité;

b ter) les expressions "acceptation", "approbation" et "adhésion" s'entendent, selon le cas, de l'acte international ainsi dénommé par lequel un Etat ou une organisation internationale établit sur le plan international son consentement à être lié par un traité;

c) l'expression "pleins pouvoirs" s'entend d'un document émanant de l'autorité compétente d'un Etat ou de l'organe compétent d'une organisation internationale et désignant une ou plusieurs personnes pour représenter l'Etat ou l'organisation pour la négociation, l'adoption ou l'authentification du texte d'un traité, pour exprimer le consentement de l'Etat ou de l'organisation à être lié par un traité ou pour accomplir tout autre acte à l'égard du traité;

d) l'expression "réserve" s'entend d'une déclaration unilatérale, quel que soit son libellé ou sa désignation, faite par un Etat ou par une organisation internationale à la signature, à la ratification, à l'acte de confirmation formelle, à l'acceptation ou à l'approbation d'un traité ou à l'adhésion à celui-ci, par laquelle cet Etat ou cette organisation vise à exclure ou à modifier l'effet juridique de certaines dispositions du traité dans leur application à cet Etat ou à cette organisation;

e) l'expression "Etat ayant participé à la négociation" et l'expression "organisation ayant participé à la négociation" s'entendent respectivement

i) d'un Etat;

ii) d'une organisation internationale;

ayant participé à l'élaboration et à l'adoption du texte du traité;

f) l'expression "Etat contractant" et l'expression "organisation contractante" s'entendent respectivement

i) d'un Etat;

ii) d'une organisation internationale;

ayant consenti à être lié par le traité, que le traité soit entré en vigueur ou non;

g) l'expression "partie" s'entend d'un Etat ou d'une organisation internationale qui a consenti à être lié par le traité et à l'égard duquel le traité est en vigueur;

h) l'expression "Etat tiers" et l'expression "organisation tierce" s'entendent respectivement

i) d'un Etat;

ii) d'une organisation internationale;

qui n'est pas partie au traité;

i) l'expression "organisation internationale" s'entend d'une organisation intergouvernementale;

j) l'expression "règles de l'organisation" s'entend notamment des actes constitutifs de l'organisation, des décisions et résolutions adoptées conformément auxdits actes et de la pratique bien établie de l'organisation.

2. Les dispositions du paragraphe 1 concernant les expressions employées dans la présente Convention ne préjudicient pas à l'emploi de ces expressions ni au sens qui peut leur être donné dans le droit interne d'un Etat ou dans les règles d'une organisation internationale.

Article 3
Accords internationaux n'entrant pas dans le cadre de la présente Convention

Le fait que la présente Convention ne s'applique

i) ni aux accords internationaux auxquels sont parties un ou plusieurs Etats, une ou plusieurs organisations internationales et un ou plusieurs sujets du droit international autres que des Etats ou des organisations;

ii) ni aux accords internationaux auxquels sont parties une ou plusieurs organisations internationales et un ou plusieurs sujets du droit international autres que des Etats ou des organisations;

iii) ni aux accords internationaux non écrits entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales, ou entre des organisations internationales;

iv) ni aux accords internationaux entre sujets du droit international autres que des Etats ou des organisations internationales;

ne porte pas atteinte

a) à la valeur juridique de tels accords;

b) à l'application à ces accords de toutes règles énoncées dans la présente Convention auxquelles ils seraient soumis en vertu du droit international indépendamment de ladite Convention;

c) à l'application de la Convention aux relations entre Etats et organisations internationales ou aux relations entre organisations, lorsque lesdites relations sont régies par des accords internationaux auxquels sont également parties d'autres sujets du droit international.

Article 4
Non-rétroactivité de la présente Convention

Sans préjudice de l'application de toutes règles énoncées dans la présente Convention auxquelles les traités entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales ou entre des organisations internationales seraient soumis en vertu du droit international indépendamment de ladite Convention, celle-ci s'applique uniquement à de tels traités conclus après son entrée en vigueur à l'égard de ces Etats et de ces organisations.

Article 5
Traités constitutifs d'organisations internationales et traités adoptés au sein d'une organisation internationale

La présente Convention s'applique à tout traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales qui est l'acte constitutif d'une organisation internationale et à tout traité adopté au sein d'une organisation internationale, sous réserve de toute règle pertinente de l'organisation.

PARTIE II

CONCLUSION ET ENTREE EN VIGUEUR DES TRAITES

SECTION 1. CONCLUSION DES TRAITES

Article 6
Capacité des organisations internationales de conclure des traités

La capacité d'une organisation internationale de conclure des traités est régie par les règles de cette organisation.

Article 7
Pleins pouvoirs

1. Une personne est considérée comme représentant un Etat pour l'adoption ou l'authentification du texte d'un traité ou pour exprimer le consentement de l'Etat à être lié par un traité :

a) si cette personne produit des pleins pouvoirs appropriés; ou

b) s'il ressort de la pratique ou d'autres circonstances qu'il était de l'intention des Etats et des organisations internationales concernés de considérer cette personne comme représentant l'Etat à ces fins sans présentation de pleins pouvoirs.

2. En vertu de leurs fonctions et sans avoir à produire de pleins pouvoirs, sont considérés comme représentant leur Etat :

a) les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement et les ministres des affaires étrangères, pour tous les actes relatifs à la conclusion d'un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales;

b) les représentants accrédités par les Etats à une conférence internationale, pour l'adoption du texte d'un traité entre des Etats et des organisations internationales;

c) les représentants accrédités par les Etats auprès d'une organisation internationale ou de l'un de ses organes, pour l'adoption du texte d'un traité au sein de cette organisation ou de cet organe;

d) les chefs de missions permanentes auprès d'une organisation internationale, pour l'adoption du texte d'un traité entre les Etats accréditants et cette organisation.

3. Une personne est considérée comme représentant une organisation internationale pour l'adoption ou l'authentification du texte d'un traité ou pour exprimer le consentement de cette organisation à être liée par un traité :

a) si cette personne produit des pleins pouvoirs appropriés; ou

b) s'il ressort des circonstances qu'il était de l'intention des Etats et des organisations internationales concernés de considérer cette personne comme représentant l'organisation à ces fins, conformément aux règles de ladite organisation, sans présentation de pleins pouvoirs.

Article 8
Confirmation ultérieure d'un acte accompli sans autorisation

Un acte relatif à la conclusion d'un traité accompli par une personne qui ne peut, en vertu de l'article 7, être considérée comme autorisée à représenter un Etat ou une organisation internationale à cette fin est sans effet juridique, à moins qu'il ne soit confirmé ultérieurement par cet Etat ou cette organisation.

Article 9
Adoption du texte

1. L'adoption du texte d'un traité s'effectue par le consentement de tous les Etats et de toutes les organisations internationales ou, selon le cas, de toutes les organisations participant à son élaboration, sauf dans les cas prévus au paragraphe 2.

2. L'adoption du texte d'un traité à une conférence internationale s'effectue conformément à la procédure dont sont convenus les participants à ladite conférence. Si cependant ces derniers ne parviennent pas à un accord sur cette procédure, l'adoption du texte s'effectuera par un vote à la majorité des deux tiers des participants présents et votants, à moins qu'ils ne décident, à la même majorité, d'appliquer une règle différente.

Article 10
Authentification du texte

1. Le texte d'un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales est arrêté comme authentique et définitif

a) suivant la procédure établie dans ce texte ou convenue par les Etats et par les organisations participant à l'élaboration du traité; ou

b) à défaut d'une telle procédure, par la signature, la signature ad referendum ou le paraphe, par les représentants de ces Etats et de ces organisations, du texte du traité ou de l'acte final d'une conférence dans lequel le texte est consigné.

2. Le texte d'un traité entre des organisations internationales est arrêté comme authentique et définitif

a) suivant la procédure établie dans ce texte ou convenue par les organisations participant à son élaboration; ou

b) à défaut d'une telle procédure, par la signature, la signature ad referendum ou le paraphe, par les représentants de ces organisations, du texte du traité ou de l'acte final d'une conférence dans lequel le texte est consigné.

Article 11

Modes d'expression du consentement à être lié par un traité

1. Le consentement d'un Etat à être lié par un traité peut être exprimé par la signature, l'échange d'instruments constituant un traité, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion, ou par tout autre moyen convenu.

2. Le consentement d'une organisation internationale à être liée par un traité peut être exprimé par la signature, l'échange d'instruments constituant un traité, un acte de confirmation formelle, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion, ou par tout autre moyen convenu.

Article 12

Expression, par la signature du consentement à être lié par un traité

1. Le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité s'exprime par la signature du représentant de cet Etat ou de cette organisation :

a) lorsque le traité prévoit que la signature aura cet effet;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation étaient convenus que la signature aurait cet effet; ou

c) lorsque l'intention de l'Etat ou de l'organisation de donner cet effet à la signature ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exprimée au cours de la négociation.

2. Aux fins du paragraphe 1 :

a) le paraphe du texte vaut signature du traité lorsqu'il est établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation en étaient ainsi convenus;

b) la signature ad referendum d'un traité par le représentant d'un Etat ou d'une organisation internationale, si elle est confirmée par cet Etat ou cette organisation, vaut signature définitive du traité.

Article 13
Expression, par l'échange d'instruments constituant un traité, du consentement à être lié par un traité

Le consentement des Etats ou des organisations internationales à être liés par un traité constitué par les instruments échangés entre eux s'exprime par cet échange :

a) lorsque les instruments prévoient que leur échange aura cet effet; ou

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que ces Etats et ces organisations ou, selon le cas, ces organisations étaient convenus que l'échange des instruments aurait cet effet.

Article 14
Expression, par la ratification, un acte de confirmation formelle, l'acceptation ou l'approbation, du consentement à être lié par un traité

1. Le consentement d'un Etat à être lié par un traité s'exprime par la ratification

a) lorsque le traité prévoit que ce consentement s'exprime par la ratification;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ayant participé à la négociation étaient convenus que la ratification serait requise;

c) lorsque le représentant de cet Etat a signé le traité sous réserve de ratification; ou

d) lorsque l'intention de cet Etat de signer le traité sous réserve de ratification ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exprimée au cours de la négociation.

2. Le consentement d'une organisation internationale à être liée par un traité s'exprime par un acte de confirmation formelle

a) lorsque le traité prévoit que ce consentement s'exprime par un acte de confirmation formelle;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation étaient convenus qu'un acte de confirmation formelle serait requis;

c) lorsque le représentant de cette organisation a signé le traité sous réserve d'un acte de confirmation formelle; ou

d) lorsque l'intention de cette organisation de signer le traité sous réserve d'un acte de confirmation formelle ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exprimée au cours de la négociation.

3. Le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité s'exprime par l'acceptation ou l'approbation dans des conditions analogues à celles qui s'appliquent à la ratification ou, selon le cas, à un acte de confirmation formelle.

Article 15
Expression, par l'adhésion, du consentement à être lié par un traité

Le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité s'exprime par l'adhésion :

a) lorsque le traité prévoit que ce consentement peut être exprimé par cet Etat ou cette organisation par voie d'adhésion;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation étaient convenus que ce consentement pourrait être exprimé par cet Etat ou cette organisation par voie d'adhésion; ou

c) lorsque toutes les parties sont convenues ultérieurement que ce consentement pourrait être exprimé par cet Etat ou cette organisation par voie d'adhésion.

Article 16
Echange ou dépôt des instruments de ratification, de confirmation formelle, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion

1. A moins que le traité n'en dispose autrement, les instruments de ratification, les instruments relatifs à un acte de confirmation formelle ou les instruments d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion établissent le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales au moment

a) de leur échange entre les Etats contractants et les organisations contractantes;

b) de leur dépôt auprès du dépositaire; ou

de leur notification aux Etats contractants et aux organisations tantes ou au dépositaire, s'il en est ainsi convenu.

moins que le traité n'en dispose autrement, les instruments relatifs à un confirmation formelle ou les instruments d'acceptation, d'approbation ou ion établissent le consentement d'une organisation internationale à être r un traité entre des organisations internationales au moment

de leur échange entre les organisations contractantes;

de leur dépôt auprès du dépositaire; ou

de leur notification aux organisations contractantes ou au dépositaire, est ainsi convenu.

Article 17
Consentement à être lié par une partie d'un traité et choix entre des dispositions différentes

ns préjudice des articles 19 à 23, le consentement d'un Etat ou d'une ation internationale à être lié par une partie d'un traité ne produit effet le traité le permet ou si les Etats contractants et les organisations tantes ou, selon le cas, les organisations contractantes y consentent.

consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par té qui permet de choisir entre des dispositions différentes ne produit effet les dispositions sur lesquelles il porte sont clairement indiquées.

Article 18
Obligation de ne pas priver un traité de son objet et de son but avant son entrée en vigueur

Etat ou une organisation internationale doit s'abstenir d'actes qui ient un traité de son objet et de son but

a) lorsque cet Etat ou cette organisation a signé le traité ou a échangé les instruments constituant le traité sous réserve de ratification, d'un acte de confirmation formelle, d'acceptation ou d'approbation, tant que cet Etat ou cette organisation n'a pas manifesté son intention de ne pas devenir partie au traité; ou

b) lorsque cet Etat ou cette organisation a exprimé son consentement à être lié par le traité, dans la période qui précède l'entrée en vigueur du traité et à condition que celle-ci ne soit pas indûment retardée.

SECTION 2. RESERVES

Article 19
Formulation des réserves

Un Etat ou une organisation internationale, au moment de signer, de ratifier, de confirmer formellement, d'accepter, d'approuver un traité ou d'y adhérer, peut formuler une réserve, à moins

a) que la réserve ne soit interdite par le traité;

b) que le traité ne dispose que seules des réserves déterminées, parmi lesquelles ne figure pas la réserve en question, peuvent être faites; ou

c) que, dans les cas autres que ceux visés aux alinéas a) et b), la réserve ne soit incompatible avec l'objet et le but du traité.

Article 20
Acceptation des réserves et objections aux réserves

1. Une réserve expressément autorisée par un traité n'a pas à être ultérieurement acceptée par les Etats contractants et par les organisations contractantes ou, selon le cas, par les organisations contractantes, à moins que le traité ne le prévoie.

2. Lorsqu'il ressort du nombre restreint d'Etats et d'organisations ou, selon le cas, d'organisations ayant participé à la négociation, ainsi que de l'objet et du but d'un traité, que l'application du traité dans son intégralité entre toutes les parties est une condition essentielle du consentement de chacune d'elles à être liée par le traité, ure réserve doit être acceptée par toutes les parties.

3. Lorsqu'un traité est un acte constitutif d'une organisation internationale et à moins qu'il n'en dispose autrement, une réserve exige l'acceptation de l'organe compétent de c·tte organisation.

4. Dans les cas autres que ceux visés aux paragraphes précédents et à moins que le traité n'en dispose autrement,

a) l'acceptation d'une réserve par un Etat contractant ou par une organisation contractante fait de l'Etat ou de l'organisation internationale auteur de la réserve une partie au traité par rapport à l'Etat ou à l'organisation ayant accepté la réserve si le traité est en vigueur ou lorsqu'il entre en vigueur pour l'auteur de la réserve et l'Etat ou l'organisation qui a accepté la réserve;

b) l'objection faite à une réserve par un Etat contractant ou par une organisation contractante n'empêche pas le traité d'entrer en vigueur entre l'Etat ou l'organisation internationale qui a formulé l'objection et l'Etat ou l'organisation auteur de la réserve, à moins que l'intention contraire n'ait été nettement exprimée par l'Etat ou par l'organisation qui a formulé l'objection;

c) un acte exprimant le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par le traité et contenant une réserve prend effet dès qu'au moins un Etat contractant ou une organisation contractante a accepté la réserve.

5. Aux fins des paragraphes 2 et 4 et à moins que le traité n'en dispose autrement, une réserve est réputée avoir été acceptée par un Etat ou une organisation internationale si ces derniers n'ont pas formulé d'objection à la réserve soit à l'expiration des douze mois qui suivent la date à laquelle ils en ont reçu notification, soit à la date à laquelle ils ont exprimé leur consentement à être liés par le traité, si celle-ci est postérieure.

<u>Article 21</u>

<u>Effets juridiques des réserves</u>

<u>et des objections aux réserves</u>

1. Une réserve établie à l'égard d'une autre partie conformément aux articles 19, 20 et 23 :

a) modifie pour l'Etat ou pour l'organisation internationale auteur de la réserve dans ses relations avec cette autre partie les dispositions du traité sur lesquelles porte la réserve, dans la mesure prévue par cette réserve; et

b) modifie ces dispositions dans la même mesure pour cette autre partie dans ses relations avec l'Etat ou avec l'organisation internationale auteur de la réserve.

2. La réserve ne modifie pas les dispositions du traité pour les autres parties au traité dans leurs rapports <u>inter se</u>.

3. Lorsqu'un Etat ou une organisation internationale qui a formulé une objection à une réserve ne s'est pas opposé à l'entrée en vigueur du traité entre lui-même ou elle-même et l'Etat ou l'organisation auteur de la réserve, les dispositions sur lesquelles porte la réserve ne s'appliquent pas entre l'auteur de la réserve et l'Etat ou l'organisation qui a formulé l'objection, dans la mesure prévue par la réserve.

<u>Article 22</u>

<u>Retrait des réserves et des objections aux réserves</u>

1. A moins que le traité n'en dispose autrement, une réserve peut à tout moment être retirée sans que le consentement de l'Etat ou de l'organisation internationale qui a accepté la réserve soit nécessaire pour son retrait.

2. A moins que le traité n'en dispose autrement, une objection à une réserve peut à tout moment être retirée.

3. A moins que le traité n'en dispose ou qu'il n'en soit convenu autrement,

a) le retrait d'une réserve ne prend effet à l'égard d'un Etat contrac - ou d'une organisation contractante que lorsque cet Etat ou cette organisation en a reçu notification;

b) le retrait d'une objection à une réserve ne prend effet que lorsque l'Etat ou l'organisation internationale qui a formulé la réserve a reçu notification de ce retrait.

Article 23
Procédure relative aux réserves

1. La réserve, l'acceptation expresse d'une réserve et l'objection à une réserve doivent être formulées par écrit et communiquées aux Etats contractants et aux organisations contractantes et aux autres Etats et autres organisations internationales ayant qualité pour devenir parties au traité.

2. Lorsqu'elle est formulée lors de la signature du traité sous réserve de ratification, d'un acte de confirmation formelle, d'acceptation ou d'approbation, une réserve doit être confirmée formellement par l'Etat ou par l'organisation internationale qui en est l'auteur, au moment où il exprime son consentement à être lié par le traité. En pareil cas, la réserve sera réputée avoir été faite à la date à laquelle elle a été confirmée.

3. Une acceptation expresse d'une réserve ou d'une objection faite à une réserve, si elles sont antérieures à la confirmation de cette dernière, n'ont pas besoin d'être elles-mêmes confirmées.

4. Le retrait d'une réserve ou d'une objection à une réserve doit être formulé par écrit.

SECTION 3. ENTREE EN VIGUEUR DES TRAITES ET APPLICATION A TITRE PROVISOIRE

Article 24
Entrée en vigueur

1. Un traité entre en vigueur suivant les modalités et à la date fixées par ses dispositions ou par un accord entre les Etats et les organisations ou, selon le cas, entre les organisations ayant participé à la négociation.

2. A défaut de telles dispositions ou d'un tel accord, un traité entre en vigueur dès que le consentement à être lié par le traité a été établi pour tous les Etats et toutes les organisations ou, selon le cas, pour toutes les organisations ayant participé à la négociation.

3. Lorsque le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité est établi à une date postérieure à l'entrée en vigueur dudit traité, celui-ci, à moins qu'il n'en dispose autrement, entre en vigueur à l'égard de cet Etat ou de cette organisation à cette date.

4. Les dispositions d'un traité qui réglementent l'authentification du texte, l'établissement du consentement à être lié par le traité, les modalités ou la date d'entrée en vigueur, les réserves, les fonctions du dépositaire, ainsi que les autres questions qui se posent nécessairement avant l'entrée en vigueur du traité, sont applicables dès l'adoption du texte.

Article 25
Application à titre provisoire

1. Un traité ou une partie d'un traité s'applique à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur

a) si le traité lui-même en dispose ainsi; ou

b) si les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation en étaient ainsi convenus d'une autre manière.

2. A moins que le traité n'en dispose autrement ou que les Etats et les organisations internationalès ayant participé à la négociation ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation n'en soient convenus autrement, l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité à l'égard d'un Etat ou d'une organisation prend fin si cet Etat ou cette organisation notifie aux Etats et aux organisations entre lesquels le traité est appliqué provisoirement son intention de ne pas devenir partie au traité.

PARTIE III

RESPECT, APPLICATION ET INTERPRETATION DES TRAITES

SECTION 1. RESPECT DES TRAITES

Article 26
Pacta sunt servanda

Tout traité en vigueur lie les parties et doit être exécuté par elles de bonne foi.

Article 27
Droit interne des Etats, règles des organisations internationales et respect des traités

1. Un Etat partie à un traité ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution du traité.

2. Une organisation internationale partie à un traité ne peut invoquer les règles de l'organisation comme justifiant la non-exécution du traité.

3. Les règles énoncées dans les paragraphes précédents sont sans préjudice de l'article 46.

SECTION 2. APPLICATION DES TRAITES

Article 28
Non-rétroactivité des traités

A moins qu'une intention différente ne ressorte du traité ou ne soit par ailleurs établie, les dispositions d'un traité ne lient pas une partie en ce qui concerne un acte ou fait antérieur à la date d'entrée en vigueur de ce traité au regard de cette partie ou une situation qui avait cessé d'exister à cette date.

Article 29
Application territoriale des traités

A moins qu'une intention différente ne ressorte du traité ou ne soit par ailleurs établie, un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales lie chacun des Etats parties à l'égard de l'ensemble de son territoire.

Article 30
Application de traités successifs portant sur la même matière

1. Les droits et obligations des Etats et organisations internationales parties à des traités successifs portant sur la même matière sont déterminés conformément aux paragraphes suivants.

2. Lorsqu'un traité précise qu'il est subordonné à un traité antérieur ou postérieur ou qu'il ne doit pas être considéré comme incompatible avec cet autre traité, les dispositions de celui-ci l'emportent.

3. Lorsque toutes les parties au traité antérieur sont également parties au traité postérieur, sans que le traité antérieur ait pris fin ou que son application ait été suspendue en vertu de l'article 59, le traité antérieur ne s'applique que dans la mesure où ses dispositions sont compatibles avec celles du traité postérieur.

4. Lorsque les parties au traité antérieur ne sont pas toutes parties au traité postérieur :

a) dans les relations entre deux parties, qui sont chacune partie aux deux traités, la règle applicable est celle qui est énoncée au paragraphe 3;

b) dans les relations entre une partie aux deux traités et une partie à un traité seulement, le traité auquel elles sont toutes deux parties régit leurs droits et obligations réciproques.

5. Le paragraphe 4 s'applique sans préjudice de l'article 41, de toute question d'extinction ou de suspension de l'application d'un traité aux termes de l'article 60, ou de toute question de responsabilité qui peut naître pour un Etat ou une organisation internationale de la conclusion ou de l'application d'un traité dont les dispositions sont incompatibles avec les obligations qui lui incombent à l'égard d'un Etat ou d'une organisation en vertu d'un autre traité.

6. Les paragraphes précédents sont sans préjudice du fait qu'en cas de conflit entre les obligations découlant de la Charte des Nations Unies et les obligations découlant d'un traité, les premières prévaudront.

SECTION 3. INTERPRETATION DES TRAITES

Article 31
Règle générale d'interprétation

1. Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.

2. Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus :

a) tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité;

b) tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité.

3. Il sera tenu compte, en même temps que du contexte :

a) de tout accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions;

b) de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité;

c) de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties.

4. Un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties.

Article 32
Moyens complémentaires d'interprétation

Il peut être fait appel à des moyens complémentaires d'interprétation, et notamment aux travaux préparatoires et aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu, en vue soit de confirmer le sens résultant de l'application de l'article 31, soit de déterminer le sens lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31

a) laisse le sens ambigu ou obscur; ou

b) conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable.

Article 33
Interprétation de traités authentifiés en deux ou plusieurs langues

1. Lorsqu'un traité a été authentifié en deux ou plusieurs langues, son texte fait foi dans chacune de ces langues, à moins que le traité ne dispose ou que les parties ne conviennent qu'en cas de divergence un texte déterminé l'emportera.

2. Une version du traité dans une langue autre que l'une de celles dans lesquelles le texte a été authentifié ne sera considérée comme texte authentique que si le traité le prévoit ou si les parties en sont convenues.

3. Les termes d'un traité sont présumés avoir le même sens dans les divers textes authentiques.

4. Sauf le cas où un texte déterminé l'emporte conformément au paragraphe 1, lorsque la comparaison des textes authentiques fait apparaître une différence de sens que l'application des articles 31 et 32 ne permet pas d'éliminer, on adoptera le sens qui, compte tenu de l'objet et du but du traité, concilie le mieux ces textes.

SECTION 4. TRAITES ET ETATS TIERS OU ORGANISATIONS TIERCES

Article 34
Règle générale concernant les Etats tiers ou les organisations tierces

Un traité ne crée ni obligations ni droits pour un Etat tiers ou pour une organisation tierce sans le consentement de cet Etat ou de cette organisation.

Article 35
Traités prévoyant des obligations pour des Etats tiers ou des organisations tierces

Une obligation naît pour un Etat tiers ou une organisation tierce d'une disposition d'un traité si les parties à ce traité entendent créer l'obligation au moyen de cette disposition et si l'Etat tiers ou l'organisation tierce accepte expressément par écrit cette obligation. L'acceptation par l'organisation tierce d'une telle obligation est régie par les règles de cette organisation.

Article 36
Traités prévoyant des droits pour des Etats tiers ou des organisations tierces

1. Un droit naît pour un Etat tiers d'une disposition d'un traité si les parties à ce traité entendent, par cette disposition, conférer ce droit soit à l'Etat tiers ou à un groupe d'Etats auquel il appartient, soit à tous les Etats, et si l'Etat tiers y consent. Le consentement est présumé tant qu'il n'y a pas d'indication contraire, à moins que le traité n'en dispose autrement.

2. Un droit naît pour une organisation tierce d'une disposition d'un traité si les parties à ce traité entendent, par cette disposition, conférer ce droit soit à l'organisation tierce ou à un groupe d'organisations internationales auquel elle appartient, soit à toutes les organisations, et si l'organisation tierce y consent. Le consentement est régi par les règles de l'organisation.

3. Un Etat ou une organisation internationale qui exerce un droit en application du paragraphe 1 ou 2 est tenu de respecter, pour l'exercice de ce droit, les conditions prévues dans le traité ou établies conformément à ses dispositions.

Article 37

Révocation ou modification d'obligations ou de droits d'Etats tiers ou d'organisations tierces

1. Au cas où une obligation est née pour un Etat tiers ou une organisation tierce conformément à l'article 35, cette obligation ne peut être révoquée ou modifiée que par le consentement des parties au traité et de l'Etat tiers ou de l'organisation tierce, à moins qu'il ne soit établi qu'elles en étaient convenues autrement.

2. Au cas où un droit est né pour un Etat tiers ou une organisation tierce conformément à l'article 36, ce droit ne peut pas être révoqué ou modifié par les parties s'il est établi qu'il était destiné à ne pas être révocable ou modifiable sans le consentement de l'Etat tiers ou de l'organisation tierce.

3. Le consentement d'une organisation internationale partie au traité ou d'une organisation tierce, prévu aux paragraphes qui précèdent, est régi par les règles de cette organisation.

Article 38

Règles d'un traité devenant obligatoires pour des Etats tiers ou des organisations tierces par la formation d'une coutume internationale

Aucune disposition des articles 34 à 37 ne s'oppose à ce qu'une règle énoncée dans ur traité devienne obligatoire pour un Etat tiers ou une organisation tierce en tant que règle coutumière de droit international reconnue comme telle.

PARTIE IV

AMENDEMENT ET MODIFICATION DES TRAITES

Article 39
Règle générale relative à l'amendement des traités

1. Un traité peut être amendé par accord entre les parties. Sauf dans la mesure où le traité en dispose autrement, les règles énoncées dans la partie II s'appliquent à un tel accord.

2. Le consentement d'une organisation internationale à un accord prévu au paragraphe 1 est régi par les règles de cette organisation.

Article 40
Amendement des traités multilatéraux

1. A moins que le traité n'en dispose autrement, l'amendement des traités multilatéraux est régi par les paragraphes suivants.

2. Toute proposition tendant à amender un traité multilatéral dans les relations entre toutes les parties doit être notifiée à tous les Etats contractants et à toutes les organisations contractantes, et chacun d'eux est en droit de prendre part

a) à la décision sur la suite à donner à cette proposition;

b) à la négociation et à la conclusion de tout accord ayant pour objet d'amender le traité.

3. Tout Etat ou toute organisation internationale ayant qualité pour devenir partie au traité a également qualité pour devenir partie au traité tel qu'il est amendé.

4. L'accord portant amendement ne lie pas les Etats ou les organisations internationales qui sont déjà parties au traité et qui ne deviennent pas parties à cet accord; l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'article 30 s'applique à l'égard de ces Etats ou de ces organisations.

5. Tout Etat ou toute organisation internationale qui devient partie au traité après l'entrée en vigueur de l'accord portant amendement est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant

a) partie au traité tel qu'il est amendé; et

b) partie au traité non amendé au regard de toute partie au traité qui n'est pas liée par l'accord portant amendement.

Article 41
Accords ayant pour objet de modifier des traités multilatéraux dans les relations entre certaines parties seulement

1. Deux ou plusieurs parties à un traité multilatéral peuvent conclure un accord ayant pour objet de modifier le traité dans leurs relations mutuelles seulement

a) si la possibilité d'une telle modification est prévue par le traité; ou

b) si la modification en question n'est pas interdite par le traité, à condition qu'elle

i) ne porte atteinte ni à la jouissance par les autres parties des droits qu'elles tiennent du traité ni à l'exécution de leurs obligations; et

ii) ne porte pas sur une disposition à laquelle il ne peut être dérogé sans qu'il y ait incompatibilité avec la réalisation effective de l'objet et du but du traité pris dans son ensemble.

2. A moins que, dans le cas prévu à l'alinéa a) du paragraphe 1, le traité n'en dispose autrement, les parties en question doivent notifier aux autres parties leur intention de conclure l'accord et les modifications que ce dernier apporte au traité.

PARTIE V

NULLITE, EXTINCTION ET SUSPENSION DE L'APPLICATION DES TRAITES

SECTION 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 42
Validité et maintien en vigueur des traités

1. La validité d'un traité ou du consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un tel traité ne peut être contestée qu'en application de la présente Convention.

2. L'extinction d'un traité, sa dénonciation ou le retrait d'une partie ne peuvent avoir lieu qu'en application des dispositions du traité ou de la présente Convention. La même règle vaut pour la suspension de l'application d'un traité.

Article 43
Obligations imposées par le droit international indépendamment d'un traité

La nullité, l'extinction ou la dénonciation d'un traité, le retrait d'une des parties ou la suspension de l'application du traité, lorsqu'ils résultent de l'application de la présente Convention ou des dispositions du traité, n'affectent en aucune manière le devoir d'un Etat ou d'une organisation internationale de remplir toute obligation énoncée dans le traité à laquelle cet Etat ou cette organisation est soumis en vertu du droit international indépendamment dudit traité.

Article 44

Divisibilité des dispositions d'un traité

1. Le droit pour une partie, prévu dans un traité ou résultant de l'article 56, de dénoncer le traité, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application ne peut être exercé qu'à l'égard de l'ensemble du traité, à moins que ce dernier n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement.

2. Une cause de nullité ou d'extinction d'un traité, de retrait d'une des parties ou de suspension de l'application du traité reconnue aux termes de la présente Convention ne peut être invoquée qu'à l'égard de l'ensemble du traité, sauf dans les conditions prévues aux paragraphes suivants ou à l'article 60.

3. Si la cause en question ne vise que certaines clauses déterminées, elle ne peut être invoquée qu'à l'égard de ces seules clauses lorsque

a) ces clauses sont séparables du reste du traité en ce qui concerne leur exécution;

b) il ressort du traité ou il est par ailleurs établi que l'acceptation des clauses en question n'a pas constitué pour l'autre partie ou pour les autres parties au traité une base essentielle de leur consentement à être liées par le traité dans son ensemble; et

c) il n'est pas injuste de continuer à exécuter ce qui subsiste du traité.

4. Dans les cas relevant des articles 49 et 50, l'Etat ou l'organisation internationale qui a le droit d'invoquer le dol ou la corruption peut le faire soit à l'égard de l'ensemble du traité soit, dans le cas visé au paragraphe 3, à l'égard seulement de certaines clauses déterminées.

5. Dans les cas prévus aux articles 51, 52 et 53, la division des dispositions d'un traité n'est pas admise.

Article 45

Perte du droit d'invoquer une cause de nullité d'un traité ou un motif d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application

1. Un Etat ne peut plus invoquer une cause de nullité d'un traité ou un motif d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application en vertu des articles 46 à 50 ou des articles 60 et 62 si, après avoir eu connaissance des faits, cet Etat

a) a explicitement accepté de considérer que, selon le cas, le traité est valable, reste en vigueur ou continue d'être applicable; ou

b) doit, à raison de sa conduite, être considéré comme ayant acquiescé, selon le cas, à la validité du traité ou à son maintien en vigueur ou en application.

2. Une organisation internationale ne peut plus invoquer une cause de nullité d'un traité ou un motif d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application en vertu des articles 46 à 50 ou des articles 60 et 62 si, après avoir eu connaissance des faits, cette organisation

a) a explicitement accepté de considérer que, selon le cas, le traité est valable, reste en vigueur ou continue d'être applicable; ou

b) doit, à raison de la conduite de l'organe compétent, être considérée comme ayant renoncé au droit d'invoquer cette cause ou ce motif.

SECTION 2. NULLITE DES TRAITES

Article 46
Dispositions du droit interne d'un Etat et règles d'une organisation internationale concernant la compétence pour conclure des traités

1. Le fait que le consentement d'un Etat à être lié par un traité a été exprimé en violation d'une disposition de son droit interne concernant la compétence pour conclure des traités ne peut être invoqué par cet Etat comme viciant son consentement, à moins que cette violation n'ait été manifeste et ne concerne une règle de son droit interne d'importance fondamentale.

2. Le fait que le consentement d'une organisation internationale à être liée par un traité a été exprimé en violation des règles de l'organisation concernant la compétence pour conclure des traités ne peut être invoqué par cette organisation comme viciant son consentement, à moins que cette violation n'ait été manifeste et ne concerne une règle d'importance fondamentale.

3. Une violation est manifeste si elle est objectivement évidente pour tout Etat ou toute organisation internationale se comportant en la matière conformément à la pratique habituelle des Etats et, le cas échéant, des organisations internationales et de bonne foi.

Article 47
Restriction particulière du pouvoir d'exprimer le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale

Si le pouvoir d'un représentant d'exprimer le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité déterminé a fait l'objet d'une restriction particulière, le fait que ce représentant n'a pas tenu compte de celle-ci ne peut pas être invoqué comme viciant le consentement qu'il a exprimé, à moins que la restriction n'ait été notifiée, avant l'expression de ce consentement, aux Etats et aux organisations ayant participé à la négociation.

Article 48

Erreur

1. Un Etat ou une organisation internationale peut invoquer une erreur dans un traité comme viciant son consentement à être lié par le traité si l'erreur porte sur un fait ou une situation que cet Etat ou cette organisation supposait exister au moment où le traité a été conclu et qui constituait une base essentielle du consentement de cet Etat ou de cette organisation à être lié par le traité.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas lorsque ledit Etat ou ladite organisation internationale a contribué à cette erreur par son comportement ou lorsque les circonstances ont été telles qu'il ou elle devait être averti de la possibilité d'une erreur.

3. Une erreur ne concernant que la rédaction du texte d'un traité ne porte pas atteinte à sa validité; dans ce cas, l'article 80 s'applique.

Article 49

Dol

Un Etat ou une organisation internationale amené à conclure un traité par la conduite frauduleuse d'un Etat ou d'une organisation ayant participé à la négociation peut invoquer le dol comme viciant son consentement à être lié par le traité.

Article 50

Corruption du représentant d'un Etat ou d'une organisation internationale

Un Etat ou une organisation internationale dont l'expression du consentement à être lié par un traité a été obtenue au moyen de la corruption de son représentant, par l'action directe ou indirecte d'un Etat ou d'une organisation ayant participé à la négociation, peut invoquer cette corruption comme viciant son consentement à être lié par le traité.

Article 51

Contrainte exercée sur le représentant d'un Etat ou d'une organisation internationale

L'expression par un Etat ou par une organisation internationale du consentement à être lié par un traité qui a été obtenu par la contrainte exercée sur le représentant de cet Etat ou de cette organisation au moyen d'actes ou de menaces dirigés contre lui est dépourvue de tout effet juridique.

Article 52

Contrainte exercée sur un Etat ou une organisation internationale par la menace ou l'emploi de la force

Est nul tout traité dont la conclusion a été obtenue par la menace ou l'emploi de la force en violation des principes du droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies.

Article 53

Traités en conflit avec une norme impérative du droit international général (jus cogens)

Est nul tout traité qui, au moment de sa conclusion, est en conflit avec une norme impérative du droit international général. Aux fins de la présente Convention, une norme impérative du droit international général est une norme acceptée et reconnue par la communauté internationale des Etats dans son ensemble en tant que norme à laquelle aucune dérogation n'est permise et qui ne peut être modifiée que par une nouvelle norme du droit international général ayant le même caractère.

SECTION 3. EXTINCTION DES TRAITES ET SUSPENSION DE LEUR APPLICATION

Article 54
Extinction d'un traité ou retrait en vertu des dispositions du traité ou par consentement des parties

L'extinction d'un traité ou le retrait d'une partie peuvent avoir lieu

a) conformément aux dispositions du traité; ou

b) à tout moment, par consentement de toutes les parties, après consultation des Etats contractants et des organisations contractantes.

Article 55
Nombre des parties à un traité multilatéral tombant au-dessous du nombre nécessaire pour son entrée en vigueur

A moins que le traité n'en dispose autrement, un traité multilatéral ne prend pas fin pour le seul motif que le nombre des parties tombe au-dessous du nombre nécessaire pour son entrée en vigueur.

Article 56
Dénonciation ou retrait dans le cas d'un traité ne contenant pas de dispositions relatives à l'extinction, à la dénonciation ou au retrait

1. Un traité qui ne contient pas de dispositions relatives à son extinction et ne prévoit pas qu'on puisse le dénoncer ou s'en retirer ne peut faire l'objet d'une dénonciation ou d'un retrait, à moins

a) qu'il ne soit établi qu'il entrait dans l'intention des parties d'admettre la possibilité d'une dénonciation ou d'un retrait; ou

b) que le droit de dénonciation ou de retrait ne puisse être déduit de la nature du traité.

2. Une partie doit notifier au moins douze mois à l'avance son intention de dénoncer un traité ou de s'en retirer conformément aux dispositions du paragraphe 1.

Article 57
Suspension de l'application d'un traité en vertu de ses dispositions ou par consentement des parties

L'application d'un traité au regard de toutes les parties ou d'une partie déterminée peut être suspendue

a) conformément aux dispositions du traité; ou

b) à tout moment, par consentement de toutes les parties, après consultation des Etats contractants et des organisations contractantes.

Article 58
Suspension de l'application d'un traité multilatéral par accord entre certaines parties seulement

1. Deux ou plusieurs parties à un traité multilatéral peuvent conclure un accord ayant pour objet de suspendre, temporairement et entre elles seulement, l'application de dispositions du traité

a) si la possibilité d'une telle suspension est prévue par le traité; ou

b) si la suspension en question n'est pas interdite par le traité, à condition qu'elle

i) ne porte atteinte ni à la jouissance par les autres parties des droits qu'elles tiennent du traité ni à l'exécution de leurs obligations; et

ii) ne soit pas incompatible avec l'objet et le but du traité.

2. A moins que, dans le cas prévu à l'alinéa a) du paragraphe 1, le traité n'en dispose autrement, les parties en question doivent notifier aux autres parties leur intention de conclure l'accord et les dispositions du traité dont elles ont l'intention de suspendre l'application.

Article 59
Extinction d'un traité ou suspension de son application implicites du fait de la conclusion d'un traité postérieur

1. Un traité est considéré comme ayant pris fin lorsque toutes les parties à ce traité concluent ultérieurement un traité portant sur la même matière et

a) s'il ressort du traité postérieur ou s'il est par ailleurs établi que, selon l'intention des parties, la matière doit être régie par ce traité; ou

b) si les dispositions du traité postérieur sont incompatibles avec celles du traité antérieur à tel point qu'il est impossible d'appliquer les deux traités en même temps.

2. Le traité antérieur est considéré comme étant seulement suspendu s'il ressort du traité postérieur ou s'il est par ailleurs établi que telle était l'intention des parties.

Article 60
Extinction d'un traité ou suspension de son application comme conséquence de sa violation

1. Une violation substantielle d'un traité bilatéral par l'une des parties autorise l'autre partie à invoquer la violation comme motif pour mettre fin au traité ou suspendre son application en totalité ou en partie.

2. Une violation substantielle d'un traité multilatéral par l'une des parties autorise

a) les autres parties, agissant par accord unanime, à suspendre l'application du traité en totalité ou en partie ou à mettre fin à celui-ci

i) soit dans les relations entre elles-mêmes et l'Etat ou l'organisation internationale auteur de la violation,

ii) soit entre toutes les parties;

b) une partie spécialement atteinte par la violation à invoquer celle-ci comme motif de suspension de l'application du traité en totalité ou en partie dans les relations entre elle-même et l'Etat ou l'organisation internationale auteur de la violation;

c) toute partie autre que l'Etat ou l'organisation internationale auteur de la violation à invoquer la violation comme motif pour suspendre l'application du traité en totalité ou en partie en ce qui la concerne si ce traité est d'une nature telle qu'une violation substantielle de ses dispositions par une partie modifie radicalement la situation de chacune des parties quant à l'exécution ultérieure de ses obligations en vertu du traité.

3. Aux fins du présent article, une violation substantielle d'un traité est constituée par

a) un rejet du traité non autorisé par la présente Convention; ou

b) la violation d'une disposition essentielle pour la réalisation de l'objet ou du but du traité.

4. Les paragraphes qui précèdent ne portent atteinte à aucune disposition du traité applicable en cas de violation.

5. Les paragraphes 1 à 3 ne s'appliquent pas aux dispositions relatives à la protection de la personne humaine contenues dans des traités de caractère humanitaire, notamment aux dispositions excluant toute forme de représailles à l'égard des personnes protégées par lesdits traités.

Article 61
Survenance d'une situation rendant l'exécution impossible

1. Une partie peut invoquer l'impossibilité d'exécuter un traité comme motif pour y mettre fin ou pour s'en retirer si cette impossibilité résulte de la disparition ou destruction définitives d'un objet indispensable à l'exécution de ce traité. Si l'impossibilité est temporaire, elle peut être invoquée seulement comme motif pour suspendre l'application du traité.

2. L'impossibilité d'exécution ne peut être invoquée par une partie comme motif pour mettre fin au traité, pour s'en retirer ou pour en suspendre l'application si cette impossibilité résulte d'une violation, par la partie qui l'invoque, soit d'une obligation du traité, soit de toute autre obligation internationale à l'égard de toute autre partie au traité.

Article 62
Changement fondamental de circonstances

1. Un changement fondamental de circonstances qui s'est produit par rapport à celles qui existaient au moment de la conclusion d'un traité et qui n'avait pas été prévu par les parties ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin au traité ou pour s'en retirer, à moins que

a) l'existence de ces circonstances n'ait constitué une base essentielle du consentement des parties à être liées par le traité; et que

b) ce changement n'ait pour effet de transformer radicalement la portée des obligations qui restent à exécuter en vertu du traité.

2. Un changement fondamental de circonstances ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin à un traité entre deux ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales ou pour s'en retirer s'il s'agit d'un traité établissant une frontière.

3. Un changement fondamental de circonstances ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin à un traité ou pour s'en retirer si le changement fondamental résulte d'une violation, par la partie qui l'invoque, soit d'une obligation du traité, soit de toute autre obligation internationale à l'égard de toute autre partie au traité.

4. Si une partie peut, conformément aux paragraphes qui précèdent, invoquer un changement fondamental de circonstances comme motif pour mettre fin à un traité ou pour s'en retirer, elle peut également ne l'invoquer que pour suspendre l'application du traité.

Article 63

Rupture des relations diplomatiques ou consulaires

La rupture des relations diplomatiques ou consulaires entre Etats parties à un traité entre deux ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales est sans effet sur les relations juridiques établies entre ces Etats par le traité, sauf dans la mesure où l'existence de relations diplomatiques ou consulaires est indispensable à l'application du traité.

Article 64
Survenance d'une nouvelle norme impérative du droit international (jus cogens)

Si une nouvelle norme impérative du droit international général survient, tout traité existant qui est en conflit avec cette norme devient nul et prend fin.

SECTION 4. PROCEDURE

Article 65
Procédure à suivre concernant la nullité d'un traité, son extinction, le retrait d'une partie ou la suspension de l'application du traité

1. La partie qui, sur la base des dispositions de la présente Convention, invoque soit un vice de son consentement à être liée par un traité, soit un motif de contester la validité d'un traité, d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application, doit notifier sa prétention aux autres parties. La notification doit indiquer la mesure envisagée à l'égard du traité et les raisons de celle-ci.

2. Si, après un délai qui, sauf en cas d'urgence particulière, ne saurait être inférieur à trois mois à compter de la réception de la notification, aucune partie n'a fait objection, la partie qui a fait la notification peut prendre, dans les formes prévues à l'article 67, la mesure qu'elle a envisagée.

3. Si toutefois une objection a été soulevée par une autre partie, les parties devront rechercher une solution par les moyens indiqués à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies.

4. La notification ou l'objection faite par une organisation internationale est régie par les règles de cette organisation.

5. Rien dans les paragraphes qui précèdent ne porte atteinte aux droits ou obligations des parties découlant de toute disposition en vigueur entre elles concernant le règlement des différends.

6. Sans préjudice de l'article 45, le fait qu'un Etat ou une organisation internationale n'ait pas adressé la notification prescrite au paragraphe 1 ne l'empêche pas de faire cette notification en réponse à une autre partie qui demande l'exécution du traité ou qui allègue sa violation.

Article 66
Procédures de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation

1. Si, dans les douze mois qui ont suivi la date à laquelle l'objection a été soulevée, il n'a pas été possible de parvenir à une solution conformément au paragraphe 3 de l'article 65, les procédures indiquées dans les paragraphes suivants seront appliquées.

2. S'agissant d'un différend concernant l'application ou l'interprétation des articles 53 ou 64

a) tout Etat partie au différend auquel un ou plusieurs autres Etats sont parties peut, par une requête, saisir la Cour internationale de Justice afin qu'elle se prononce sur le différend;

b) tout Etat partie au différend auquel une ou plusieurs organisations internationales sont parties peut, au besoin par l'intermédiaire d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, prier l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité ou, le cas échéant, l'organe compétent d'une organisation internationale

qui est partie au différend et autorisée conformément à l'Article 96 de la Charte des Nations Unies, de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice conformément à l'article 65 du Statut de la Cour;

c) si l'Organisation des Nations Unies ou une organisation internationale autorisée conformément à l'Article 96 de la Charte des Nations Unies sont parties au différend, elles peuvent demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice conformément à l'article 65 du Statut de la Cour;

d) toute organisation internationale autre que les organisations visées à l'alinéa c) qui est partie au différend peut, par l'intermédiaire d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, suivre la procédure indiquée à l'alinéa b);

e) l'avis donné par la Cour en vertu des alinéas b), c) ou d) sera accepté comme décisif par toutes les parties au différend;

f) s'il n'est pas fait droit à la demande d'avis consultatif présentée en vertu de l'alinéa b), c) ou d), toute partie au différend peut, par notification écrite à l'autre partie ou aux autres parties, soumettre le différend à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe à la présente Convention.

3. Les dispositions du paragraphe 2 s'appliquent à moins que toutes les parties à un différend relevant dudit paragraphe ne décident d'un commun accord de le soumettre à une procédure d'arbitrage, notamment à la procédure définie dans l'Annexe à la présente Convention.

4. En cas de différend relatif à l'application ou à l'interprétation de l'un quelconque des articles de la partie V de la présente Convention autre que les articles 53 et 64, toute partie au différend peut mettre en oeuvre la procédure de conciliation prévue à l'Annexe à la Convention en adressant une demande à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 67

Instruments ayant pour objet de déclarer la nullité d'un traité, d'y mettre fin, de réaliser le retrait ou de suspendre l'application du traité

1. La notification prévue au paragraphe 1 de l'article 65 doit être faite par écrit.

2. Tout acte déclarant la nullité d'un traité, y mettant fin ou réalisant le retrait ou la suspension de l'application du traité sur la base de ses dispositions ou des paragraphes 2 ou 3 de l'article 65 doit être consigné dans un instrument communiqué aux autres parties. Si l'instrument émanant d'un Etat n'est pas signé par le chef de l'Etat, le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères, le représentant de l'Etat qui fait la communication peut être invité à produire ses pleins pouvoirs. Si l'instrument émane d'une organisation internationale, le représentant de l'organisation qui fait la communication peut être invité à produire ses pleins pouvoirs.

Article 68

Révocation des notifications et des instruments prévus aux articles 65 et 67

Une notification ou un instrument prévus aux articles 65 et 67 peuvent être révoqués à tout moment avant qu'ils aient pris effet.

SECTION 5. CONSEQUENCES DE LA NULLITE, DE L'EXTINCTION OU DE LA SUSPENSION DE L'APPLICATION D'UN TRAITE

Article 69

Conséquences de la nullité d'un traité

1. Est nul un traité dont la nullité est établie en vertu de la présente Convention. Les dispositions d'un traité nul n'ont pas de force juridique.

2. Si des actes ont néanmoins été accomplis sur la base d'un tel traité,

a) toute partie peut demander à toute autre partie d'établir pour autant que possible dans leurs relations mutuelles la situation qui aurait existé si ces actes n'avaient pas été accomplis;

b) les actes accomplis de bonne foi avant que la nullité ait été invoquée ne sont pas rendus illicites du seul fait de la nullité du traité.

3. Dans les cas qui relèvent des articles 49, 50, 51 ou 52, le paragraphe 2 ne s'applique pas à l'égard de la partie à laquelle le dol, l'acte de corruption ou la contrainte est imputable.

4. Dans le cas où le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale déterminé à être lié par un traité multilatéral est vicié, les règles qui précèdent s'appliquent dans les relations entre ledit Etat ou ladite organisation et les parties au traité.

Article 70
Conséquences de l'extinction d'un traité

1. A moins que le traité n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement, le fait qu'un traité a pris fin en vertu de ses dispositions ou conformément à la présente Convention

a) libère les parties de l'obligation de continuer d'exécuter le traité;

b) ne porte atteinte à aucun droit, aucune obligation ni aucune situation juridique des parties, créés par l'exécution du traité avant qu'il ait pris fin.

2. Lorsqu'un Etat ou une organisation internationale dénonce un traité multilatéral ou s'en retire, le paragraphe 1 s'applique dans les relations entre cet Etat ou cette organisation et chacune des autres parties au traité à partir de la date à laquelle cette dénonciation ou ce retrait prend effet.

Article 71
Conséquences de la nullité d'un traité en conflit avec une norme impérative du droit international général

1. Dans le cas d'un traité qui est nul en vertu de l'article 53, les parties sont tenues

a) d'éliminer, dans la mesure du possible, les conséquences de tout acte accompli sur la base d'une disposition qui est en conflit avec la norme impérative du droit international général; et

b) de rendre leurs relations mutuelles conformes à la norme impérative du droit international général.

2. Dans le cas d'un traité qui devient nul et prend fin en vertu de l'article 64, la fin du traité

a) libère les parties de l'obligation de continuer d'exécuter le traité;

b) ne porte atteinte à aucun droit, aucune obligation ni aucune situation juridique des parties créés par l'exécution du traité avant qu'il ait pris fin; toutefois, ces droits, obligations ou situations ne peuvent être maintenus par la suite que dans la mesure où leur maintien n'est pas en soi en conflit avec la nouvelle norme impérative du droit international général.

Article 72
Conséquences de la suspension de l'application d'un traité

1. A moins que le traité n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement, la suspension de l'application d'un traité sur la base de ses dispositions ou conformément à la présente Convention

a) libère les parties entre lesquelles l'application du traité est suspendue de l'obligation d'exécuter le traité dans leurs relations mutuelles pendant la période de suspension;

b) n'affecte pas par ailleurs les relations juridiques établies par le traité entre les parties.

2. Pendant la période de suspension, les parties doivent s'abstenir de tous actes tendant à faire obstacle à la reprise de l'application du traité.

PARTIE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 73
Relation avec la Convention de Vienne sur le droit des traités

Pour ce qui est des Etats parties à la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, leurs relations dans le cadre d'un traité conclu entre deux Etats ou plus et une ou plusieurs organisations seront régies par ladite Convention.

Article 74
Questions non préjugées par la présente Convention

1. Les dispositions de la présente Convention ne préjugent aucune question qui pourrait se poser à propos d'un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales du fait d'une succession d'Etats ou en raison de la responsabilité internationale d'un Etat ou de l'ouverture d'hostilités entre Etats.

2. Les dispositions de la présente Convention ne préjugent aucune question qui pourrait se poser à propos d'un traité en raison de la responsabilité internationale de l'organisation internationale, de la terminaison de son existence ou de la terminaison de la participation d'un Etat en qualité de membre de l'organisation.

3. Les dispositions de la présente Convention ne préjugent aucune question qui pourrait se poser à propos de l'établissement des obligations et des droits des Etats membres d'une organisation internationale au regard d'un traité auquel cette organisation est partie.

Article 75
Relations diplomatiques ou consulaires et conclusion de traités

La rupture des relations diplomatiques ou des relations consulaires ou l'absence de telles relations entre deux ou plusieurs Etats ne fait pas obstacle à la conclusion de traités entre deux ou plusieurs desdits Etats et une ou plusieurs organisations internationales. La conclusion d'un tel traité n'a pas en soi d'effet en ce qui concerne les relations diplomatiques ou les relations consulaires.

Article 76
Cas d'un Etat agresseur

Les dispositions de la présente Convention sont sans effet sur les obligations qui peuvent résulter à propos d'un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales, pour un Etat agresseur, de mesures prises conformément à la Charte des Nations Unies au sujet de l'agression commise par cet Etat.

PARTIE VII

DEPOSITAIRES, NOTIFICATIONS, CORRECTIONS ET ENREGISTREMENT

Article 77
Dépositaires des traités

1. La désignation du dépositaire d'un traité peut être effectuée par les Etats et les organisations ou, selon le cas, par les organisations ayant participé à la négociation soit dans le traité lui-même soit de toute autre manière. Le dépositaire peut être un ou plusieurs Etats, une organisation internationale, ou le principal fonctionnaire administratif d'une telle organisation.

2. Les fonctions du dépositaire d'un traité ont un caractère international et le dépositaire est tenu d'agir impartialement dans l'accomplissement de ses fonctions. En particulier, le fait qu'un traité n'est pas entré en vigueur entre certaines des parties ou qu'une divergence est apparue entre un Etat ou une organisation internationale et un dépositaire en ce qui concerne l'exercice des fonctions de ce dernier ne doit pas influer sur cette obligation.

Article 78
Fonctions des dépositaires

1. A moins que le traité n'en dispose ou que les Etats et organisations contractantes ou, selon le cas, les organisations contractantes n'en conviennent autrement, les fonctions du dépositaire sont notamment les suivantes :

a) assurer la garde du texte original du traité et des pleins pouvoirs qui lui seraient remis;

b) établir des copies certifiées conformes au texte original et tous autres textes du traité en d'autres langues qui peuvent être requis par le traité, et les communiquer aux parties au traité et aux Etats et organisations internationales ayant qualité pour le devenir;

c) recevoir toutes signatures du traité, recevoir et garder tous instruments, notifications et communications relatifs au traité;

d) examiner si une signature, un instrument, une notification ou une communication se rapportant au traité est en bonne et due forme et, le cas échéant, porter la question à l'attention de l'Etat ou de l'organisation internationale en cause;

e) informer les parties au traité et les Etats et organisations internationales ayant qualité pour le devenir des actes, notifications et communications relatifs au traité;

f) informer les Etats et organisations internationales ayant qualité pour devenir parties au traité de la date à laquelle a été reçu ou déposé le nombre de signatures ou d'instruments de ratification, d'instruments relatifs à un acte de confirmation formelle, ou d'instruments d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion requis pour l'entrée en vigueur du traité;

g) assurer l'enregistrement du traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies;

h) remplir les fonctions spécifiées dans d'autres dispositions de la présente Convention.

2. Lorsqu'une divergence apparaît entre un Etat ou une organisation internationale et le dépositaire au sujet de l'accomplissement des fonctions de ce dernier, le dépositaire doit porter la question à l'attention

a) des Etats et organisations signataires ainsi que des Etats contractants et des organisations contractantes; ou

b) le cas échéant, de l'organe compétent de l'organisation internationale en cause.

Article 79
Notifications et communications

Sauf dans les cas où le traité ou la présente Convention en dispose autrement, une notification ou une communication qui doit être faite par un Etat ou une organisation internationale en vertu de la présente Convention

a) est transmise, s'il n'y a pas de dépositaire, directement aux Etats et aux organisations auxquels elle est destinée ou, s'il y a un dépositaire, à ce dernier;

b) n'est considérée comme ayant été faite par l'Etat ou l'organisation en question qu'à partir de sa réception par l'Etat ou l'organisation auquel elle a été transmise ou, le cas échéant, par le dépositaire;

c) si elle est transmise à un dépositaire, n'est considérée comme ayant été reçue par l'Etat ou l'organisation auquel elle est destinée qu'à partir du moment où cet Etat ou cette organisation aura reçu du dépositaire l'information prévue à l'alinéa e) du paragraphe 1 de l'article 78.

Article 80
Correction des erreurs dans les textes ou les copies certifiées conformes des traités

1. Si, après l'authentification du texte d'un traité, les Etats et organisations internationales signataires et les Etats contractants et les organisations contractantes constatent d'un commun accord que ce texte contient une erreur, il est procédé à la correction de l'erreur par l'un des moyens énumérés ci-après, à moins que lesdits Etats et organisations ne décident d'un autre mode de correction

a) correction du texte dans le sens approprié et paraphe de la correction par des représentants dûment habilités;

b) établissement d'un instrument ou échange d'instruments où se trouve consignée la correction qu'il a été convenu d'apporter au texte;

c) établissement d'un texte corrigé de l'ensemble du traité suivant la procédure utilisée pour le texte originaire.

2. Lorsqu'il s'agit d'un traité pour lequel il existe un dépositaire, celui-ci notifie aux Etats et organisations internationales signataires et aux Etats contractants et aux organisations contractantes l'erreur et la proposition de la corriger et spécifie un délai approprié dans lequel l'objection peut être faite à la correction proposée. Si, à l'expiration du délai,

a) aucune objection n'a été faite, le dépositaire effectue et paraphe la correction dans le texte, dresse un procès-verbal de rectification du texte, et en communique copie aux parties au traité et aux Etats et organisations ayant qualité pour le devenir;

b) une objection a été faite, le dépositaire communique l'objection aux Etats et organisations signataires et aux Etats contractants et aux organisations contractantes.

3. Les règles énoncées aux paragraphes 1 et 2 s'appliquent également lorsque le texte a été authentifié en deux ou plusieurs langues et qu'apparaît un défaut de concordance qui, de l'accord des Etats et organisations internationales signataires ainsi que des Etats contractants et des organisations contractantes, doit être corrigé.

4. Le texte corrigé remplace ab initio le texte défectueux, à moins que les Etats et organisations internationales signataires ainsi que les Etats contractants et les organisations contractantes n'en décident autrement.

5. La correction du texte d'un traité qui a été enregistré est notifiée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

6. Lorsqu'une erreur est relevée dans une copie certifiée conforme d'un traité, le dépositaire dresse un procès-verbal de rectification et en communique copie aux Etats et organisations internationales signataires ainsi qu'aux Etats contractants et aux organisations contractantes.

Article 81

Enregistrement et publication des traités

1. Après leur entrée en vigueur, les traités sont transmis au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aux fins d'enregistrement ou de classement et inscription au répertoire, selon le cas, ainsi que de publication.

2. La désignation d'un dépositaire constitue autorisation pour celui-ci d'accomplir les actes visés au paragraphe précédent.

PARTIE VIII

CLAUSES FINALES

Article 82

Signature

La présente Convention sera ouverte jusqu'au 31 décembre 1986, au Ministère fédéral des affaires étrangères de la République d'Autriche et, ensuite, jusqu'au 30 juin 1987 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, à la signature :

a) de tous les Etats;

b) de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie;

c) des organisations internationales invitées à participer à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales.

Article 83

Ratification ou acte de confirmation formelle

La présente Convention sera soumise à ratification par les Etats et par la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et à des actes de confirmation formelle de la part des organisations internationales. Les instruments de ratification et les instruments relatifs aux actes de confirmation formelle seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 84
Adhésion

1. La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et de toute organisation internationale qui a la capacité de conclure des traités.

2. L'instrument d'adhésion d'une organisation internationale comprendra une déclaration attestant qu'elle a la capacité de conclure des traités.

3. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 85
Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion par les Etats ou par la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

2. Pour chacun des Etats, et pour la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qui ratifieront la présente Convention ou y adhéreront après que la condition énoncée au paragraphe 1 aura été remplie, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat ou par la Namibie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

3. Pour chaque organisation internationale qui déposera un instrument relatif à un acte de confirmation formelle ou un instrument d'adhésion, la Convention entrera en vigueur à la plus éloignée des deux dates suivantes :le trentième jour après ledit dépôt, ou la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément au paragraphe 1.

Article 36

Textes authentiques

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, et les représentants dûment autorisés du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et des organisations internationales ont signé la présente Convention.

FAIT A VIENNE, le vingt et un mars mil neuf cent quatre-vingt-six.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

ANNEXE

PROCEDURES D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION
INSTITUEES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 66

I. CONSTITUTION DU TRIBUNAL ARBITRAL
OU DE LA COMMISSION DE CONCILIATION

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse et tient une liste de juristes qualifiés parmi lesquels les parties à un différend peuvent choisir les personnes qui composeront un tribunal arbitral ou, selon le cas, une commission de conciliation. A cette fin, tout Etat qui est Membre de l'Organisation des Nations Unies et toute partie à la présente Convention sont invités à désigner deux personnes, et les noms des personnes ainsi désignées composeront la liste, dont copie sera adressée au Président de la Cour internationale de Justice. La désignation des personnes qui figurent sur la liste, y compris celles qui sont désignées pour remplir une vacance fortuite, est faite pour une période de cinq ans renouvelable. A l'expiration de la période pour laquelle elles auront été désignées, les personnes susmentionnées continueront à exercer les fonctions pour lesquelles elles auront été choisies conformément aux paragraphes suivants.

2. Lorsqu'une notification est faite conformément au paragraphe 2, alinéa f) de l'article 66, ou qu'un accord est intervenu conformément au paragraphe 3 sur la procédure définie dans la présente Annexe, le différend est soumis à un tribunal arbitral. Lorsqu'une demande est soumise au Secrétaire général conformément au paragraphe 4 de l'article 66, le Secrétaire général porte le différend devant une commission de conciliation. Le Tribunal arbitral et la Commission de conciliation sont composés comme suit .

Les Etats, les organisations internationales, ou, selon le cas, les Etats et les organisations qui constituent une des parties au différend nomment d'un commun accord

a) un arbitre ou, selon le cas, un conciliateur, choisi ou non sur la liste visée au paragraphe

La nomination d'arbitres ou de conciliateurs par une organisation internationale comme prévu aux paragraphes 1 et 2 est régie par les règles pertinentes de cette organisation.

II. FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL ARBITRAL

3. Sauf convention contraire entre les parties au différend, le Tribunal arbitral arrête lui-même sa procédure en garantissant à chacune des parties au différend la pleine possibilité d'être entendue et de se défendre.

4. Avec le consentement préalable des parties au différend, le Tribunal arbitral peut inviter tout Etat ou toute organisation internationale intéressé à lui soumettre ses vues, oralement ou par écrit.

5. Le Tribunal arbitral se prononce à la majorité de ses membres. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

6. Si l'une des parties au différend ne comparaît pas devant le Tribunal ou s'abstient de se défendre, l'autre partie peut demander au Tribunal de poursuivre la procédure et de rendre sa décision. Avant de rendre sa décision, le Tribunal doit s'assurer non seulement qu'il a compétence pour connaître du différend, mais que la demande est fondée en fait et en droit.

7. La décision du Tribunal arbitral se borne à la matière du différend; elle est motivée. Tout membre du Tribunal peut exprimer une opinion individuelle ou dissidente.

8. La décision est définitive et non susceptible d'appel. Toutes les parties au différend doivent se soumettre à la décision.

9. Le Secrétaire général fournit au Tribunal l'assistance et les facilités dont il a besoin. Les dépenses du Tribunal sont supportées par l'Organisation des Nations Unies.

III. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE CONCILIATION

10. La Commission de conciliation arrête elle-même sa procédure. La Commission, avec le consentement des parties au différend, peut inviter toute partie au traité à lui soumettre ses vues oralement ou par écrit. Les décisions et les recommandations de la Commission sont adoptées à la majorité des voix de ses cinq membres.

11. La Commission peut signaler à l'attention des parties au différend toute mesure susceptible de faciliter un règlement amiable.

12. La Commission entend les parties, examine les prétentions et les objections, et fait des propositions aux parties en vue de les aider à parvenir à un règlement amiable du différend.

13. La Commission fait rapport dans les douze mois qui suivent sa constitution. Son rapport est déposé auprès du Secrétaire général et communiqué aux parties au différend. Le rapport de la Commission, y compris toutes conclusions y figurant sur les faits ou sur les points de droit, ne lie pas les parties et n'est rien de plus que l'énoncé de recommandations soumises à l'examen des parties en vue de faciliter un règlement amiable du différend.

14. Le Secrétaire général fournit à la Commission l'assistance et les facilités dont elle peut avoir besoin. Les dépenses de la Commission sont supportées par l'Organisation des Nations Unies.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE DI VIENNA SUL DIRITTO DEI TRATTATI TRA STATI ED ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI O TRA ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI

NAZIONI UNITE
1986

BIANCA

Le Parti alla presente Convenzione,

Considerando il ruolo fondamentale dei trattati nella storia delle relazioni internazionali,

Consapevoli del carattere consensuale dei trattati e della loro crescente importanza in quanto fonte di diritto internazionale,

Constatando che i principi del libero consenso e della buona fede, nonché la norma dei pacta sunt servanda, sono universalmente riconosciuti,

Affermando che occorre rafforzare il processo di codificazione e di progressivo sviluppo del diritto internazionale nel mondo intero,

Convinte che la codificazione ed il progressivo sviluppo delle norme applicabili ai trattati tra Stati ed organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali valgano a consolidare la struttura giuridica delle relazioni internazionali ed servire alle finalità delle Nazioni Unite,

Consapevoli dei principi di diritto internazionale incorporati nella Carta delle Nazioni Unite, quali i principi concernenti l'uguaglianza dei diritti dei popoli ed il loro diritto a disporre di sé stessi, l'uguaglianza sovrana e l'indipendenza di tutti gli Stati, la non-interferenza negli affari interni degli Stati, il divieto della minaccia o dell'uso della forza, nonché il rispetto universale ed effettivo dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali per tutti,

Rammentando le disposizioni della Convenzione di Vienna del 1969 sul diritto dei trattati,

Consapevoli dei vincoli tra, da una parte il diritto dei trattati tra gli Stati e, d'altra parte, il diritto dei trattati tra Stati ed organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali;

Considerando l'importanza dei trattati tra Stati ed organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali in quanto mezzo efficace per sviluppare le relazioni internazionali e creare le condizioni di una cooperazione pacifica tra le nazioni, a prescindere dai loro ordinamenti costituzionali sociali;

Tenendo presente le particolari caratteristiche dei trattati di cui sono parte le organizzazioni internazionali in quanto soggetti distinti del diritto internazionale degli Stati,

Notando che le organizzazioni internazionali fruiscono della capacità di concludere trattati, loro necessaria per esercitare le proprie funzioni e attuare i loro obiettivi,

Consapevoli che la prassi delle organizzazioni internazionali, nel concludere trattati con gli Stati o tra di loro, dovrebbe essere conforme agli atti costitutivi (di dette organizzazioni),

Affermando che nessuna disposizione della presente Convenzione deve essere interpretata nel senso di pregiudicare quelle o che presiedono alle relazioni tra una organizzazione internazionale ed i suoi membri , assoggettate alle regole dell'organizzazione,

Affermando altresì che le controversie in merito ai trattti dovrebbero, alla stregua delle altre controversie internazionali, essere composte, in base àla Carta della Nazioni Unite, con mezzi pacifici ed in conformità dei princìpi della giustizia e del diritto internazionale,

Affermando inoltre che le norme di diritto internazionale consuetudinario continueranno a disciplinare le questioni non regolamentate dalle disposizioni della presente Convenzione,

Hanno convenuto quanto segue:

PARTE I

INTRODUZIONE

Articolo Primo

Portata della presente Convenzione

La presente Convenzione si applica:

a) ai trattati tra uno o più Stati e una o più organizzazioni internazionali, e

b) ai trattati tra organizzazioni internazionali.

Articolo 2

Termini utilizzati

1. Ai fini della presente Convenzione:

a) per il termine "trattato" s'intende un accordo internazionale disciplinato dal diritto internazionale e concluso per iscritto

i) tra uno o più Stati e una o più organizzazioni internazionali; o

ii) tra organizzazioni internazionali;

sia che detto accordo sia registrato in un unico strumento o in due o più strumenti connessi, e a prescindere dalla sua particolare denominazione;

b) per il termine "ratifica" s'intende l'atto internazionale in tal modo denominato, con il quale uno Stato esprime a livello internazionale il suo consenso ad essere vincolato da un trattato;

b bis) per il termine "atto di conferma formale" si intende un atto internazionale corrispondente a quello della ratifica da parte di uno Stato, con il quale una organizzazione internazionale esprime a livello internazionale il suo consenso ad essere vincolato da un trattato;

b ter) per i termini "accettazione, "approvazione" ed "adesione" si intende, a seconda dei casi, l'atto internazionale così denominato con il quale uno Stato o una organizzazione internazionale esprime a livello internazionale il suo consenso ad essere vincoltato da un trattato;

c)per il termine "pieni poteri" si intende un documento emanante dall'Autorità competente di uno Stato o dall'organo competente di un'organizzazione internazionale, che nomini una o più persone a rappresentare lo Stato o l'organizzazione al fine di negoziare, adottare o autenticare il testo di un trattato, esprimere il consenso dello Stato o dell'organizzazione ad essere vincolata da un trattato, o copiere ogni altro atto riguardo al Trattato;

d) per il termine "riserva", si intende una dichiarazione unilaterale, a prescindere dalla sua formulazione o dalla sua denominazione, apposta da uno Stato o da una organizzazione internazionale alla firma, alla ratifica, all'atto di conferma formale, all'accettazione o all'approvazione di un Trattato, o all'adesione a quest'ultimo, mediante la quale detto Stato o detta organizzazione intende escludere o modificare la portata legale di alcune disposizioni del trattato nella loro applicazione a detto Stato o a detta organizzazione;

e) per il termine "Stato partecipante al negoziato" ed il termine " Organizzazione partecipante al negoziato", si intendono rispettivamente

i) uno Stato;

ii) una organizzazione internazionale;

che abbiano partecipato alla elaborazione ed all'adozione del testo del trattato;

f) Per il termine "Stato contraente" ed il termine "Organizzazione contraente" si intendono rispettivamente

i) uno Stato;

ii) una organizzazione internazionale;

che abbiano consentito ad essere vincolate dal Trattato, sia che il trattato sia entrato in vigore o meno;

g)per il termine "parte" si intende uno Stato o una organizzazione internazionale che abbia consentito ad essere vincoltato dal Trattato, e nei cui confronti il trattato è in vigore;

h) per il termine "Stato terzo" od 'il termine "organizzazione terza" si intendono rispettivamente

i) uno Stato;

ii) una organizzazione internazionale

che non sia parte al trattato;

i) per il termine "organizzazione internazionale" si intende una organizzazione intergovernativa;

j) per il termine " regole dell'organizzazione", si intendeno in particolare gli atti costitutivi della Organizzazione, le decisioni e le risoluzioni adottate in conformità a detti atti e ad una prassi ben consolidata dell'organizzazione.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 riguardo ai termini utilizzati nella presente Convenzione non pregiudicano l'impiego di detti termini, né il significato che può essere conferito loro nel diritto interno di uno Stato, o nelle regole di una organizzazione internazionale.

Articolo 3

Accordi internazionali che non rientrano nell'ambito della presente Convenzione.

Il fatto che la presente Convenzione non si applica:

i) né agli accordi internazionali di cui sono parte uno o più Stati, una o più organizzazioni internazionali, e uno o più soggetti di diritto internazionale, che non siano Stati o organizzazioni;

ii) né agli accordi internazionali di cui sono parte una o più organizzazioni internazionali e uno o più soggetti di diritto internazionale che non siano Stati o Organizzazioni;

iii) né agli accordi internazionali non scritti tra uno o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali, o tra organizzazioni internazionali;

iv) né agli accordi internazionali tra soggetti di diritto internazionale diversi da Stati o organizzazioni internazionali;

non pregiudica

a) il valore giuridico di detti accordi;

b) l'applicazione a detti accordi di qualsiasi norma enunciata nella presente Convenzione, cui sarebbero assoggettati in base al diritto internazionale a prescindere da detta Convenzione;

c) l'applicazione della Convenzione alle relazioni tra Stati ed organizzazioni internazionali o alle relazioni tra organizzazioni, qualora dette relazioni siano disciplinate da accordi internazionali di cui sono altresì parte altri soggetti di diritto internazionale.

Articolo 4

Non-retroattività della presente Convenzione

Senza pregiudicare l'applicazione di ogni norma enunciata nella presente Convenzione, alla quale i trattati tra uno o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali sarebbero assoggettati in virtù del diritto internazionale, a prescindere da detta Convenzione, questa si applica unicamente ai trattati conclusi dopo la sua entrata in vigore nei confronti di detti Stati ed Organizzazioni.

Articolo 5

Trattati costitutivi di organizzazioni internazionali e trattati adottati in seno ad una organizzazione internazionale.

La presente Convenzione si applica ad ogni trattato tra uno o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali, che sia l'atto costitutivo di una organizzazione internazionale, e ad ogni trattato adottato nell'ambito di una organizzazione internazionale, fatta salva ogni regola pertinente dell'Organizzazione.

PARTE II

CONCLUSIONE ED ENTRATA IN VIGORE DEI TRATTATI

SEZIONE 1. - CONCLUSIONE DEI TRATTATI

Articolo 6

La capacità di una organizzazione internazionale di concludere trattati è disciplinata dalle regole di detta organizzazione.

Articolo 7

Pieni poteri

1. Una persona è considerata come rappresentante di uno Stato per l'adozione o l'autenticazione del testo di un trattato o per esprimere il consenso dello Stato ad essere vincolato da un Trattato:

a) qualora detta persona presenti adeguati pieni poteri; o

b) qualora emerga dalla prassi o da altre circostanze, che era intento degli Stati e delle organizzazioni internazionali interessate, di considerare questa persona quale rappresentante lo Stato a tali fini senza presentazione di pieni poteri.

2. Sono considerati come rappresentanti il proprio Stato in base alle loro funzioni e senza dover presentare pieni poteri:

a) i capi di Stato, i capi di governo ed i ministri degli Affari Esteri, per ogni atto relativo alla conclusione di un Trattato tra uno o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali;

b) i rappresentanti accreditati dagli Stati ad una Conferenza internazionale, per l'adozione del testo di un Trattato tra Stati ed organizzazioni internazionali;

c) i rappresentanti accreditati dagli Stati presso una organizzazione internazionale o uno dei suoi organi, per l'adozione del testo di un trattato in seno a detta organizzazione o detto organo;

d) i capi missione permanenti presso una organizzazione internazionale, ai fini dell'adozione del testo di un Trattato tra gli Stati accreditanti e detta organizzazione.

3. Una persona è considerata come rappresentante una organizzazione internazionale, per l'adozione o l'autentica del testo di un trattato o per esprimere il consenso di detta organizzazione ad essere vincolata da un trattato:

a) qualora detta persona presenti pieni poteri appropriati; o

b) qualora emerga dalle circostanze che era intento degli Stati e delle Organizzazioni internazionali interessate di considerare detta persona come rappresentante l'organizzazione a detti fini, in conformità alle regole di detta organizzazione, senza presentazione di pieni poteri.

Articolo 8

Ulteriore conferma di un atto compiuto senza autorizzazione.

Un atto relativo alla conclusione di un trattato compiuto da una persona che non può, in virtù dell'articolo 7, essere considerata come autorizzata a rappresentare uno Stato o una organizzazione internazionale a tal fine, è senza effetti giuridici, a meno che non venga ulteriormente confermato da detto Stato o da detta organizzazione.

b) in mancanza di detta procedura, dalla firma, la firma _ad referendum_ o la sigla, da parte dei rappresentanti di dette organizzazioni, del testo del trattato o dell'atto finale di una Conferenza nel quale il testo sia registrato.

Articolo 11

Modalità di espressione del consenso ad essre vincolàto da un trattato.

1. Il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato può essere espresso dalla firma, dallo scambio di strumenti che costituiscono un trattato, dalla ratifica, accettazione, approvazione o adesione, o da ogni altro mezzo convenuto.

2. Il consenso di una organizzazione internazionale ad essere vincolata da un trattato può essere manifestato mediante la firma, lo scambio di strumenti che costituiscono un trattato, un atto di conferma formale, l'accettazione, approvazione o adesione, o ogni altro mezzo convenuto.

Articolo 12

Manifestazione, mediante la firma, del consenso ad essre vincolato da un trattato.

1. Il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da un Trattato si esprime con la firma del rappresentante di detto Stato o di detta organizzazione:

a) qualora il trattato preveda che la firma avrà questo effetto;

b) qualora sia comunque stabilito che gli Stati e le organizzazioni, o, a seconda dei casi, le organizzazioni che hanno partecipato al negoziato, avevano convenuto che la firma avrebbe detto effetto;

c) qualora l'intento dello Stato o dell'organizzazione di dare detto effetto alla firma risulti dai pieni poteri del suo rappresentante o sia stata espressa in corso di negoziato.

2. Ai fini del paragrafo 1:

a) la sigla del testo vale come firma del trattato, qualora venga stabilito che gli Stati e loe organizzazioni o, a seconda dei casi, le organizzazioni partecipanti al negoziato averanò in tal modoconvenuto;

b) la firma ad referendum di un trattato da parte del rappresentante di uno Stato o di una organizzazione internazionale, se essa è confe: mata da detto Stato o da detta Organizzazione, vale come firma definitiva del trattato.

Articolo 13

Manifestazione, mediante lo scambio di strumenti che costituiscono un trattato, del consenso ad essere vincolato da un Trattato.

Il consenso degli Stati o delle organizzazioni internazionali ad essere vincolati da un trattato costituito dagli strumenti scambiati tra di loro si manifesta attraverso detto scambio:

a) qualora gli strumenti prevedono che il loro scambio avrà detto effetto; o

b) qualora sia peraltro stabilito che detti Stati e dette Organizzazionio,o,a seconda dei casi, dette Organizzazioni avevano convenuto che lo scambio di strumenti avrebbe prodotto tale effetto.

Articolo 14

Manifestazione, mediante la ratifica, . atto di conferma formale, 'accettazione o .'approvazione del consenso ad essere vincolato da un trattato.

1. Il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato si esprime con la ratifica

a) Quando il trattato prevede che detto consenso si esprima con la ratifica;

b) quando è altrimenti stabilito che gli Stati e le organizzazioni partecipanti al negoziato abbiano convenuto che la ratifica sarebbe necessaria;

c) quando il rappresentante di detto Stato ha firmato il Trattato con riserva di ratifica;

d) quando l'intento di detto Stato di firmare il trattato con riserva di ratifica, risulta dai pieni poteri del suo rappresentante o è stato espresso in corso di negoziato.

2. Il consenso di un'Organizzazione internazionale ad essere vincolata da un trattato si esprime con un atto di conferma formale .

a) quando il trattato prevede che detto consenso si esprima con un atto di conferma formale;

b) quando è altrimenti stabilito che gli Stati e le organizzazioni, o, a seconda dei casi, le organizzazioni partecipanti al negoziato avevano convenuto che un atto di conferma formale sarebbe necessario;

c) quando il rappresentante di detta Organizzazione ha firmato il Trattato con riserva di un atto di conferma formale; o

d) quando l'intento di detta organizzazione di firmare il trattato con riserva di un atto di conferma formale risulta dai pieni poteri del suo rappresentante o è stato espresso in corso di negoziato.

3. Il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da un trattato si esprime con l'accettazione o con l'approvazione in condizioni analoghe a quelle che si applicano alla ratifica o, a seconda dei casi, ad un atto di conferma formale.

Articolo 15
Manifestazione, mediante l'adesione, del consenso ad essere vincolato da un trattato

Il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da un trattato si esprime con l'adesione:

a) quando il trattato prevede che detto consenso può essere espresso da detto Stato o da detta organizzazione mediante adesione;

b) quando è altrimenti stabilito che gli Stati e le organizzazioni o, a seconda dei casi, le organizzazioni partecipanti al negoziato avevano convenuto che detto consenso potrebbe essere espresso da detto Stato o da detta Organizzazione mediante adesione; o

c) quando tutte le parti hanno ulteriormente convenuto che detto consenso poteva essere espresso da detto Stato o da detta organizzazione mediante adesione.

Articolo 16

Scambio o deposito di strumenti di retifica, di conferma formale, di accettazione, di approvazione o di adesione

1. A meno che il Trattato non disponga altrimenti, gli strumenti di retifica, gli strumenti relativi ad un atto di conferma formale o gli strumenti di accettazione, di approvazione o di adesione, stabiliscono il consenso di uno Stato o di una Organizzazione internazionale ad essere vincolato da un Trattato tra uno o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali al momento:

a) del loro scanbio tra gli Stati contraenti e le organizzazioni contraenti;

b) del loro deposito presso il depositario;

c) della loro notifica agli Stati contraenti ed alle organizzazioni contraenti o al depositario, se in tal modo convenuto.

2. A meno che il Trattato non disponga altrimenti, gli strumenti relativi ad un atto di conferma formale o gli strumenti di accettazzione, di approvazione o di adesione, stabiliscono il consenso di una organizzazione internazionale ad essere vincolati da un trattato tra Organizzazione internazionali al momento:

a) del loro scanbio tra le organizzazioni contraenti;

b) del loro deposito presso il depositario; o

c) della loro notifica alle organizzazioni contraenti o al depositario, se in tal modo convenuto.

Articolo 17

Consenso ad essere vincolato da una parte del Trattato e scelta tra disposizioni diverse

1. Senza pregiudizio degli articoli da 19 a 23, il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da una parte del trattato, produce effetto solo se il trattato lo consente o se gli Stati contraenti e le organizzazioni contraenti, o, a seconda dei casi, le organizzazioni contraenti vi consentano.

2. Il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da un trattato che consenta di effettuare una scelta tra disposizioni diverse, produce effetto solamente se le disposizioni(che sono oggetto del trattato) sono chiaramente indicate.

Articolo 18

Obbligo di non privare un trattato del suo obiettivo e del suo scopo prima della sua entrata in vigore

Uno Stato o una organizzazione internazionale deve astenersi da atti che priverebbero un trattato del suo obiettivo e del suo scopo:

a) qualora detto Stato o detta Organizzazione abbia firmato il trattato o abbia scambiato gli strumenti che costituiscono il trattato con riserva di retifica, di un atto di conferma formale, di accettazione o di approvazione, fino a quando detto Stato o detta organizzazione non abbia manifestato il suo intento di non divenire parte al trattato; o

b) qualora detto Stato o detta organizzazione abbia espresso il suo consenso ad essere vincolato, nel periodo precedente l'entrata in viogre del trattato e a patto che questa non sia indebitamente ritardata.

SEZIONE 2: RISERVE

Articolo 19

Formulazione di riserve

Uno Stato o una organizzazione internazionale, al momento di firmare, ratificare, confermare formalmente, accettare, approvare un trattato o aderirvi, può formulare una riserva, a meno:

a) che la riserva non sia vietata dal trattato;

b) che il trattato disponga che solamente alcune riserve determinate, tra cui non figuri la riserva in questione, possono essere formulate;

c) che, in casi diversi da quelli previsti ai paragrafi a) e b), la riserva non sia incompatibile con l'oggetto e lo scopo del trattato.

Articolo 20

Accettazione delle riserve e obiezioni alle riserve.

1. Una riserva espressamente autorizzata da un trattato non ha bisogno di essere ulteriormente accettata dagli Stati contraenti e dalle organizzaioni contraenti o, a seconda dei casi, dalle organizzazioni contraenti, a meno che il trattato non lo preveda

2. Qualora risulti dal numero ristretto di Stati e di organizzazioni o, a seconda dei casi, da organizzazioni partecipanti al negoziato, nonché dall'obiettivo e dal fine di un trattato, che l'applicazione del trattato nella sua integralità tra tutte le parti è condizione essenziale del consenso di ciascuna di esse ad essere vincolato dal trattato, una riserva deve essere accettata da tutte le parti.

3. Quando un trattato è un atto istitutivo di una organizzazione internazionale ed a meno che non sia altrimenti stabilito, una riserva esige l'accettazione dell'organo competente di detta organizzazione, salvo che detto trattato non disponga altriment

4. Nei casi diversi da quelli di cui ai paragrafi precedenti, e a meno che il trattato non disponga altrimenti,

a) l'accettazione di una riserva da parte di uno Stato contraente o da parte di una organizzazione contraente fa sì che lo Stato o l'organizzazione internazionale autrice della riserva divenga parte al trattato nei confronti dello Stato o della organizzazione che ha accettato la riserva, se il trattato è in vigore o qualora entri in vigore per l'autore della riserva e lo Stato o l'organizzazione che abbia accettato la riserva;

b) l'obiezione espressa da uno Stato contraente o da una organizzazione contraente per quanto riguarda una riserva, non impedisce che il trattato entri in vigore tra lo Stato o l'organizzazione internazionale che ha formulato l'obiezione e lo Stato o l'organizzazione autrice della riserva, a meno che non sia stata chiaramente manifestata una intenzione opposta da parte dello Stato o dell'organizzazione che ha formulato l'obiezione;

c) un atto che esprima il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato dal trattato e che contenga una riserva ha effetto dal momento in cui uno Stato contraente o una organizzazione contraente abbiano accettato la riserva.

5. Ai fini dei paragrafi 2 e 4, e a meno che il trattato non disponga in altro modo, si considera che una riserva sia stata accettata da uno Stato o da una organizzazione internazionale qualora essi non abbiano formulato obiezioni alla riserva, sia alla scadenza dei dodici mesi successivi alla data in cui ne

abbiano ricevuto notifica, sia alla data in cui essi abbiano espresso il loro consenso ad essere vincolati dal trattato, se detta data è posteriore.

Articolo 21

Effetti giuridici delle riserve e delle obiezioni alle riserve.

1. Una riserva formulata nei confronti di un'altra parte, in conformità agli articoli 19, 20 e 23:

a) modifica, per lo Stato o per l'organizzazione internazionale autrice della riserva nelle sue relazioni con quest'altra parte, le disposizioni del trattato sulle quali verte la riserva, nella misura prevista da detta riserva; e

b) modifica dette disposizioni nella stessa misura per l'altra parte, nelle sue relazioni con lo Stato o con l'organizzazione internazionale autrice della riserva.

2. La riserva non modifica le disposizioni del trattato per le altre parti al trattato nei loro rapporti inter se.

3. Qualora uno Stato o una organizzazione internazionale che abbia formulato un'obiezione ad una riserva non si sia opposto all'entrata in vigore del trattato tra lo Stato stesso e l'organizzazione stessa, e lo Stato o l'organizzazione che abbiano formulato la riserva, le disposizioni su cui verte la riserva non saranno applicate tra l'autore della riserva e lo Stato o l'organizzazione che ha formulato l'obiezione, nella misura prevista dalla riserva.

Articolo 22

Ritiro delle riserve e delle obiezioni alle riserve

1. A meno che il trattato non disponga in altro modo, una riserva può in ogni momento essere ritirata senza che il consenso dello Stato o dell'organizzazione internazionale che ha accettato la riserva sia necessaria per il suo ritiro.

2. A meno che il trattato non disponga in altro modo, una obiezione ad una riserva può essere ritira in ogni momento.

3. A meno che il trattato non disponga o che non sia stato convenuto in altro modo,

a) il ritiro di una riserva ha effetto riguardo ad uno Stato contraente o ad una organizzazione contraente solo quando detto Stato o detta organizzazione ne abbia ricevuto notifica;

b) il ritiro di un'obiezione ad una riserva ha effetto solo quando lo Stato o l'organizzazione internazionale che ha espresso la riserva riceve notifica di detto ritiro.

Articolo 23

Procedura relativa alle riserve

1. La riserva, l'accettazione espressa di una riserva e l'obiezione ad una riserva devono essere formulate per iscritto e comunicate agli Stati contraenti ed alle organizzazioni contraenti ed agli altri Stati ed altre organizzazioni internazionali qualificate a divenire parti al Trattato.

2. Se formulate al momento della firma del trattato con riserva di ratifica, di un atto di conferma formale, di accettazione o di approvazione, una riserva deve essere confermata formalmente dallo Stato o dall'Organizzazione internazionale che ne è autore quando esprime il suo consenso ad essere vincolato dal Trattato. In tal caso si considererà che la riserva sia stata espressa alla data in cui è stata confermata.

3. L'accettazione espressa di una riserva o di una obiezione mossa ad una riserva, qualora siano anteriori alla conferma di quest'ultima, non ha bisogno di essere confermata.

4. Il ritiro di una riserva o di una obiezione ad una riserva deve essere formulato per iscritto.

SEZIONE 3 - ENTRATA INVIGORE DEI TRATTATI ED APPLICAZIONE A TITOLO PROVVISORIO.

Articolo 24.

Entrata in vigore

1. Un trattato entra in vigore secondo le modalità ed alla data fissata dalle sue disposizioni o da un accordo tra gli Stati e le organizzazioni, o, a seconda dei casi, tra le organizzazioni che hanno partecipato al negoziato.

2. In mancanza di dette disposizioni o di detto accordo, un trattato entra in vigore non appena il consenso ad essere vincolato dal trattato sia stato stabilito per tutti gli Stati e tutte le organizzazioni o, a seconda dei casi, per tutte le organizzazioni partecipanti al negoziato.

3. Qualora il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da un trattato sia stabilito in data posteriore all'entrata in vigore di detto trattato, questi, a meno che non ne disponga altrimenti, entra in vigore nei confronti di detto Stato o di detta organizzazione alla data summenzionata.

4. Le disposizioni di un trattato che disciplinano l'autentica del testo, la formazione del consenso ad essere vincolati dal trattato, le modalità o la data di entrata in vigore, le riserve, le funzioni del depositario, nonchè le altre questioni che si pongono necessariamente prima dell'entrata in vigore del Trattato, sono applicabili sin dall'adozione del testo.

Articolo 25

Applicazione a titolo provvisorio

1. Un trattato o una parte di un trattato sarà applicato a titolo provvisorio in attesa della sua entrata in vigore

a) qualora il trattato stesso disponga in tal modo;

b) qualora gli Stati e le organizzazioni o, a seconda dei casi, le organizzazioni che hanno partecipato al negoziato abbiano convenuto in tal senso, sia pure in altra maniera.

2. A meno che il trattato non disponga in altro modo o che gli Stati e le organizzazioni internazionali partecipanti al negoziato e, a seconda dei casi, le organizzazioni partecipanti al negoziato, non abbiano convenuto in altro modo, l'applicazione a titolo provvisorio di un trattato o di una parte di un trattato nei confrontidi un Stato o di una organizzazione termina qualora detto Stato o detta organizzazione notifichi agli Stati ed alle organizzazioni tra le quali il trattato è applicato provvisoriamente, la sua intenzione di non divenire parte al Trattato.

PARTE III

Osservanza, applicazione ed interpretazione dei Trattati.

SEZIONE 1. OSSERVANZA DEI TRATTATI

Articolo 26

Pacta sunt servanda

Ogni trattato in vigore vincola le parti: esse dovranno renderlo esecutivo in buona fede.

Articolo 27

Diritto interno degli Stati, regole delle organizzazioni internazionali e rispetto dei trattati

1. Uno Stato parte ad un trattato non può invocare le disposizioni del suo diritto interno per giustificare la mancata attuazione del trattato.

2. Una organizzazione internazionale parte ad un trattato non può invocare le regole dell'organizzazione per giustificare la mancata attuazione del trattato.

3. Le regole enunciate ai paragrafi precedenti non pregiudicano l'art.46.

SEZIONE 2. APPLICAZIONE DEI TRATTATI

Articolo 28

Non-retroattività dei trattati

A meno che una diversa intenzione non risulti dal trattato o non sia comunque enunciata, le disposizioni di un trattato non vincolano una parte per quanto riguarda un atto o un fatto anteriore alla data di entrata in vigore di detto trattato nei confronti di detta parte o una situazione che aveva cessato di esistere in detta data.

Articolo 29
Applicazione territoriale dei trattati

A meno che una diversa intenzione non risulti dal trattato o sia altrimenti espressa, un trattato tra uno o più Stati e una o più organizzazioni internazionali vincola ognuno degli Stati parti nei confronti dell'insieme del suo territorio.

Articolo 30

Applicazione di trattati successivi sulla medesima materia

1. I diritti e gli obblighi degli Stati ed organizzazioni internazionali Parti a trattati successivi sulla medesima materia, sono determinati in conformità ai paragrafi seguenti.

2. Qualora un trattato precisi che è subordinato ad un trattato anteriore o successivo, o che non debba essere considerato come incompatibile con detto altro trattato, prevalgono le disposizioni di quest'ultimo.

3. Qualora tutte le parti al trattato precedente siano ugualmente parti al trattato successivo, senza che il il trattato anteriore abbia cessato di essere in vigore o che la sua pplicazione sia stata sospesa ai sensi dell'art. 59, il trattato precedente si applica solo se le sue disposizioni sono compatibili con quelle del trattato successivo.

4. Qualora le parti al trattato anteriore non siano tutte parti al trattato successivo:

a) per quanto riguarda le relazioni tra le due parti, ognuna delle quali parti ai due trattati, la regola applicabile è quella enunciata al paragrafo 3;

b) nelle relazioni tra una parte ai due trattati ed una parte ad un solo trattato, il trattato di cui sono ambedue parti, disciplina i loro diritti ed obblighi reciproci.

5. Il paragrafo 4 si applica senza pregiudizio dell'articolo 41, di ogni questione relativa all'estinzione o alla sospensione dell'applicazione di un trattato ai sensi dell'art.60, o di ogni questione di responsabilità che possa derivare, per uno Stato o una organizzazione internazionale, dalla conclusione o dall'applicazione di un trattato le cui disposizioni sono incompatibili con gli obblighi che ad esso spettano nei confronti di uno Stato o di una organizzazione in virtù di un altro trattato.

6. I paragrafi precedenti non pregiudicano il fattoche in caso di contrasto tra gli obblighi derivanti dalla Carta delle Nazioni Unite e gli obblighi derivanti da un trattato, i primi prevarranno.

SEZIONE 3. INTERPRETAZIONE DEI TRATTATI

Articolo 31
Norma generale d'interpretazione

1. Un trattato deve essere interpretato in buona fede conformemente al significato comune da attribuire ai termini del trattato nel suo contesto ed alla luce del suo fine e del suo scopo.

2. Ai fini dell'interpretazione di un trattato, il contesto comprende, oltre al testo, preambolo ed allegati annessi:

a) ogni accordo che sia relativo al trattato e che sia intervenuto tra tutte le parti in occasione della conclusione del trattato;

b) ogni strumento stabilito da una o più parti in occasione della conclusione del trattato, accettato dalle altre parti in quanto strumento relativo al trattato.

3. Sarà tenuto conto, insieme al contesto:

a) di ogni ulteriore accordo intervenuto tra le parti riguardo all'interpretazione del trattato o all'applicazione delle sue disposizioni;

b) di ogni prassi successivamente seguita riguardo all'applicazione del trattato, con la quale si stabilisce l'accordo delle parti rispetto all'interpretazione del trattato;

c) di ogni regola pertinente di diritto internazionale applicabile nelle relazioni tra le parti.

4. Un termine sarà inteso in un'accezione particolare qualora sia stabilito che tale era l'intenzione delle parti.

Articolo 32

Mezzi complementari di interpretazione

Si può ricorrere a mezzi complementari di interpretazione ed in particolare ai lavori preparatori, nonché alle circostanze in cui il trattato è stato concluso sia per confermare il significato risultante dall'applicazione dell'articolo 31, sia per determinare l'accezione qualora l'interpretazione data in conformità all'articolo 31 :

a) lasci un'accezione ambigua o poco chiara;

b) porti ad un risultato manifestamente assurdo o non ragionevole.

Articolo 33

Interpretazione di trattati autenticati in due o più lingue

1. Qualora un trattato sia stato autenticato in due o più lingue, il suo testo fa fede in ciascuna di dette lingue, a meno che il trattato non disponga, o che le parti non convengano che, in caso di divergenza, prevarrà un determinato testo.

2. Una versione del trattato in una lingua diversa da una di quelle in cui il trattato è stato autenticato sarà considerata in quanto testo autentico solamente se il trattato lo prevede o se le parti ne abbiano convenuto.

3. Si presume che i termini di un trattato abbiano la medesima accezione nei diversi testi autentici.

4. Tranne l caso in cui un determinato testo prevalga in conformità al paragrafo 1, qualora la comparazione di testi autentici faccia apparire una differenza di accezione che l'applicazione degli articoli 31 e 32 non consente di eliminare, verrà adottata l'accezione la quale meglio contempera detti testi, fatto salvo il fine e lo scopo del trattato.

SEZIONE 4. TRATTATI E STATI TERZI O ORGANIZZAZIONI TERZE.

Articolo 34

Disposizione generale concernente gli Stati terzi o le organizzazioni terze

Un trattato non crea obblighi né diritti per uno Stato terzo o per una organizzazione terza senza il consenso di detto Stato o di detta organizzazione.

Articolo 35

Trattati che prevedono obblighi per Stati terzi o per organizzazioni terze

Dalla disposizione di un Trattato nasce un obbligo per uno Stato terzo o una organizzazione terza, qualora le parti a detto trattato intendano creare l'obbligo mediante detta disposizione e qualora lo Stato terzo o l'organizzazione terza accetti detto obbligo espressamente per iscritto. L'accettazione di un tale obbligo da parte dell'organizzazione terza è disciplinata dai regolamenti di detta organizzazione.

Articolo 36

Trattati che prevedono diritti per Stati terzi o per organizzazioni terze.

1. Dalla disposizione di un trattato nasce un diritto per uno Stato terzo qualora le Parti a detto trattato intendano, mediante detta disposizione, conferire detto diritto sia allo Stato terzo o a un gruppo di Stati cui appartiene, sia a tutti gli Stati, sempre che lo Stato terzo vi consenta. Il consenso è presupposto qualora non vi siano indicazioni contrarie, a meno che il trattato non disponga altrimenti.

2. Dalla disposizione di un trattato nasce un diritto per una organizzazione terza qualora le parti a detto trattato intendano, mediante questa disposizione, conferire detto diritto sia all'organizzazione terza o ad un gruppo di organizzazioni internazionali cui essa appartiene, sia a tutte le organizzazioni, e qualora l'organizzazione terza vi consenta. Il consenso è disciplinato dai regolamenti dell'organizzazione.

3. Uno Stato o una organizzazione internazionale che eserciti un diritto in applicazione del paragrafo 1 o 2 è tenuto a rispettare, per l'esercizio di detto diritto, le condizioni previste nel trattato o stabilite in conformita alle disposizioni di detto Trattato.

Articolo 37

Revoca o modifica di obblighi o di diritti di Stati terzi o di organizzazioni terze

1. Qualora per uno Stato terzo o una organizzazione terza, sia nato un obbligo ai sensi dell'articolo 35, detto obbligo potrà essere revocato o modificato solo con il consenso delle Parti al trattato e dello Stato terzo o dell'organizzazione terza, a meno che non sia stabilitò che esse avevano convenuto in altro modo.

2. Qualora per uno Stato terzo o una organizzazione terza sia nato un diritto in conformità all'articolo 36, detto diritto non può essere revocato o modificato dalle parti se è stabilito che era destinato a non poter essere revoca to o modificato senza il consenso dello Stato terzo o dell'Organizzazione terza.

3. Il consenso di una organizzazione internazionale Parte al trattato o di una organizzazione terza, di cui ai paragra-

fi precedenti, è disciplinato dai regolamenti di detta organizzazione.

Articolo 38

Norme di un trattato divenute obbligatorie per Stati terzi o organizzazioni terze mediante la formazione di una consuetudine internazionale

Nessuna disposizione degli articoli da 34 a 37 si oppone acciocché una norma enunciata in un Trattato divenga obbligatoria per uno Stato terzo o una organizzazione terza in quanto norma consuetudinaria di diritto internazionale riconosciuta in quanto tale.

PARTE IV

EMENDAMENTO E MODIFICA DEI TRATTATI

Articolo 39
Norma generale relativa all'emendamento dei trattati

1. Un trattato può essere emendato mediante accordo tra le Parti. A meno che il Trattato non disponga altrimenti, le norme enunciate alla parte II saranno applicate a detto accordo.

2. Il consenso di una organizzazione internazionale ad un accordo di cui al paragrafo 1 è disciplinato dai regolamenti di detta organizzazione.

Articolo 40
Emendamento dei trattati multilaterali

1. A meno che il trattato non disponga altrimenti, l'emendamento dei trattati multilaterali è disciplinato dai seguenti paragrafi.

2. Ogni proposta volta ad emendare un trattato multilaterale per quanto riguarda le relazioni tra tutte le parti deve essere notificata a tutti gli Stati contraenti ed a tutte le organizzazioni contraenti, e ciascuno di essi ha diritto di prendere parte

a) alla decisione sul seguito da dare a detta proposta;

b) al negoziato ed alla conclusione di ogni accordo che abbia per fine di emendare il trattato.

3. Ogni Stato od ogni organizzazione internazionale che sia qualificato per divenire parte al Trattato, è altresì qualificato per divenire parte al trattato così come emendato.

4. L'Accordo recante l'emendamento non vincola gli Stati o le organizzazioni internazionali che sono già Parti al trattato e che non divengono parti a detto accordo; per detti Stati o dette organizzazioni si applica il capoverso b) del paragrafo 4 dell'articolo 30.

5. Ogni Stato o ogni organizzazione internazionale che divenga parte al Trattato dopo l'entrata in vigore dell'Accordo recante l'emendamento sarà considerato, a meno che non venga espresso un diverso intento, come
a) parte al trattato così come emendato:

b) parte al trattato non emendato nei confronti di ogni Parte al Trattato che non sia vincolata dall'Accordo recante l'emendamento.

Articolo 41

Accordo avente come oggetto la modifica dei trattati multilaterali nelle re unicamente per quanto riguarda le relazioni tra determinate Parti.

1. Due o più Parti ad un Trattato multilaterale possono concludere un accordo avente come oggetto di modificare il trattato per quanto riguarda le loro reciproche relazioni, solamente :

a) qualora l'eventualità di detta modifica sia prevista dal trattato; o

b) qualora la modifica in questione non sia proibita dal trattato, a patto che:

i) essa non pregiudichi né il godimento delle altre Parti dei diritti loro derivanti dal trattato, né l'adempimento dei loro obblighi;

ii) essa non verta su una disposizione cui non si possa derogare senza che vi sia incompatibilità con l'effettiva attuazione dell'obiettivo e dello scopo del trattato , considerato nel suo insieme.

2. A meno che, nel caso di cui al comma a) del paragrafo 1, il trattato non disponga altrimenti, le Parti in questione dovranno notificare alle altre parti il loro intento di concludere l'accordo e le modifiche che ne derivano per il trattato.

PARTE V.

Nullità, Estinzione e sospensione dell'applicazione dei Trattati

Sezione 1 - Disposizioni generali

Articolo 42

Validità e mantenimento in vigore dei trattati

1. La validità di un trattato o del consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolati da detto trattato non può essere contestata che in applicazione della presente Convenzione.

2. L'estinzione di un trattato, la sua denuncia o il ritiro di una parte possono avvenire solo in applicazione delle disposizioni del Trattato o della presente Convenzione. La medesima norma è valida per la sospensione dell'applicazione di un trattato.

Articolo 43

Obblighi derivanti dal diritto internazionale indipendentemente da un trattato

La nullità, l'estinzione o la denuncia di un trattato, il ritiro di una delle parti o la sospensione dell'applicazione del Trattato, qualora risultino dall'applicazione della presente Convenzione, o delle disposizioni del Trattato, non incidono in alcuna maniera sul dovere di uno Stato o di una organizzazione internazionale di adempiere ad ogni obbligo enunciato nel Trattato cui detto Stato o detta organizzazione sia assoggettato in virtù del diritto internazionale, a prescindere da detto trattato.

Articolo 44

Divisibilità delle disposizioni di un trattato

1. Il diritto per una parte, previsto in un trattato o risultante dall'articolo 56, di denunciare il trattato, di ritirarsi o di sospenderne l'applicazione può essere esercitato solo nei confronti dell'insieme del trattato, a meno che quest'ultimo non disponga o che le parti non convengano in altro modo.

2. Una causa di nullità o di estinzione di un trattato, di ritiro di una delle parti o di sospensione dell'applicazione del Trattato riconosciuta ai termini della presente Convenzione, può essere invocata solo nei confronti del trattato nel suo insieme, salvo ' che nei casi di cui ai paragrafi seguenti o all'articolo 60.

3. Qualora detto motivo la causa in questione concerna unicamente determinate clausole, essa può essere invocata nei confronti di unicamente di dette clausole, qualora

a) dette clausole possano essere separate dal resto del trattato per quanto concerne la loro esecuzione;

b) risulti dal trattato, o sia peraltro stabilito, che l'accettazione delle clausole in questione non abbia costituito per l'altra parte o per le altre parti al trattato una base essenziale del loro consenso ad essere vincolate dal trattato nel suo insieme; e

c) non sia ingiusto continuare ad eseguire quanto sussista del trattato.

4. Nei casi che dipendono dagli articoli 49 e 50, lo Stato o l'organizzazione internazionale che ha il diritto di invocare il dolo o la corruzione, può farlo, sia nei confronti del Trattato nel suo insieme. sia nel caso di cui al paragrafo 3, unicamente nei riguardi di alcune determinate clausole.

5. Nei casi di cui agli articoli 51, 52 e 53, non è ammessa la divisione delle disposizioni di un trattato.

Articolo 45

Perdita del diri tto di invocare una causa di nullità di un trattato o un motivo di porvi fine, di ritirarsi o di sospenderne l'applicazione.

1. Uno stato non può più invocare un causa di nullità di un trattato o un motivo per porvi fine, ritirarsi o sospenderne l'applicazione in virtù degli articoli da 46 a 50 o degli articoli da 60 e 62 se, dopo essere venuto a conoscenza dei fatti, detto Stato

a) abbia esplicitamente accettato di considerare che, a seconda dei casi, il trattato è valido, rimane in vigore o continua ad essere applicabile; o

b) debba, a causa della sua condotta, ritenersi avere consentito, a seconda dei casi, alla validità del trattato od al suo mantenimento in vigore o in applicazione.

2. Una organizzazione internazionale non può più invocare una causa di nullità di un trattato o un motivo di porvi fine, di ritirarsi o di sospendere la sua applicazione, in virtù degli articoli, da 46 a 50 o degli articoli 60 e 62 se, dopo essere venuta a conoscenza dei fatti, detta organizzazione

a) abbia esplicitamente accettato di considerare che, a seconda dei casi, il trattato è valido, rimane invigore o continua ad essere applicabile; o

b) debba, a causa del comportamento dell'organo competente, ritenersi avere rinunciato al diritto di invocare detta causa o detto motivo.

SEZIONE 2. NULLITA DEI TRATTATI

Articolo 46

Disposizioni del diritto interno di uno Stato e norme di una organizzazione internazionale concernenti la competenza a concludere dei trattati.

1. Il fatto che il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato sia stato espresso in violazione di una disposizione del suo diritto interno concernente la competenza a concludere trattati non può essere invocato da detto Stato come vizio implicante il suo consenso a meno che detta violazione non sia stata manifesta e riguardi una norma del suo diritto interno di importanza fondamentale.

2. Il fatto che il consenso di una organizzazione internazionale ad essere vincolata da un trattato sia stato espresso in violazione delle norme dell'organizzazione concernenti la competenza a concludere dei trattati non potrà essere invocato da detta organizzazione come vizio implicante il suo consenso, a meno che detta violazione non sia stata manifesta e riguardi una norma d'importanza fondamentale.

3. Una violazione è manifesta se è obiettivamente evidente per ogni Stato od ogni organizzazione internazionale che si comporti in materia in osservanza della prassi abituale degli Stati e, se del caso, delle organizzazioni internazionali, ed in buona fede.

Articolo 47

Limitazione particolare del potere di esprimere il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale.

Qualora il potere di un rappresentante di esprimere il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale

ad essere vincolato da un determinato trattato sia stato oggetto di una particolare limitazione, il fatto che detto rappresentante non abbia tenuto conto di quest'ultima, non può essere invocato come vizio implicante il consenso da lui espresso, a meno che la limitazione non sia stata notificata, prima della manifestazione di detto consenso, agli Stati ed alle organizzazioni che hanno partecipato al negoziato.

Articolo 48

Errore

1. Uno Stato o una organizzazione internazionale possono invocare un'errore nel trattato come vizio del loro consenso ad essere vincolati dal trattato, qualora l'errore verta su di un fatto o una situazione che detto Stato o detta organizzazione supponeva esistere al momento della conclusione del trattato, e che costituiva una base essenziale del consenso di detto Stato o di detta organizzazione ad essere vincolato dal trattato.

2. Non si applica il paragrafo 1 se detto Stato o detta organizzazione internazionale abbia contribuito a detto erroe con il suo comportamento, o qualora le circostanze siano state tali che detto Stato o detta organizzazione dovevano essere preparati alla possibilità di un errore.

3. Un errore concernente solamente la redazione del testo del trattato non pregiudica la sua validità; in questo caso, sarà applicato l'articolo 80.

Articolo 49

Dolo

Uno Stato o una organizzazione internazionale indotto a concludere un trattato dal comportamento fraudolento di uno Stato o di una organizzazione che abbia partecipato al negoziato può invocare il dolo come vizio del proprio consenso ad essere vincolato dal trattato.

Articolo 50

Corruzione del rappresentante di uno Stato o di una organizzazione internazionale.

Uno Stato o una organizzazione internazionale la cui espressione di consenso ad essere vincolato da un trattato sia stata ottenuta per mezzo della corruzione del suo rappresentante, mediante l'azione diretta o indiretta di uno Stato o di una organizzazione che abbia partecipato al negoziato, può invocare detta corruzione come vizio del proprio consenso ad essere vincolato dal trattato.

Articolo 51

Coercizione esercitata sul rappresentante di Stato o di una organizzazione internazionale.

La manifestazione, da parte di uno Stato o di un'organizzazione internazionale del consenso ad essere vincolato da un trattato che sia stato ottenuto mediante la coercizione esercitata sul rappresentante di detto Stato o di detta organizzazione con att i o minaccie dirette contro di lui, è priva di qualsiasi effetto giuridico.

Articolo 52

Coercizione esercitata su di uno Stato o una organizzazione internazionale con la minaccia o l'uso della forza.

Qualsiasi trattato la cui stipulazione sia stata ottenuta con la minaccia o l'impiego della forza, in violazione dei principi del diritto internazionale incorporati nella Carta delle Nazioni Unite, è nullo.

Articolo 53

Trattati in conflittto con una norma cogente del diritto internazionale generale(jus cogens)

Qualsiasi trattato che, al momento della sua stipulazione, sia in conflitto con una norma cogente di diritto internazionale generale, è nullo. Ai fini della presente Conven-

zione, una norma cogente di diritto internazionale generale è una norma accettata e riconosciuta dalla comunità internazionale degli Stati nel suo insieme, in quanto norma cui nessuna deroga è consentita, e che può essere modificata solo da una nuova norma di diritto internazionale generale della stessa natura.

SEZIONE 3 - ESTINZIONE DEI TRATTATI E SOSPENSIONE DELLA LORO APPLICAZIONE

Articolo 54
Estinzione di un trattato o ritiro in virtù delle disposizioni del trattato o mediante consenso delle parti.

L'estinzione di un trattato o il ritiro di una parte possono aver luogo :

a) in conformità alle disposizioni del trattato;

b) in ogni tempo, per consenso di tutte le parti, previa consultazione degli Stati contraenti e delle organizzazioni contraenti.

Articolo 55
Numero delle parti ad un trattato multilaterale che scenda al di sotto del numero necessario per la sua entrata in vigore

A meno che il trattato non disponga in altro modo, un trattato multilaterale non si estingue per il solo motivo che il numero delle parti scenda al di sotto del numero necessario per la sua entrata in vigore.

Articolo 56
Denuncia o ritiro nel caso di un trattato che non contenga disposizioni relative all'estinzione alla denuncia o al ritiro.

1 Un trattato che non contenga disposizioni relative alla sua estinzione e che non preveda che si possa denunciarlo o ri-

tirarsene , non può essere oggetto di una denuncia o di un ritiro, a meno

a) che non sia stabilito che era intento delle parti ammettere la possibilità di una denuncia o di un ritiro;

b) che il diritto di denuncia o di ritiro non si possa dedurre dalla natura del trattato.

2. Una parte deve notificare almeno dodici mesi in anticipo la propria intenzione di denunciare un trattato o di ritirarsene conformemente alle disposizioni del paragrafo 1.

Articolo 57

Sospensione dell'applicazione di un trattato in virtù delle sue disposizioni o per consenso delle parti.

L'applicazione di un trattato nei confronti di tutte le parti o di una determinata parte potrà essere sospesa

a) in conformità alle disposizioni del trattato;o

b) in ogni momento, per consenso di tutte le parti, previa consultazione degli Stati contraenti e delle organizzazioni contraenti.

Articolo 58

Sospensione dell'applicazione di un trattato multilaterale mediante accordo unicamente tra determinate parti.

1. Due o più parti ad un trattato multilaterale possono concludere un accordo avente come oggetto di sospendere, temporaneamente e solamente tra di esse, l'applicazione di disposizioni del trattato:

a) qualora la possibilità di detta sospensione sia prevista dal trattato;

b) qualora la sospensione in questione non sia vietata dal trattato, a patto che essa

i) non pregiudichi né il godimento delle altre parti dei diritti loro derivanti dal trattato, né l'adempimento dei loro obblighi; e

ii) non sia incompatibile con l'oggetto e lo scopo del trattato.

2. A meno che, nel caso di cui al comma a) del paragrafo 1, i trattato non disponga in altro modo, le parti in questione devono notificare alle altre parti il loro intento di concludere l'accordo e le disposizioni del trattato di cui intenda sospendere l'applicazione.

Articolo 59
Estinzione di un trattato o sospensione della sua applicazione, implicite a causa della conclusione di un trattato posteriore.

1. Si considera che un trattato abbia preso fine qualora tutte le parti a detto trattato concludano un ulteriore trattat che abbia come oggetto la medesima materia e

a)qualora emerga dal trattato successivo, o se sia peralt stabilito che, in base all'intenzione delle parti, la materi deve essere disciplinata da detto trattato; o

b) qualora le disposizioni del trattato successivo siano incompatibili con quelle del trattato precedente a tal punto che sia impossibile applicare i due trattati contemporaneamente.

2. Il trattato precedente è considerato solo sospeso, qualora emerga dal trattato successivo, o sia peraltro s bilito che tale era l'intento delle parti.

Articolo 60

Estinzione di un trattato o sospensione della sua applicazione in quanto conseguenza della sua violazione.

1. La sostanziale violazione di un trattato bilaterale da una delle Parti autorizza l'altra parte ad invocare la violazione come motivo per porre fine al trattato o sospendere la sua applicazione in totalità o in parte.

2. La sostanziale violazione di un trattato multilaterale da una delle parti autorizza

a) le altre parti, agenti per accordo unanime, a sospendere l'applicazione del trattato in totalità o in parte o a porre fine a quest'ultimo:

i) sia nelle relazioni tra di loro e lo Stato o l'organizzazione internazionale autrice della violazione;

ii) sia tra tutte le parti;

b) una parte particolarmente colpita dalla violazione, a invocare quest'ultima come motivo di sospensione dell'applicazione del trattato in totalità o in parte nelle relazioni tra essa e lo Stato o l'organizzazione internazionale autrice della violazione;

c) ogni parte diversa dallo Stato o dall'organizzazione internazionale autrice della violazione, ad invocare la violazione come motivo per sospendere l'applicazione del trattato in totalità o in parte per quanto la riguarda, se detto trattato sia di natura tale che una sostanziale violazione dlle sue disposizioni per conto di una parte, modifichi radicalmente la situazione di ciascuna parte per quanto riguarda l'ulteriore adempimento dei suoi obblighi in base al trattato.

3. Ai fini del presente articolo, la sostanziale violazione di un trattato è costituita da:

a) un rifiuto del trattato non autorizzato dalla presente Convenzione;

b) la violazione di una disposizione fondamentale per la realizzazione del fine o dello scopo del trattato.

4. I paragrafi precedenti non pregiudicano nessuna disposizione del trattato applicabile in caso di violazione.

5. I paragrafi da 1 a 3 non si applicano alle disposizioni concernenti la tutela della persona umana contenute in trattati di natura umanitaria, in particolare alle disposizioni che escludono ogni forma di rappresaglia nei confronti delle personne salvaguardate da detti trattati.

Articolo 61.

Sopravvenienza di una situazione che renda l'attuazione impossibile

1. Una parte può invocare l'impossibilità di attuare un trattato come motivo per porvi fine o ritirarsene, qualora detta impossibilità risulti dalla sparizione o dalla distruzione definitiva di un oggetto indispensabile all'attuazione del trattato. Se detta impossibilità è temporanea, essa può essere invocata solamente come motivo per sospendere l'applicazione del trattato.

2. L'impossibilità di attuazione non può essere invocata da una parte come motivo per porre fine al trattato, per ritirarsene o per sospenderne l'applicazione, qualora detta impossibilità risulti da una violazione, della parte che la invoca, sia di un obbligo del trattato, sia di ogni altro obbligo internazionale nei confronti di ogni altra parte al trattato.

Articolo 62

Mutamento fondamentale di circostanze

1. Un fondamentale mutamento di circostanze che si verifichi rispetto a quelle esistenti al momento della conclusione di un trattato e che non sia stato previsto dalle parti non può essere invocato come motivo per porre fine al trattato o per ritirarsene, a meno che

a) l'esistenza di dette circostanze non abbia costituito una base essenziale per il consenso delle parti ad essere vincolate dal trattato; e che

b) detto cambiamento non abbia come effetto di trasformare radicalmente la portata degli obblighi ancora da adempiere in virtù del trattato;

2. Un fondamentale mutamento di circostanze non può essere invocato come motivo per porre fine ad un trattato tra due o più Stati e una o più organizzazioni internazionali o per ritirarsene, qualora si tratti di un trattato che stabilisce una frontiera.

3. Un fondamentale mutamento di circostanze non può essere invocato come motivo per porre fine ad un trattato o per ritirarsene se il mutamento fondamentale risulti da una violazione, per la parte che lo invoca, sia di un obbligo del trattato, sia di ogni altro obbligo internazionale nei confronti di ogni altra parte al trattato.

4. Se una parte può, in conformità ai paragrafi precedenti, invocare un fondamentale mutamento di circostanze come motivo per porre fine ad un trattato o per ritirarsene, essa può invocarlo anche solo per sospendere l'applicazione del trattato.

Articolo 63

Rottura di relazioni diplomatiche o consolari

La rottura delle relazioni diplomatiche o consolari tra gli Stati parti ad un trattato tra due o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali non ha effetto sulle relazioni legali stabilite dal trattato tra detti Stati, a meno che l'esistenza di relazioni diplomatiche o consolari sia indispensabile all'applicazione del trattato.

Articolo 64

Sopravvenienza di una nuova norma cogente di diritto internazionale (jus cogens)

Qualora sopravvenga una nuova norma cogente di diritto internazionale generale, ogni trattato esistente in conflitto con detta norma diviene nullo e termina.

SEZIONE 4. PROCEDURA

Articolo 65

Procedura da seguire concernente la nullità di un trattato, la sua estinzione, il ritiro di una parte o la sospensione dell'applicazione del trattato.

1. La parte che, in base alle disposizioni della presente Convenzione, invochi sia un vizio del suo consenso ad essere vincolata da un trattato, sia un motivo per contestare la validità di un trattato, porvi fine, ritirarsene, o sospenderne l'applicazione, deve notificare la sua aspirazione alle altre parti. La notifica deve indicare la misura prevista nei confronti del trattato e le ragioni di quest'ultima.

2. Qualora nessuna parte abbia formulato obiezioni dopo un periodo di tempo che, tranne che in casi di particolare urgenza, non può essere inferiore a tre mesi, a decorrere dal ricevimento della notifica, la parte che ha effettuato la notifica può prendere, secondo le modalità di cui all'articolo 67, il provvedimento da essa previsto.

3. Se tuttavia una obiezione sia stata sollevata da un'altra parte, le parti dovranno ricercare una soluzione con i mezzi indicati all'articolo 33 della Carta delle Nazioni Unite.

4. La notifica o l'obiezione formulate da una organizzazione internazionale sono disciplinate dalle regole di detta Organizzazione.

5. Nulla nei paragrafi precedenti pregiudica i diritti o gli obblighi delle parti derivanti da qualsiasi disposizione in vigore tra di loro relativa alla composizione delle controversie.

6. Senza pregiudizio dell'articolo 45, il fatto che uno Stato o una organizzazione internazionale non abbiano invisto la notifica di cui al paragrafo 1 non impedisce loro di effettua-

re detta notifica in risposta ad una altra parte che richieda l'attuazione del trattato o che adduca la sua violazione.

Articolo 66

Procedure di composizione giudiziaria, di arbitrato e di conciliazione.

1. Qualora, nei dodici mesi successivi alla data in cui è stata formulata l'obiezione, non sia stato possibile pervenire ad una soluzione in conformità al paragrafo 3 dell'articolo 65, saranno applicate le procedure indicate ai paragrafi seguenti.

2. Trattandosi di una controversia relativa all'applicazione o all'interpretazione degli articoli 53 o 64:

a) Ciascun Stato parte alla controversia di cui sono parte uno o diversi altri Stati può, con un ricorso, appellarsi alla Corte internazionale di Giustizia affinché essa si pronunci in merito alla controversia;

b) ciascun Stato parte alla controversia di cui sono parte una o più organizzazioni internazionali può, se necessario tramite uno Stato Membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, pregare l'Assemblea generale o il Consiglio di Sicurezza o, se del caso, l'organo competente di una organizzazione internazionale parte alla controversia, e autorizzata in conformità all'Articolo 96 della Carta delle Nazioni Unite, domandare un parere consultivo alla Corte internazionale di Giustizia in conformità all'articolo 65 dello Statuto della Corte;

c) qualora l'Organizzazione delle Nazioni Unite o una organizzazione internazionale autorizzata in conformità all'Articolo 96 della Carta delle Nazioni Unite siano parti alla controversia, esse possono domandare un parere consultivo alla Corte internazionale di giustizia in conformità all'articolo 65 dello Statuto della Corte;

d) ciascuna organizzazione internazionale, diversa dalle organizzazioni di cui al comma c) che sia parte alla controversia, può per il tramite di uno Stato Membro della Organizzazione delle Nazioni Unite, seguire la procedura indicata al comma b);

e) il parere espresso dalla Corte, ai sensi dei commi b), c) o d) sarà accettato come decisivo da tutte le parti alla controversia;

f) Qualora non sia favorevolmente accolta la richiesta di parere consultivo presentata ai sensi del comma b), c) o d), ciascuna parte alla controversia può, mediante notifica scritta all'altra parte o alle altre parti, sottoporre la controversia ad arbitrato, in conformità alle disposizioni dell'Allegato alla presente Convenzione.

3. Le disposizioni del paragrafo 2 saranno applicate a meno che tutte le parti ad una controversia che ricada sotto detto paragrafo, non decidano di comune accordo di sottoporla ad una procedura di arbitrato, e precisamente alla procedura definita nell'Allegato alla presente Convenzione.

4. In caso di controversia relativa all'applicazione o all'interpretazione di uno qualunque degli articoli della parte V della presente Convenzione diverso dagli articoli 53 e 64, ciascuna parte alla controversia può azionare la procedura di conciliazione prevista nell'Allegato alla Convenzione, inviando domanda in tal senso al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 67

Strumenti che abbiano per oggetto di dichiarare la nullità di un trattato, di porvi fine, di attuare il ritiro, o di sospendere l'applicazione del trattato

1. La notifica di cui al paragrafo 1 dell'articolo 65 deve essere fatta per iscritto.

2. Ogni atto che dichiari la nullità di un trattato, vi ponga fine o attui il ritiro o la sospensione dell'applicazione del trattato in base alle sue disposizioni o ai paragrafi 2 o 3 dell'articolo 65 deve essere registrato in uno strumento comunicato alle altre parti. Qualora lo strumento emanato da uno Stato non sia firmato dal capo dello Stato, dal capo di governo o dal ministro degli affari esteri, il rappresentante dello Stato che provvede alla comunicazione può essere invitato a presentare i suoi pieni poteri. Qualora lo strumento è emanato da una organizzazione internazionale, il rappresentante dell'organizzazione che provvede alla comunicazione può essere invitato a presentare i suoi pieni poteri.

Articolo 68

Revoca delle notifiche e degli strumenti di cui agli articoli 65 e 67

Una notifica o uno strumento di cui agli articoli 65 e 67 possono essere revocati in qualsiasi momento prima che abbiano acquisito effetto.

SEZIONE 5. CONSEGUENZE DELLA NULLITA', dell'ESTINZIONE O DELLA SOSPENSIONE DELL'APPLICAZIONE DI UN TRATTATO.

Articolo 69

Conseguenze della nullità di un trattato.

1. Un trattato la cui nullità è stabilita in virtù della presente Convenzione, è nullo. Le disposizioni di un trattato nullo non hanno forza legale.

2. Se tuttavia siano stati compiuti atti in base a detto trattato,

a) ciascuna parte può domandare ad ogni altra parte di determinare per quanto possibile, nelle loro reciproche relazioni, la situazione che sarebbe esistita qualora detti atti non fossero stati compiuti;

b) gli atti compiuti in buona fede prima che la nullità sia stata invocata non sono resi illeciti per il solo fatto della nullità del trattato.

3. Nei casi disciplinati dagli articoli 49,50, 51 o 52, il paragrafo 2 non si applica nei confronti della parte cui siano imputabili il dolo, l'atto di corruzione o la costrizione.

4. Qualora il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale determinati ad essre vincolati da un trattato multilaterale siano viziati, si applicano le regole preesistenti nelle relazioni tra detto Stato o detta organizzazione e le parti al trattato.

Articolo 70
Conseguenze dell'estinzione di un trattato

1. A meno che un trattato non disponga in altro modo, o che le parti non convengano altrimenti, il fatto che un tra-

tato sia terminato in base alle sue disposizioni o in conformità alla presente Convenzione

a) libera le parti dall'obbligo di continuare ad applicare il trattato;

b) non pregiudica alcun diritto, alcun obbligo né alcuna situazione legale delle parti, creati dall'applicazione del trattato prima della sua fine.

2. Qualora uno Stato o una organizzazione internazionale denunci un trattato multilaterale o si ritiri da esso, il paragrafo 1 sarà applicato per quanto riguarda le relazioni tra detto Stato o detta organizzazione e ciascuna delle altre parti al trattato, a decorrere dalla data alla quale detta denuncia o detto ritiro abbia effetto.

Articolo 71

Conseguenze della nullità di un trattato in conflitto con una norma imperativa di diritto internazionale generale.

1. Nel caso di un trattato che sia nullo in virtù dell'articolo 53, le parti sono tenute

a) ad eliminare, per quanto possibile, le conseguenze di ogni atto compiuto in base ad una disposizione che sia in conflitto con la norma imperativa di diritto internazionale generale;

b) a far in modo tale che le loro relazioni reciproche siano conformi alla norma cogente del diritto internazionale generale.

2. Nel caso di un trattato che divenga nullo e termini in virù dell'articolo 64, la fine del trattato

a) libera le parti dall'obbligo di continuare ad applicare il trattato;

b) non pregiudica alcun diritto, obbligo o situazione legale delle parti creati dall'applicazione del trattato prima che esso giungesse alla sua fine; tuttavia, detti diritti, obblighi o situazioni potranno in seguito essere mantenuti solamente se detto mantenimento non sia di per sé in conflitto con la nuova norma cogente del diritto internazionale generale.

Articolo 72

Conseguenze della sospensione dell'applicazione di un trattato

1. A meno che il trattato non disponga in altro modo, o che le parti non convengao altrimenti, la sospensione dell'applicazione di un trattato in base alle sue disposizioni o in conformità alla presente Convenzione

a) libera le parti per le quali la reciproca applicazione del trattato sia sospesa, dall'obbligo di applicare il trattato nelle loro reciproche relazioni durante il periodo di sospensione;

b) non incide peraltro sui rapporti legali stabiliti tra le parti dal trattato.

2. Durante il periodo di sospensione, le parti dovranno astenersi da ogni atto volto ad ostacolare la ripresa dell'applicazione del trattato.

PARTE VI

DISPOSIZIONI DIVERSE

Articolo 73

Rapporti con la Convenzione di Vienna sul diritto dei trattati.

Per quanto riguarda gli Stati parte alla Convenzione di Vienna sul diritto dei trattati del 1969, le loro relazioni nell'ambito di un trattato concluso tra due Stati, o una o più organizzazioni, saranno disciplinate da detta Convenzione.

Articolo 74

Questioni non pregiudicate dalla presente Convenzione.

1. Le disposizioni della presente Convenzioni non pregiudicano alcuna questione che potrebbe porsi riguardo ad un trattato tra uno o più Stati e una o più organizzazioni internazionali per il fatto di una successione di Stati o a causa della responsabilità internazionale di uno Stato o dell'apertura di ostilità tra determinati stati.

2. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano alcuna questione che potrebbe insorgere riguardo ad un trattato per quanto concerne la responsabilità internazionale dell'organizzazione internazionale, la fine della sua esistenza o il termine della partecipazione di uno Stato in qualità di membro dell'organizzazione.

3. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano alcuna questione che potrebbe porsi riguardo alla determinazione degli obblighi e dei diritti degli Stati membri di una organizzazione internazionale nei confronti di un trattato di cui detta organizzazione sia parte.

Articolo 75

Relazioni diplomatiche o consolari e conclusione dei trattati

La rottura delle relazioni diplomatiche o delle relazioni consolari o la mancanza di tali relazioni tra due o piu' Stati non ostacola la conclusione di trattati tra due o piu' di detti Stati e una o piu' organizzazioni internazionali. La conclusione di detto trattato non ha di per sé effetto per quanto riguarda le relazioni diplomatiche o le relazioni consolari.

Articolo 76

Caso di uno Stato aggressore

Le disposizioni della presente Convenzione non hanno effetto per quanto riguarda gli obblighi che possono risultare in relazione a un trattato tra uno o piu' Stati e una o piu' organizzazioni internazionali, per uno Stato aggressore, da misure prese in conformità alla Carta delle Nazioni Unite per quanto riguarda l'aggressione commessa da detto Stato.

PARTE VII

DEPOSITARI, NOTIFICHE, CORREZIONI E REGISTRAZIONE

Articolo 77

Depositari dei trattati

1. La designazione del depositario di un trattato può essere effettuata dagli Stati e dalle organizzazioni, o, a seconda dei casi, dalle organizzazioni partecipanti al negoziato, sia nel trattato stesso, o in ogni altra maniera. Il depositario può essere uno o più Stati, una organizzazione internazionale, o il principale funzionario amministrativo di detta organizzazione.

2. Le funzioni del depositario di un trattato sono di natura internazionale ed il depositario è tenuto ad agire imparzialmente nell'adempimento delle sue funzioni. In particolare, il fatto che un trattato non sia entrato in vigore tra determinate parti, o che una divergenza sia insorta tra uno Stato o una organizzazione internazionale ed un depositario circa lo svolgimento delle funzioni di quest'ultimo non deve influire su detto obbligo.

Articolo 78

Funzioni dei depositari

1. A meno che il trattato non disponga altrimenti, o che gli Stati e le Organizzazioni contraenti, o, a seconda dei casi, le organizzazioni contraenti non convengano in altro modo, le funzioni del depositario sono precisamente le seguenti:

a) assicurare la custodia del testo originale del trattato e dei pieni poteri che gli fossero consegnati;

b) elaborare copie autenticate conformi al testo originale ed ogni altro testo del trattato in altre lingue che possano essere richieste dal trattato, e comunicarle alle parti al trattato ed agli Stati ed organizzazioni internazionali qualificati a divenirlo;

c) ricevere ogni firma del trattato, ricevere e custodire ogni strumento, notifica e comunicazione relativa al trattato;

d) accertare che una firma, uno strumento, una notifica o una comunicazione riferentesi al trattato sia in debita forma e, se del caso, sottoporre la questione all'attenzione dello Stato o dell'organizzazione internazionale interessata;

e) informare le parti al trattato e gli Stati ed organizzazioni internazionali qualificate a divenirlo, degli atti, notifiche e comunicazioni relative al trattato;

f) informare gli Stati ed organizzazioni internazionali qualificati a divenire parti al trattato della data in cui sia stato ricevuto o depositato il numero di firme o di strumenti di ratifica, di strumenti relativi ad un atto di conferma formale, o di strumenti di accettazione, approvazione o adesione richiesti per l'entrata in vigore del trattato;

g) provvedere alla registrazione del trattato presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite;

h) adempiere alle funzioni specificate in altre disposizioni della presente Convenzione.

2. Qualora appaia una divergenza tra uno Stato o una organizzazione internazionale ed il depositario per quanto riguarda l'adempimento delle funzioni di quest'ultimo, il depositario deve sottoporre la questione all'attenzione

a) degli Stati ed organizzazioni firmatarie nonché degli Stati contraenti e delle organizzazioni contraenti; o

b) se del caso, dell'organo competente dell'organizzazione internazionale in questione.

Articolo 79

Notifiche e comunicazioni

Tranne che nei casi in cui il Trattato o la presente Convenzione dispongano altrimenti, una notifica o una comunicazione che debba essere fatta da uno Stato o da una Organizzazione internazionale in virtù della presente Convenzione

a) viene trasmessa, se non vi è depositario, direttamente agli Stati ed alle organizzazioni cui è destinata,o, se vi è un depositario, a quest'ultimo;

b) è considerata come (essendo stata) effettuata dallo Stato o dall'Organizzazione in questione solo a decorrere dal momento della sua ricezione da parte dello Stato o dell'Organizzazione cui è stata inviata, o, se del caso, dal depositario;

c) se è trasmessa ad un depositario, si considera che sia stata ricevuta dallo Stato o dall'Organizzazione cui è destinata solo a decorrere dal momento in cui detto Stato o detta organizzazione abbia ricevuto dal depositario l'informazione prevista al comma e) del paragrafo 1 dell'articolo 78.

Articolo 80

Correzione degli errori nei testi o nelle copie autenticate dei trattati

1. Se, dopo l'autentica del testo di un trattato, gli Stati e le organizzazioni internazionali firmatari e gli Stati contraenti e le organizzazioni contraenti accertino di comune accordo che detto testo contiene un errore, si procede alla correzione dell'errore mediante uno dei mezzi qui di seguito enumerati, a meno che detti Stati ed organizzazioni non decidano un altro modo di correzione:

a) correzione del testo nell'accezione adeguata e sigla della correzione da parte di rappresentanti debitamenti abilitati;

b) elaborazione di uno strumento o scambio di strumenti in cui sia riportata la correzione che si sia convenuto di apporre al testo;

c) elaborazione di un testo corretto del trattato nel suo insieme, in base alla procedura utilizzata per il testo originale.

2. Qualora si tratti di un trattato per il quale esiste un depositario, questi notifica agli Stati ed organizzazioni internazionali firmatarie ed agli Stati contraenti ed alle organizzazioni contraenti l'errore e la proposta di correzione e specifica un termine adeguato entro il quale si possa muovere obiezione alla correzione proposta. Se, alla scadenza del termine,

a) nessuna obiezione sia stata mossa, il depositario effettua e sigla la correzione nel testo, elabora un processo verbale di rettificadel testo, e ne comunica copia alle parti al trattato ed agli Stati ed organizzazioni qualificati a divenirlo;

b) una obiezione sia stata mossa, il depositario comunica l'obiezione agli Stati ed organizzazioni firmatarie ed agli Stati contraenti ed alle organizzazioni contraenti.

3. Le regole enunciate ai paragrafi 1 e 2 si applicano anche qualora il testo sia stato autenticato in due o più lingue e appaia un difetto di convergenza il quale, con l'accordo degli Stati e delle organizzazioni internazionali firmatarie nonché degli Stati contraenti e delle organizzazioni contraenti, debba essere corretto.

4. Il testo corretto sostituisce <u>ab initio</u> il testo difettoso, a meno che gli Stati e le organizzazioni internazionali firmatarie e gli Stati contraenti e le organizzazioni contraenti non decidano in altro modo.

5. La correzione del testo di un trattato che sia stato registrato è notificata al Segretariato della Organizzazione delle Nazioni Unite.

6. Qualora sia rilevato un errore in una copia autenticata di un trattato, il depositario elabora un processo-verbale di rettifica e ne comunica copia agli Stati ed alle organizzazioni internazionali firmatarie nonché agli Stati contraenti ed alle organizzazioni contraenti.

Articolo 81

Registrazione e pubblicazione dei trattati

1. Dopo la loro entrata in vigore, i trattati sono trasmessi al Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ai fini della registrazione o della classificazione e iscrizioni al repertorio, a seconda dei casi, nonché della pubblicazione.

2. La designazione di un depositario costituisce per quest'ultimo autorizzazione a compiere gli atti di cui al paragrafo precedente.

PARTE VIII

CLAUSOLE FINALI

Articolo 82

Firma

La presente Convenzione sarà aperta fino al 31 dicembre 1986, al Ministero federale degli Affari Esteri della Repubblica d'Austria e, successivamente, fino al 30 giugno 1987, alla Sede della Organizzazione delle Nazioni Unite a New York, alla firma

a) di tutti gli Stati;

b) della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia;

c) delle organizzazioni internazionali invitate a partecipare alla Conferenza delle Nazioni Unite sul diritto dei trattati tra Stati ed organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali.

Articolo 83

Ratifica o atto di conferma formale

La presente Convenzione sarà sottoposta a ratifica da parte degli Stati e della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, e ad atti di conferma formale da parte delle organizzazioni internazionali. Gli strumenti di ratifica e gli strumenti relativi agli atti di conferma formale saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 84

Adesione

1. La presente Convenzione rimarrà aperta all'adesione di ogni Stato, della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia e da ogni Organizzazione internazionale che abbia capacità di concludere trattati.

2. Lo strumento di adesione di una organizzazione internazionale includerà una dichiarazione che attesti la capacità di detta organizzazione di concludere trattati.

3. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario generale della Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 85

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data del deposito del 35° strumento di ratifica o di adesione da parte degli Stati o della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia.

2. Per ciascuno di detti Stati, o per la Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, che ratificheranno la presente Convenzione o vi aderiranno dopo che la condizione enunciata al paragrafo 1 sia stata soddisfatta, la Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno dopo il deposito da parte di detto Stato o della Namibia del suo strumento di ratifica o di adesione.

3. Per ciascuna organizzazione internazionale che depositi uno strumento relativo ad un atto di conferma formale o uno strumento di adesione, la Convenzione entrerà in vigore alla più distante delle due date seguenti: il trentesimo giorno dopo detto deposito, o la data in cui la Convenzione entrerà in vigore in conformità al paragrafo 1.

Articolo 86

Testi autentici

L'originale della presente Convenzione, i cui testi in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa, e spagnola fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

In fede di che, i plenipotenziari sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi governi, ed i rappresentanti debitamente autorizzati del Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia e d lle organizzazioni internazionali hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO A VIENNA, il 21 marzo 1986.

ALLEGATO

PROCEDURE DI ARBITRATO E DI CONCILIAZIONE ISTITUITE IN APPLICAZIONE DELL'ARTICOLO 66.

I. ISTITUZIONE DEL TRIBUNALE DI ARBITRATO O DELLA COMMISSIONE DI CONCILIAZIONE

1. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite elabora e custodisce una lista di giuristi qualificati tra i quali le parti ad una controversia possono scegliere le persone che comporranno un tribunale d'arbitrato o, a seconda dei casi, una Commissione di conciliazione. A tal fine, ogni Stato Membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ed ogni Parte alla presente Convenzione, sono invitati a nominare due persone; i nomi delle persone così nominate comporranno la lista, copia della quale sarà inviata al Presidente della Corte Internazionale di Giustizia. La nomina delle persone figuranti sulla lista, ivi comprese quelle nominate per ricoprire un posto vacante fortuito, è valida per un periodo di cinque anni rinnovabile. Alla scadenza del periodo per il quale siano state nominate, le persone di cui sopra continueranno ad esercitare le funzioni per le quali siano state prescelte in base ai paragrafi seguenti.

2. Qualora una notifica sia effettuata in conformità al paragrafo 2, comma f) dell'articolo 66, o che un accordo sia stato concluso in base al paragrafo 3, sulla procedura definita nel presente Allegato, la controversia è sottoposta ad un tribunale arbitrale. Qualora una domanda sia sottoposta al Segretario generale in base al paragrafo 4 dell'articolo 66, il Segretario generale sottopone la controversia ad una Commissione di conciliazione. Il Tribunale arbitrale e la Commissione di conciliazione sono composti come segue:

Gli Stati, le organizzazioni internazionali o, a seconda dei casi, gli Stati e le organizzazioni che costituiscono una delle parti alla controversia nominano di comune accordo:

a) un arbitro o, a seconda dei casi, un conciliatore, prescelto o meno sulla lista di cui al paragrafo 1;

b) un arbitro o, a seconda dei casi, un conciliatore, prescelto tra le persone figuranti sulla lista che non siano cittadini di nessuno degli Stati e che non siano stati nominati da una delle organizzazioni che compongono la parte alla controversia interessata, fermo restando che una controversia tra due organizzazione internazionali non deve essere esaminata da cittadini di un solo e stesso Stato.

Gli Stati, le organizzazioni internazionali o, a seconda dei casi, gli Stati e le organizzazioni che costituiscono l'altra parte alla controversia nominano allo stesso modo due arbitri, o a seconda dei casi, due conciliatori. Le quattro persone prescelte dalle parti, devono essere nominate entro un termine di sessanta giorni a decorrere dalla data in cui l'altra parte alla controversia abbia ricevuto la notifica di cui al par.2, comma f) dell'articolo 66, o in cui si sia concluso un accordo , in base al paragrafo 3, sulla procedura definita nel presente Allegato, o in cui il Segretario generale riceve la domanda di conciliazione.

Entro un termine di sessanta giorni a decorrere dalla data in cui è avvenuta l'ultima nomina, le quattro persone, così prescelte nominano un quinto arbitro o conciliatore, a seconda dei casi, prescelto sulla lista per esercitare le funzioni di presidente.

Qualora la nomina del presidente o di uno qualunque degli altri arbitri o conciliatori, a seconda dei casi, non intervenga entro il termine prescritto per detta nomina, essa sarà effettuata dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite nei sessanta giorni successivi alla scadenza di detto termine. Il Segretario generale può indicare come presidente sia una delle persone figuranti sulla lista, sia uno dei membri della Commissione del diritto internazionale. Una qualunque dei termini entro i quali devono avvenire le nomine, può essere prorogato attraverso accordo delle parti alla controversia. Qualora l'Organizzazione delle Nazioni unite sia parte o sia inclusa in una delle parti alla controversia, il

il Segretario generale trasmette la domanda di cui sopra al Presidente della Corte Internazionale di Giustizia, che esercita le funzioni demandate al Segretario generale dal presente paragrafo.

Ogni posto vacante deve essere ricoperto nella maniera specificata per la nomina iniziale.

La nomina di arbitri o di conciliatori da parte di una organizzazione internazionale come previsto ai paragrafi 1 e 2 è disciplinata dalle regole pertinenti di detta organizzazione.

II. FUNZIONAMENTO DEL TRIBUNALE DI ARBITRATO.

3. Tranne che in caso di convenzione contraria tra le parti alla controversia, il Tribunale d'Arbitrato determina la propria procedura, garantendo ad ognuna delle parti alla controversia piena possibilità di essere ascoltata e di difendersi.

4. Il Tribunale d'arbitrato, con il consenso preliminare delle parti alla controversia, può invitare ogni Stato o ogni Organizzazione internazionale interessata a sottoporgli i suoi pareri, a voce o per iscritto.

5. Il Tribunale di arbitrato si pronuncia a maggioranza dei suoi membri. In caso di parità prevale il voto del Presidente.

6. Qualora una delle parti alla controversia non compaia davanti al Tribunale, o si astenga dal difendersi, l'altra parte può domandare al Tribunale di continuare la procedura e di emettere il lodo. Prima di emettere il lodo, il Tribunale deve accertare non solo la propria competenza a giudicare la controversia, ma anche che la richiesta sia fondata in fatto ed in diritto.

7. La decisione del Tribunale di Arbitrato si limita alla materia della controversia; essa è motivata. Ogni membro del Tribunale può esprimere una opinione individuale o dissenziente.

8. Il lodo è definitivo e inappellabile. Tutte le parti alla controversia devono sottoporsi al lodo.

9. Il Segretario generale fornisce al Tribunale l'assistenza e le agevolazioni di cui necessiti. Gli oneri del Tribunale sono a carico dell'Organizzazinne delle Nazioni Unite.

III. FUNZIONAMENTO DELLA COMMISSIONE DI CONCILIAZIONE

10. La Commissione di conciliazione stabilisce la propria procedura. La Commissione, con il consenso delle parti alla controversia può invitare ogni parte al trattato a sottoporgli il suo parere a voce o per iscritto. Le decisioni e le raccomandazioni della Commissione sono adottate a maggioranza di voti dei suoi cinque membri.

11. La Commissione può segnalare all'attenzione delle parti alla controversia ogni misura che possa agevolare una composizione amichevole.

12. La Commissione procede all'escussione delle parti, esamina le pretese e le obiezioni, e formula proposte alle parti per agevolarle in vista di pervenire ad una composizione amichevole della controversia.

13. La Commissione elabora un rapporto nei dodici mesi successivi alla sua istituzione. Detto rapporto è depositato presso il Segretario generale e comunicato alle parti alla controversia. Il rapporto della Commissione, ivi compresa ogni conclusione ivi contenuta relativa ai fatti o agli aspetti di legge, non vincola le parti e non è altro che un'enunciazione delle raccomandazioni sottoposte all'esame delle parti per agevolare un'amichevole composizione della controversia.

14. Il Segretario generale fornisce alla Commissione l'assistenza e le agevolazioni di cui può necessitare. Gli oneri della Commissione saranno a carico dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1713):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 20 ottobre 1987.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 novembre 1987, con pareri delle commissioni I e II.

Esaminato dalla III commissione il 9 giugno 1988.

Esaminato in aula e approvato il 16 giugno 1988.

Senato della Repubblica (atto n. 1148):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 luglio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 18 gennaio 1989.

Relazione scritta annunciata il 6 febbraio 1989 (atto n. 1148/A - relatore sen. GEROSA).

Esaminato in aula e approvato il 9 febbraio 1989.

89G0101

LEGGE 15 febbraio 1989, n. 92.

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa ad un codice di condotta delle conferenze per la navigazione marittima di linea, adottata a Ginevra il 6 aprile 1974.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla convenzione relativa ad un codice di condotta delle conferenze marittime, adottata a Ginevra il 6 aprile 1974, con atto finale ed allegati.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 49 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 15 febbraio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

BIANCA

CONVENTION RELATIVE A UN CODE DE CONDUITE DES CONFERENCES MARITIMES

OBJECTIFS ET PRINCIPES

Les Parties contractantes à la présente Convention,

DESIRANT améliorer le système de conférences maritimes,

RECONNAISSANT la nécessité d'un code de conduite des conférences maritimes qui soit universellement acceptable,

TENANT compte des besoins et des problèmes propres aux pays en voie de développement sur le plan des activités des conférences maritimes qui assurent leur trafic extérieur,

CONVENANT d'exprimer dans le Code les objectifs fondamentaux et les principes de base ci-après :

a) l'objectif consistant à faciliter l'expansion ordonnée du trafic maritime mondial;

b) l'objectif consistant à stimuler le développement de services maritimes réguliers et efficaces, adaptés aux besoins du trafic considéré;

c) l'objectif consistant à assurer l'équilibre entre les intérêts des fournisseurs et ceux des utilisateurs de services réguliers de transport maritime;

d) le principe selon lequel les pratiques des conférences maritimes ne devraient entraîner aucune discrimination à l'encontre des armateurs, des chargeurs ou du commerce extérieur d'aucuns pays;

e) le principe selon lequel les conférences ont des consultations sérieuses avec les organisations de chargeurs, les représentants des chargeurs et les chargeurs sur les questions d'intérêt commun, avec la participation, sur demande, des autorités compétentes;

f) le principe selon lequel les conférences devraient mettre à la disposition des parties intéressées des renseignements pertinents sur celles de leurs activités qui concernent ces parties et publier des renseignements concrets sur leurs activités,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER : DEFINITIONS

Conférence maritime ou conférence

Un groupe d'au moins deux transporteurs-exploitants de navires qui assure des services internationaux réguliers pour le transport de marchandises sur une ligne ou des lignes particulières dans des limites géographiques déterminées et qui a conclu un accord ou un arrangement, quelle qu'en soit la nature, dans le cadre duquel ces transporteurs opèrent en appliquant des taux de fret uniformes ou communs et toutes autres conditions de transport concertées pour la fourniture de services réguliers.

Compagnie maritime nationale

Une compagnie maritime nationale d'un pays donné est un transporteur-exploitant de navires qui a son siège social et dont le contrôle effectif est exercé dans ce pays et qui est reconnu comme tel par une autorité compétente dudit pays ou par sa législation.

Les compagnies qui sont la propriété et sous la gestion d'une entreprise commune comportant au moins deux pays, dont le capital social est détenu pour une part substantielle par des intérêts nationaux, publics et/ou privés, de ces pays, et dont le siège social est situé et effectivement contrôlé dans l'un de ces pays, peuvent être reconnues comme compagnie nationale par les autorités compétentes desdits pays.

Compagnie maritime d'un pays tiers

Un transporteur-exploitant de navires dans ses opérations entre deux pays dont il n'est pas compagnie maritime nationale.

Chargeur

Personne physique ou morale qui a conclu ou qui manifeste l'intention de conclure un accord contractuel ou autre avec une conférence ou une compagnie maritime en vue du transport de marchandises sur lesquelles elle a un titre privilégié.

Organisation de chargeurs

Association ou organisation équivalente qui soutient, représente et protège les intérêts des chargeurs et que l'autorité compétente ou les autorités compétentes du pays dont elle représente les chargeurs reconnaissent à ce titre si elles le désirent.

Marchandises transportées par la conférence

Cargaisons transportées par les compagnies maritimes membres d'une conférence conformément à l'accord de conférence.

Autorité compétente

Un gouvernement ou un organisme désigné par un gouvernement ou par voie de législation nationale pour s'acquitter de l'une quelconque des fonctions que les dispositions du présent Code assignent à ladite autorité.

Taux de fret promotionnel

Taux établi pour promouvoir le transport d'exportations non traditionnelles du pays considéré.

Taux de fret spécial

Taux de fret préférentiel, autre qu'un taux de fret promotionnel, susceptible de négociation entre les parties intéressées.

CHAPITRE II : RELATIONS ENTRE LES COMPAGNIES MARITIMES MEMBRES D'UNE CONFERENCE

Article premier

Composition de la conférence

1) Toute compagnie nationale a le droit d'être membre à part entière d'une conférence qui assure le trafic extérieur de son pays, sous réserve des critères énoncés au paragraphe 2 de l'article premier. Les compagnies maritimes qui ne sont compagnies nationales dans aucun des trafics assurés par une conférence ont le droit de devenir membres à part entière de cette conférence, sous réserve des critères énoncés aux paragraphes 2 et 3 de l'article premier et des dispositions relatives à la participation au trafic énoncées à l'article 2 en ce qui concerne les compagnies maritimes de pays tiers.

2) La compagnie maritime qui demande son admission à une conférence doit prouver qu'elle est en mesure et qu'elle a l'intention d'assurer, y compris le cas échéant, en exploitant des navires affrétés, à condition que les critères énoncés dans le présent paragraphe soient respectés, un service régulier, suffisant et efficace, à long terme, selon la définition donnée dans l'accord de conférence dans le cadre de la conférence, s'engage à respecter toutes les conditions et modalités de l'accord de conférence, et dépose une caution financière destinée à garantir toute obligation financière en cours en cas de retrait, suspension ou expulsion ultérieure, si l'accord de conférence l'exige.

3) Lors de l'examen d'une demande d'admission présentée par une compagnie maritime qui n'est compagnie nationale dans aucun des trafics assurés par la conférence intéressée, doivent notamment être pris en considération, outre les dispositions du paragraphe 2 de l'article premier, les critères ci-après :

a) le volume effectif et les perspectives d'accroissement du trafic sur la ligne ou les lignes desservies par la conférence;

b) le rapport entre le tonnage disponible et le volume effectif et prévisible du trafic sur la ligne ou les lignes desservies par la conférence;

c) l'effet probable de l'admission de la compagnie maritime à la conférence sur l'efficacité et la qualité des services fournis par la conférence;

d) la participation actuelle de la compagnie maritime au trafic sur la même ligne ou les mêmes lignes hors conférence; et

e) la participation actuelle de la compagnie maritime au trafic sur la même ligne ou les mêmes lignes dans le cadre d'une autre conférence.

Les critères ci-dessus sont appliqués sans préjudice de la mise en oeuvre des dispositions de l'article 2 relatives à la participation au trafic.

4) Une conférence statue rapidement sur une demande d'admission ou de réadmission et communique sa décision à la compagnie postulante rapidement et, au plus tard, dans les six mois suivant la date de la demande. En rejetant la demande d'admission ou de réadmission, la conférence donne en même temps par écrit les motifs de son refus.

5) En examinant une demande d'admission, une conférence tient compte des vues présentées par les chargeurs et les organisations de chargeurs des pays dont elle assure le trafic ainsi que des vues des autorités compétentes, si celles-ci le demandent.

6) Outre les critères d'admission énoncés au paragraphe 2 de l'article premier, la compagnie maritime qui fait une demande de réadmission fournit également la preuve qu'elle a rempli ses obligations conformément aux paragraphes 1 et 4 de l'article 4. La conférence peut procéder à une enquête minutieuse sur les circonstances dans lesquelles la compagnie a quitté la conférence.

Article 2

Participation au trafic

1) Toute compagnie maritime admise à une conférence aura des droits de desserte et de chargement dans les trafics assurés par cette conférence.

2) Si une conférence exploite un pool, toutes les compagnies maritimes membres de la conférence qui assurent le trafic faisant l'objet du pool auront le droit de participer au pool pour le trafic en question.

3) Pour déterminer les parts de trafic auxquelles les compagnies membres ont droit, les compagnies maritimes nationales de chaque pays, quel que soit leur nombre, sont réputées constituer un seul groupe de compagnies maritimes pour ce pays.

4) Pour déterminer une part de trafic dans un pool de compagnies membres et/ou de groupes de compagnies maritimes nationales conformément au paragraphe 2 de l'article 2, les principes ci-après, relatifs à leur droit de participer au trafic assuré par la conférence, sont appliqués, à moins qu'il n'en soit convenu autrement :

a) Chacun des groupes de compagnies maritimes nationales de deux pays entre lesquels la conférence assure des transports au titre du commerce extérieur a un droit égal de participer au fret et au volume des cargaisons composant leurs échanges extérieurs mutuels et transportés par la conférence;

b) Les compagnies maritimes de pays tiers, s'il en est, ont le droit d'obtenir une part appréciable, 20 p. 100 par exemple, du fret et du volume des cargaisons composant ces échanges.

5) Si, dans l'un quelconque des pays dont les cargaisons sont transportées par une conférence, il n'y a pas de compagnie maritime nationale participant au transport des cargaisons en question, la part du trafic à laquelle les compagnies maritimes nationales de ce pays auraient droit conformément au paragraphe 4 de l'article 2 est répartie entre les diverses compagnies membres participant au trafic, au prorata de leurs parts respectives.

6) Si les compagnies maritimes nationales d'un pays décident de ne pas transporter en totalité leur part du trafic, la fraction de leur part du trafic qu'elles ne transportent pas sera répartie entre les diverses compagnies membres participant au trafic, au prorata de leurs parts respectives.

7) Si les compagnies maritimes nationales des pays intéressés ne participent pas au trafic entre ces pays qui est assuré par une conférence, les parts de trafic transportées par la conférence entre ces pays seront réparties entre les compagnies membres participantes de pays tiers par voie de négociations commerciales entre ces compagnies.

8) Les compagnies maritimes nationales d'une région, membres d'une conférence, à une extrémité du trafic assuré par la conférence, pourront redistribuer entre elles d'un commun accord les parts de trafic qui leur sont attribuées, conformément aux dispositions des paragraphes 4 à 7 inclus de l'article 2.

9) Sous réserve des dispositions des paragraphes 4 à 8 inclus de l'article 2 relatives aux parts de trafic attribuées à des compagnies maritimes ou groupes de compagnies maritimes, les accords de pool ou de participation au trafic seront revus par la conférence périodiquement, à des intervalles qui seront stipulés dans ces accords et conformément à des critères qui seront spécifiés dans l'accord de conférence.

10) La mise en application du présent article commencera aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la présente Convention et sera achevée à l'expiration d'une période de transition dont la durée ne dépassera en aucun cas deux ans, compte tenu de la situation particulière dans chacun des trafics considérés.

11) Les compagnies maritimes membres d'une conférence ont le droit d'exploiter des navires affrétés pour s'acquitter de leurs obligations de membres de la conférence.

12) Les critères de participation au trafic et de révision des parts énoncés aux paragraphes 1 à 11 inclus de l'article 2 s'appliquent quand, en l'absence de pool, il existe un accord d'accostage, de desserte et/ou de répartition du trafic sous toute autre forme.

13) Quand il n'existe dans une conférence aucun accord de pool, d'accostage, de desserte ou autre accord de participation au trafic, l'un quelconque des groupes de compagnies maritimes nationales membres de la conférence peut demander que des accords de pool soient conclus en ce qui concerne le trafic entre leur pays assuré par la conférence conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 2, ou il peut demander que les dessertes soient ajustées de façon à donner à ces compagnies la possibilité de bénéficier substantiellement des mêmes droits à participer au trafic entre ces deux pays assuré par la conférence que ceux dont elles auraient bénéficié en application des dispositions du paragraphe 4 de l'article 2. Toute demande en ce sens sera examinée et tranchée par la conférence. Si l'accord ne se fait pas sur la création d'un pool ou l'ajustement des dessertes entre les membres de la conférence, les groupes de compagnies nationales des pays situés aux deux extrémités du trafic disposeront de la majorité des voix décisive dans la décision de créer un tel pool ou d'ajuster les dessertes. La question sera tranchée dans un délai qui ne dépassera pas six mois à compter de la réception de la demande.

14) En cas de désaccord entre les compagnies maritimes nationales des pays situés aux deux extrémités dont le trafic est assuré par la conférence sur le point de savoir s'il y a ou non lieu d'adopter un accord de pool, ces compagnies peuvent demander que, à l'intérieur de la conférence, les dessertes soient ajustées de façon à donner auxdites compagnies la possibilité de bénéficier substantiellement des mêmes droits à participer au trafic entre les deux pays que ceux dont elles auraient bénéficié en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 2. S'il n'y a pas de compagnie maritime nationale dans l'un des pays dont la conférence assure le trafic, la ou les compagnies nationales de l'autre pays peuvent formuler la même demande. La conférence s'efforcera dans toute la mesure possible de faire droit à cette demande. Si toutefois la demande n'est pas satisfaite, les autorités compétentes aux deux extrémités du trafic peuvent se saisir de la question si elles le désirent et faire connaître leurs vues aux parties intéressées pour que celles-ci les examinent. Faute d'accord, le différend sera tranché suivant les procédures instituées dans le présent Code.

15) Les autres compagnies maritimes membres d'une conférence peuvent également demander l'adoption d'accords de pool ou de desserte et la demande sera examinée par la conférence conformément aux dispositions pertinentes du présent Code.
16) Une conférence doit prévoir, dans tout accord de pool, les mesures voulues pour le cas où les marchandises seraient laissées en souffrance par une compagnie membre pour une raison quelconque, sauf en cas de présentation tardive par le chargeur. Un accord de ce genre doit stipuler qu'un navire disposant d'espace non réservé et utilisable est autorisé à charger les marchandises, même en sus de la part de pool de la compagnie dans le trafic en question, si faute de cette autorisation, les marchandises risquent de rester à quai et d'être retardées au-delà d'une période fixée par la conférence.
17) Les dispositions des paragraphes 1 à 16 inclus de l'article 2 concernent toutes les marchandises quels que soient leur origine, leur destination ou l'usage auquel elles sont destinées, à l'exception du matériel militaire transporté aux fins de la défense nationale.

Article 3

Procédures d'adoption des décisions

Les procédures prescrites dans un accord de conférence pour l'adoption des décisions doivent être fondées sur le principe de l'égalité entre toutes les compagnies membres à part entière; elles seront conçues de manière que les règles de vote n'entravent pas le bon fonctionnement de la conférence et le service du trafic et elles définiront les questions sur lesquelles les décisions seront prises à l'unanimité. Toutefois, aucune décision ne pourra être prise au sujet de questions définies dans un accord de conférence concernant le trafic entre deux pays sans l'assentiment des compagnies maritimes nationales de ces deux pays.

Article 4

Sanctions

1) Une compagnie maritime membre d'une conférence a le droit, sous réserve des dispositions concernant le retrait qui figurent dans les accords de pool et/ou dans les arrangements de participation au trafic, de se libérer, sans encourir de sanctions, des obligations de l'accord de conférence après avoir donné un préavis de trois mois, à moins que l'accord de conférence ne stipule un délai différent, mais elle est tenue de remplir les obligations qui lui incombaient en tant que membre de la conférence à la date à laquelle elle s'est libérée.

2) Une conférence peut, moyennant un préavis dont la durée est spécifiée dans l'accord de conférence, suspendre ou expulser un membre en cas d'infraction grave aux modalités et conditions de l'accord de conférence.

3) L'expulsion ou la suspension ne prennent pas effet avant qu'un avis motivé en ait été donné par écrit et que tout différend ait été réglé comme prévu au chapitre VI.

4) En cas de retrait ou d'expulsion, la compagnie maritime en cause est tenue de payer sa part des obligations financières en cours de la conférence, jusqu'à la date de son retrait ou de son expulsion. En cas de retrait, de suspension ou d'expulsion, elle n'est pas dégagée de ses propres obligations financières découlant de l'accord de conférence ni de ses obligations à l'égard des chargeurs.

Article 5

Discipline interne

1) Les conférences doivent adopter et tenir à jour une liste indicative, aussi complète que possible, des pratiques considérées comme des pratiques irrégulières et/ou des infractions à l'accord de conférence, et elles doivent instituer un appareil efficace de discipline interne applicable à ces pratiques avec des dispositions spécifiques prévoyant :

a) qu'il sera fixé, pour les pratiques irrégulières ou les infractions, des sanctions ou une échelle de sanctions proportionnelles à leur gravité;

b) que les arrêts et/ou les décisions rendus au sujet de plaintes formées contre des pratiques ou infractions feront, à la demande de la conférence ou de toute autre partie en cause, l'objet d'un examen et d'une révision impartiale par une personne ou un organisme n'ayant de lien avec aucune des compagnies maritimes membres de la conférence ni avec les compagnies qui leur sont affiliées;

c) que les autorités compétentes des pays desservis par la conférence et de ceux dont les compagnies maritimes sont membres de ladite conférence seront avisées, sur demande, de la suite donnée aux plaintes formées contre des pratiques irrégulières et/ou des infractions, l'anonymat des parties en cause étant respecté.

2) Les compagnies maritimes et les conférences sont en droit de compter sur la pleine coopération des chargeurs et des organisations de chargeurs dans leurs efforts pour lutter contre les pratiques irrégulières et les infractions.

Article 6

Accords de conférence

Tous les accords de conférence, accords de pool et accords sur les droits d'accostage et de desserte ainsi que les amendements ou autres documents se rapportant directement à ces accords et ayant une incidence sur eux, doivent être mis sur demande, à la disposition des autorités compétentes des pays desservis par la conférence et de ceux dont les compagnies maritimes sont membres de ladite conférence.

CHAPITRE III : RELATIONS AVEC LES CHARGEURS

Article 7

Accords de fidélité

1) Les compagnies maritimes membres d'une conférence ont le droit de passer avec les chargeurs et d'appliquer des accords de fidélité dont le type et la teneur sont arrêtés par voie de consultations entre la conférence et les organisations de chargeurs ou représentants des chargeurs. Ces accords doivent contenir des garanties stipulant explicitement les droits des chargeurs et ceux des membres de la conférence. Ils sont fondés sur le système du contrat ou sur tout autre système également licite.

2) Quels que soient les accords de fidélité conclus, le taux de fret applicable aux chargeurs fidèles doit être compris dans une échelle déterminée de pourcentages du taux de fret applicable aux autres chargeurs. Si une modification de l'écart entre les deux taux entraîne un accroissement des taux appliqués aux chargeurs, elle ne peut entrer en vigueur qu'après un préavis de 150 jours donné aux chargeurs en question ou suivant la pratique régionale et/ou l'accord conclu. Les différends relatifs à une modification de l'écart seront réglés de la manière prévue dans l'accord de fidélité.

3) Un accord de fidélité doit contenir des garanties stipulant explicitement les droits et obligations des chargeurs et ceux des compagnies maritimes membres de la conférence, conformément aux dispositions, entre autres, ci-après :

a) La responsabilité du chargeur jouera pour des cargaisons dont lui-même, la compagnie qui lui est affiliée, sa filiale ou son transitaire contrôle le transport, conformément au contrat de vente des marchandises considérées, sous réserve qu'il n'essaie pas, au moyen d'une échappatoire, d'un subterfuge ou d'un intermédiaire, de détourner des cargaisons en violation de son accord de fidélité.

b) Le contrat de fidélité doit préciser le montant de l'indemnisation effective ou des dommages-intérêts contractuels et/ou de l'amende. Les compagnies membres de la conférence peuvent toutefois décider de fixer les dommages-intérêts à un chiffre plus bas ou de renoncer à demander des dommages-intérêts. En aucun cas, les dommages-intérêts contractuels dus par le chargeur ne dépasseront le montant du fret pour le transport visé, calculé au taux prévu dans le contrat.

c) Le chargeur est en droit de recouvrer intégralement son statut de fidélité, sous réserve de satisfaire aux conditions fixées par la conférence, qui sont spécifiées dans l'accord de fidélité.

d) L'accord de fidélité renfermera :

i) la liste des cargaisons, y compris, le cas échéant, les cargaisons transportées en vrac sans être marquées ni dénombrées, qui sont expressément exclues du champ de l'accord de fidélité;

ii) la définition des conditions dans lesquelles des cargaisons autres que les cargaisons visées à l'alinéa i) ci-dessus sont réputées exclues du champ de l'accord de fidélité;

iii) le mode de règlement des différends se rapportant à l'application des accords de fidélité;

iv) une disposition prévoyant que l'accord de fidélité prendra fin à la demande d'un chargeur ou d'une conférence, sans aucune sanction, à l'expiration d'un préavis spécifié qui est donné par écrit;

v) les conditions d'octroi des dérogations.

4) En cas de différend entre une conférence et une organisation de chargeurs, des représentants de chargeurs et/ou des chargeurs, sur le type ou la teneur d'un projet d'accord de fidélité, l'une ou l'autre des parties peut faire trancher le différend suivant les procédures appropriées instituées dans le présent Code.

Article 8

Dérogations

1) Les conférences prescriront, dans le cadre des accords de fidélité, que les demandes de dérogation des chargeurs seront examinées et qu'une décision sera prise rapidement et, si la dérogation est refusée, que les motifs en seront donnés par écrit, sur demande. Si une conférence ne confirme pas, dans un délai spécifié dans l'accord de fidélité, un espace suffisant pour embarquer les marchandises d'un chargeur dans un délai également spécifié dans ledit accord, le chargeur aura le droit, sans être pénalisé, d'utiliser un navire quelconque pour le transport en question.

2) Dans les ports qui ne sont desservis par les conférences que si la cargaison atteint un minimum spécifié, les chargeurs ont automatiquement le droit, au cas où la compagnie maritime ne fait pas escale malgré l'avis dûment adressé par les chargeurs ou ne répond pas à cet avis dans un délai convenu, d'utiliser tout navire disponible pour le transport de leur cargaison, sans compromettre leur statut de fidélité.

Article 9

Publication des barèmes et des conditions et/ou règlements connexes

Les barèmes, conditions connexes, règlements et toute modification les concernant doivent être, sur demande, mis à la disposition des chargeurs, organisations de chargeurs et autres parties intéressées, à un prix raisonnable, et pourront être consultés dans les bureaux des compagnies maritimes et de leurs agents. Ils doivent énoncer toutes les conditions relatives à l'application des taux de fret et au transport de toutes les cargaisons qu'ils visent.

Article 10

Rapports annuels

Les conférences doivent remettre chaque année aux organisations de chargeurs ou aux représentants de chargeurs des rapports sur leurs activités, destinés à leur donner des renseignements généraux sur toute question présentant un intérêt pour eux, notamment les renseignements pertinents sur les consultations avec les chargeurs et les organisations de chargeurs, la suite donnée aux plaintes, les Changements survenus dans la composition de la conférence et les modifications importantes apportées au service, aux barèmes et aux conditions de transport. Ces rapports annuels doivent être communiqués, sur demande, aux autorités compétentes des pays dont la conférence en cause assure le trafic.

Article 11

Mécanisme de consultation

1) Des consultations doivent avoir lieu sur les questions d'intérêt commun entre la conférence, les organisations de chargeurs, les représentants de chargeurs et, dans la mesure possible, les chargeurs, que l'autorité compétente peut désigner à cette fin, si elle le désire. Ces consultations ont lieu toutes les fois qu'elles sont demandées par l'une quelconque des parties susmentionnées. Les autorités compétentes ont le droit, sur demande, de participer pleinement aux consultations, sans que cela signifie qu'elles jouent un rôle dans l'adoption des décisions.

2) Les questions suivantes, entre autres, peuvent faire l'objet de consultations :

a) modification des conditions générales des barèmes et règlements connexes;

b) modification du niveau général des barèmes et des taux applicables aux produits importants;

c) taux de fret promotionnels et/ou spéciaux;

d) application de surtaxes et modifications les concernant;

e) accords de fidélité, leur établissement ou les modifications à apporter à leur type et à leurs conditions générales;

f) modification du classement des barèmes des ports;

g) méthodes à suivre par les chargeurs pour fournir les renseignements nécessaires sur le volume et la nature probables de leurs cargaisons;

h) présentation des cargaisons à l'embarquement et conditions relatives au préavis d'espace disponible.

3) Dans la mesure où elles entrent dans le champ d'activité d'une conférence, les questions suivantes peuvent également faire l'objet de consultations :

a) fonctionnement des services de contrôle des cargaisons;

b) modification de la structure des services;

c) effets de l'adoption de techniques nouvelles dans le transport des cargaisons, en particulier de l'unitarisation, avec la réduction des services habituels ou la suppression des services directs qui en résulte;

d) adéquation et qualité des services de transport maritime, notamment effets des accords de pool, d'accostage ou de desserte sur l'offre de services de transport maritime et les taux de fret auxquels ces services sont assurés, modification des zones desservies et de la régularité de fréquentation des ports par les navires de la conférence.

4) Des consultations doivent avoir lieu avant l'adoption de décisions finales, à moins que le présent Code n'en dispose autrement. Préavis sera donné de l'intention de prendre des décisions sur des questions visées aux paragraphes 2 et 3 de l'article 11. S'il est impossible de donner un préavis, des décisions urgentes pourront être prises en attendant que des consultations aient lieu.

5) Les consultations commenceront sans retard injustifié et, en tout état de cause, dans un délai maximal fixé par l'accord de conférence ou, à défaut de dispositions dans l'accord, dans les 30 jours suivant la réception de la proposition de consultations, à moins que le présent Code ne stipule des délais différents.

6) Dans les consultations, les parties ne ménageront aucun effort pour apporter les renseignements appropriés, procéder à des échanges de vues en temps opportun et élucider les problèmes aux fins d'y chercher des solutions. Les parties en cause tiendront compte des avis et des difficultés les unes des autres et s'efforceront d'aboutir à un accord compatible avec leur viabilité commerciale.

CHAPITRE IV : TAUX DE FRET

Article 12

Critères à suivre pour la détermination des taux de fret

Pour décider des questions de politique à suivre en matière de barèmes dans tous les cas mentionnés dans le présent Code, il sera tenu compte, sauf disposition contraire, des critères ci-après :

a) Les taux de fret seront fixés au niveau le plus bas qui soit possible du point de vue commercial et permettront aux armateurs de réaliser un profit raisonnable;

b) Les frais d'exploitation des conférences seront, en règle générale, calculés pour le voyage aller et retour, le transport en sortie et en entrée étant considéré comme un tout. Quand il y a lieu, le transport en sortie et le transport en entrée devraient être considérés séparément. Les taux de fret devraient tenir compte entre autres facteurs, de la nature des marchandises, du rapport entre leur poids et leur volume, ainsi que de leur valeur;

c) Dans la fixation de taux de fret promotionnels et/ou de taux de fret spéciaux pour certaines marchandises, les conditions du commerce de ces marchandises provenant des pays desservis par la conférence, en particulier des pays en voie de développement et des pays sans littoral, seront prises en considération.

Article 13

Barèmes des conférences et classement des barèmes

1) Les barèmes des conférences ne doivent pas faire de distinction indue entre chargeurs se trouvant dans une situation similaire. Les compagnies maritimes membres d'une conférence doivent respecter strictement les taux, règles et conditions énoncés dans leurs barèmes et dans les autres documents publiés par la conférence qui sont en cours de validité, ainsi que tous arrangements spéciaux admis par le présent Code.

2) Les barèmes des conférences devraient être rédigés de façon simple et claire, comprendre le moins de classes/catégories possibles, selon les exigences propres à un trafic, et spécifier un taux de fret pour chaque produit et, s'il y a lieu, pour chaque classe/catégorie; ils devraient aussi indiquer, dans la mesure possible, pour faciliter le rassemblement et l'analyse des statistiques, le numéro de la position correspondante du produit dans la Classification type pour le commerce international, dans la Nomenclature douanière de Bruxelles ou dans toute autre nomenclature qui serait adoptée au niveau international; le classement des produits dans les barèmes devrait, autant que possible, être établi en coopération avec les organisations de chargeurs et autres organisations nationales et internationales intéressées.

Article 14

Augmentations générales des taux de fret

1) Par préavis donné 150 jours au moins d'avance, ou suivant la pratique régionale et/ou l'accord conclu, les conférences avisent les organisations de chargeurs ou les représentants des chargeurs et/ou les chargeurs et, quand elles en sont tenues, les autorités compétentes des pays desservis par la conférence, de leur intention d'appliquer une augmentation générale des taux de fret, en indiquant son ordre de grandeur, la date à laquelle elle prendra effet et les raisons qui la motivent.

2) A la demande de l'une quelconque des parties désignées à cette fin dans le présent Code, formulée dans un délai convenu après réception du préavis, des consultations s'ouvriront, conformément aux dispositions pertinentes dudit Code, dans un délai stipulé de 30 jours au plus ou dans le délai préalablement fixé par les parties en cause; les consultations porteront sur les motifs et le montant de l'augmentation envisagée et sur la date à laquelle elle prendra effet.

3) En vue d'accélérer les consultations, une conférence peut, ou, à la demande de l'une quelconque des parties que les dispositions du présent Code autorisent à participer à des consultations sur des augmentations générales des taux de fret, doit soumettre aux participants, si possible dans un délai raisonnable avant les consultations, un rapport de comptables indépendants éminents, y compris, si les parties auteurs de la demande acceptent d'en faire l'un des éléments de base des consultations, une analyse d'ensemble des données concernant les dépenses et les recettes pertinentes qui, de l'avis de la conférence, nécessitent une augmentation des taux de fret.

4) Si les consultations aboutissent à un accord, l'augmentation des taux de fret prend effet à compter de la date indiquée dans le préavis donné conformément au paragraphe 1 de l'article 14, à moins que les parties en cause ne conviennent d'une date ultérieure.

5) Si l'accord ne s'est pas fait dans les 30 jours qui suivent le préavis donné conformément au paragraphe 1 de l'article 14 et sous réserve des procédures prescrites dans le présent Code, la question sera soumise immédiatement à la conciliation obligatoire internationale conformément aux dispositions du chapitre VI. La recommandation des conciliateurs, si elle est acceptée par les parties en cause, sera obligatoire pour elles et elle sera appliquée, sous réserve des dispositions du paragraphe 9 de l'article 14, avec effet à compter de la date mentionnée dans la recommandation des conciliateurs.

6) Sous réserve des dispositions du paragraphe 9 de l'article 14, une conférence peut appliquer une augmentation générale des taux de fret en attendant la recommandation des conciliateurs. En formulant leur recommandation, les conciliateurs devraient tenir compte de l'ampleur de l'augmentation ainsi décidée par la conférence et de la période au cours de laquelle elle a été appliquée. Si la conférence rejette la recommandation des conciliateurs, les chargeurs et/ou les organisations de chargeurs ont le droit de se considérer comme non liés, après un préavis approprié, par tout arrangement ou autre contrat conclu avec cette conférence et de nature à les empêcher de recourir aux services de compagnies maritimes hors conférence. Quand il existe un accord de fidélité, les chargeurs et/ou les organisations de chargeurs notifieront dans les 30 jours qu'ils ne se considèrent plus comme liés par cet accord, la notification prenant effet à compter de la date qui y est mentionnée, et un délai de 30 jours au moins et de 90 jours au plus sera prévu à cet effet dans l'accord de fidélité.
7) Une ristourne qui est due au chargeur et dont le montant a déjà été accumulé par la conférence ne doit pas être retenue par la conférence ou abandonnée à son profit à la suite de décisions prises par le chargeur en application du paragraphe 6 de l'article 14.
8) Si le trafic d'un pays qui est assuré par des compagnies maritimes membres d'une conférence sur une ligne donnée consiste essentiellement en un seul ou en quelques produits principaux, toute augmentation des taux de fret pour un ou plusieurs de ces produits est considérée comme une augmentation générale des taux de fret et les dispositions pertinentes du présent Code sont applicables.
9) Les conférences devraient stipuler que toute augmentation générale des taux de fret devenue effective conformément au présent Code est applicable pendant une période minimale déterminée, compte tenu, dans tous les cas, des règles concernant les surtaxes et les ajustements de taux de fret consécutifs à des fluctuations des taux de change. La question de la durée d'application

d'une augmentation générale des taux de fret peut être considérée au cours de consultations engagées conformément au paragraphe 2 de l'article 14, mais, à moins que les parties en cause n'en conviennent autrement au cours des consultations, il doit s'écouler 12 mois au moins entre la date à laquelle une augmentation générale des taux de fret devient effective et la date à laquelle préavis de l'augmentation générale des taux de fret suivante a été donné conformément au paragraphe 1 de l'article 14.

Article 15

Taux de fret promotionnels

1) Les conférences devraient instaurer des taux de fret promotionnels en faveur des exportations non traditionnelles.

2) Tous les renseignements nécessaires et normalement exigibles qui justifient l'application d'un taux de fret promotionnel seront fournis à la conférence par les chargeurs, organisations de chargeurs ou représentants de chargeurs intéressés.

3) Il sera institué des procédures spéciales permettant de statuer sur les demandes de taux de fret promotionnels dans les 30 jours qui suivent la date de réception des renseignements, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Ces procédures seront entièrement distinctes des procédures générales à suivre quand il s'agit d'examiner la possibilité de réduire les taux de fret pour d'autres produits ou de les exempter d'une augmentation des taux.

4) La conférence informera les chargeurs et/ou les organisations de chargeurs et, sur demande, les gouvernements et/ou les autres autorités compétentes des pays dont elle assure le trafic, des procédures suivies pour examiner les demandes de taux de fret promotionnels.

5) Les taux de fret promotionnels seront fixés normalement pour une période de 12 mois, à moins que les parties intéressées n'en conviennent autrement. Avant l'expiration de cette période, le taux de fret promotionnel sera revu à la demande du chargeur et/ou de l'organisation de chargeurs intéressée, et il appartiendra alors au chargeur et/ou à l'organisation de chargeurs de prouver, à la demande de la conférence, que le maintien du taux promotionnel au-delà de la période initiale est justifié.

6) Quand elle examine une demande de taux de fret promotionnel, la conférence peut tenir compte de ce que le taux, tout en favorisant l'exportation du produit non traditionnel pour lequel il est sollicité, n'est pas de nature à fausser notablement la concurrence avec les exportations d'un produit analogue en provenance d'un autre pays desservi par la conférence.

7) Les taux de fret promotionnels ne seront pas exempts de l'imposition d'une surtaxe ou d'un coefficient d'ajustement monétaire établis conformément aux articles 16 et 17.

8) Chaque compagnie maritime membre d'une conférence desservant les ports appropriés dans un trafic assuré par la conférence acceptera, et ne refusera pas sans raisons sérieuses, une part équitable des cargaisons pour lesquelles la conférence a fixé un taux de fret promotionnel.

Article 16

Surtaxes

1) Les surtaxes imposées par une conférence pour tenir compte d'augmentations subites ou extraordinaires des coûts ou de pertes de recettes seront réputées temporaires. Elles seront réduites en fonction des améliorations de la situation ou des circonstances auxquelles elles devaient remédier et seront supprimées, sous réserve des dispositions du paragraphe 6 de l'article 16, dès que la situation ou les circonstances qui en ont motivé l'adoption auront disparu. Ces indications seront données au moment de l'imposition de la surtaxe, et il sera précisé en même temps, autant que possible, quel changement de situation ou de circonstances conduira à relever, à réduire ou à supprimer la surtaxe.

2) Les surtaxes imposées sur les cargaisons entrant dans un port déterminé ou en sortant seront de même réputées temporaires et seront de même augmentées, réduites ou annulées, sous réserve des dispositions du paragraphe 6 de l'article 16, quand les conditions dans ce port changeront.

3. Avant l'imposition d'une surtaxe, qu'elle soit générale ou ne vise qu'un port déterminé, préavis devrait en être donné et les consultations auront lieu sur demande, suivant les procédures prescrites dans le présent Code, entre la conférence intéressée et les autres parties directement touchées par la surtaxe et désignées dans le présent Code comme admises à participer à ces consultations, sauf si des circonstances exceptionnelles justifient l'imposition immédiate de la surtaxe. Si une surtaxe a été imposée sans consultation préalable, des consultations auront lieu sur demande le plus tôt possible après l'imposition de la surtaxe. Avant ces consultations, les conférences produiront les données qui, à leur avis, justifient l'imposition de la surtaxe.

4. A moins que les parties n'en conviennent autrement dans les 15 jours qui suivent la réception d'un préavis donné conformément au paragraphe 3 de l'article 16, s'il n'y a pas accord sur la question de la surtaxe entre les parties en cause visées dans ledit article, il sera fait application des dispositions pertinentes du présent Code relatives au règlement des différends. A moins que les parties intéressées n'en conviennent autrement, la surtaxe peut cependant être imposée en attendant le règlement du différend, si le différend n'est toujours pas réglé à la fin de la période de 30 jours qui suit la réception du préavis susmentionné.

5. Si une surtaxe est imposée dans des circonstances exceptionnelles sans qu'il y ait eu consultation préalable conformément au paragraphe 3 de l'article 16 et que l'accord ne se fasse pas au cours de consultations ultérieures, il sera fait application des dispositions pertinentes du présent Code relatives au règlement des différends.

6) Une perte financière subie par les compagnies maritimes membres d'une conférence en raison d'un retard découlant de consultations et/ou d'autres procédures destinées à régler les différends relatifs à l'imposition de surtaxes, conformément aux dispositions du présent Code, par rapport à la date à laquelle la surtaxe devait être imposée en vertu du préavis donné conformément au paragraphe 3 de l'article 16, peut être compensée par une prolongation équivalente de la durée d'application de la surtaxe avant sa suppression. Inversement, dans le cas d'une surtaxe imposée par la conférence et ultérieurement réputée et reconnue injustifiée ou excessive à la suite de consultations ou d'autres procédures prescrites dans le présent Code, les sommes ainsi perçues ou la fraction ainsi réputée excessive sont, sauf accord contraire, remboursées aux parties intéressées, si celles-ci le demandent, dans les 30 jours qui suivent leur demande.

Article 17

Modifications des parités monétaires

1) Les modifications des parités monétaires, y compris la dévaluation ou la réévaluation officielle, quand elles entraînent des modifications dans les coûts et/ou recettes d'exploitation globaux des compagnies maritimes membres d'une conférence se rapportant à leurs opérations dans le cadre de la conférence, sont une raison valable pour appliquer un coefficient d'ajustement monétaire ou modifier les taux de fret. Les ajustements ou les modifications seront tels que, tout compte fait, ils n'entraînent, autant que possible, ni gain ni perte pour les compagnies membres. Ils peuvent prendre la forme de surcotes ou de décotes, ou de relèvements ou d'abaissements des taux de fret.

2) Ces ajustements ou modifications s'entendent sous réserve d'un préavis, qui devra être donné conformément à la pratique régionale, quand il en existe une, et des consultations auront lieu, conformément aux dispositions du présent Code, entre la conférence intéressée et les autres parties directement en cause et

désignées dans le présent Code comme admises à participer à des consultations, sauf si des circonstances exceptionnelles justifient l'imposition immédiate du coefficient d'ajustement monétaire ou d'une modification des taux de fret. S'il y a eu ajustement ou modification sans consultation préalable, des consultations auront lieu le plus tôt possible par la suite. Les consultations devraient porter sur l'application, le montant et la date d'entrée en vigueur du coefficient d'ajustement monétaire ou de la modification des taux de fret, et les procédures à suivre seront les mêmes que celles qui sont stipulées aux paragraphes 4 et 5 de l'article 16 concernant les surtaxes. Ces consultations devraient avoir lieu et être terminées dans un délai ne dépassant pas 15 jours à compter de la date à laquelle l'intention d'appliquer une surcote ou d'effectuer une modification des taux de fret est annoncée.

3) Si l'accord n'intervient pas dans les 15 jours, par voie de consultations, il sera fait application des dispositions pertinentes du présent Code relatives au règlement des différends.

4) Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 16 s'appliquent, adaptées selon les besoins, aux coefficients d'ajustement monétaire et aux modifications des taux de fret dont il est question dans le présent article.

CHAPITRE V : QUESTIONS DIVERSES

Article 18

Navires d'attaque

Les membres d'une conférence n'utiliseront pas de navires d'attaque, dans son trafic, pour supprimer, empêcher ou réduire la concurrence en forçant une compagnie maritime non membre de la conférence à se retirer dudit trafic.

Article 19

Adéquation des services

1) Les conférences devraient prendre les mesures nécessaires et appropriées pour que les compagnies membres assurent des services réguliers, suffisants et efficaces, aussi fréquents que l'exige le trafic qu'elles desservent, et règlent ces services de manière à éviter, autant que possible, des voyages trop rapprochés ou trop espacés. Les conférences devraient aussi étudier les mesures spéciales qui pourraient être nécessaires pour organiser les services de manière à faire face aux variations saisonnières dans le volume des cargaisons.

2) Les conférences et les autres parties désignées dans le présent Code comme admises à participer aux consultations, y compris les autorités compétentes si elles le désirent, devraient suivre de près la demande de tonnage, l'adéquation et le caractère approprié des services et, en particulier, les possibilités de les rationaliser et d'en accroître l'efficacité, et assurer entre elles une coopération étroite à ces égards. Les avantages découlant manifestement d'une rationalisation des services seront dûment répercutés sur le niveau des taux de fret.

3) Dans les ports qui ne sont desservis par les conférences que si la cargaison atteint un minimum spécifié, ledit minimum sera indiqué dans le barème. Les chargeurs devraient notifier en temps voulu l'existence d'une telle cargaison.

Article 20

Siège de la conférence

En règle générale, la conférence aura son siège dans un pays dont elle assure le trafic, à moins que les compagnies maritimes membres de la conférence n'en conviennent autrement.

Article 21

Représentation

Les conférences instituent une représentation locale dans tous les pays dont elles assurent le trafic, mais, si des raisons pratiques s'y opposent, la représentation pourra se faire au niveau régional. Le nom et l'adresse des représentants devront être faciles à obtenir et ces représentants devront veiller à ce que chargeurs et conférences soient rapidement informés de leurs vues respectives, de façon à accélérer l'adoption de décisions. Quand elle l'estimera utile, la conférence déléguera des pouvoirs de décision suffisants à ses représentants.

Article 22

Contenu des accords de conférence, des accords de participation au trafic et des accords de fidélité

Les accords de conférence, les accords de participation au trafic et les accords de fidélité doivent être conformes aux dispositions pertinentes du présent Code et peuvent comprendre toutes autres dispositions dont il pourrait être convenu et qui ne soient pas incompatibles avec ledit Code.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS ET MECANISME EN VUE DU REGLEMENT DES DIFFERENDS

A. Dispositions générales

Article 23

1) Les dispositions du présent chapitre s'appliquent dans le cas d'un différend relatif à l'application ou à la mise en oeuvre des dispositions du présent Code entre les parties ci-après :

a) une conférence et une compagnie maritime;

b) les compagnies maritimes membres d'une conférence;

c) une conférence ou une compagnie maritime membre d'une conférence et une organisation de chargeurs ou des représentants de chargeurs ou des chargeurs;

d) deux ou plusieurs conférences.

Aux fins du présent chapitre, le terme "partie" désigne les parties initiales au différend ainsi que les tierces parties qui se sont jointes à l'instance conformément à l'alinéa a) de l'article 34.

2) Les différends entre compagnies maritimes battant le même pavillon, ainsi qu'entre organisations appartenant au même pays, seront réglés dans le cadre de la juridiction nationale de ce pays, à moins qu'il n'en résulte de sérieuses difficultés dans l'application des dispositions du présent Code.

3) Les parties à un différend s'efforcent d'abord de le régler par un échange de vues ou par des négociations directes dans l'intention de trouver une solution mutuellement satisfaisante.

4) Les différends entre les parties visées au paragraphe 1 de l'article 23 relatifs :

a) au refus d'admission d'une compagnie maritime nationale à une conférence assurant le trafic extérieur du pays de cette compagnie maritime;

b) au refus d'admission à une conférence d'une compagnie maritime d'un pays tiers;

c) à l'expulsion d'une conférence;

d) à l'incompatibilité d'un accord de conférence avec le présent Code;

e) à une augmentation générale des taux de fret;

f) aux surtaxes;

g) aux modifications des taux de fret, ou à l'imposition d'un coefficient d'ajustement monétaire par suite de modifications des parités;

h) à la participation au trafic;

i) au type et à la teneur d'accords de fidélité envisagés,

qui n'ont pas été réglés par un échange de vues ou par des négociations directes sont à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la conciliation obligatoire internationale conformément aux dispositions du présent chapitre.

Article 24

1) L'instance en conciliation est introduite à la demande de l'une des parties au différend.

2) La demande est faite :

a) pour les différends relatifs à la participation à une conférence : au plus tard 60 jours à compter de la date à laquelle le postulant a reçu la décision motivée de la conférence, conformément au paragraphe 4 de l'article premier et au paragraphe 3 de l'article 4;

b) pour les différends relatifs à une augmentation générale des taux de fret : au plus tard à la date d'expiration du préavis spécifié au paragraphe 1 de l'article 14;

c) pour les différends relatifs aux surtaxes : au plus tard à la date d'expiration de la période de 30 jours spécifiée au paragraphe 4 de l'article 16 ou, si aucun préavis n'a été donné, au plus tard 15 jours à compter de la date à laquelle la surtaxe est entrée en vigueur;

d) pour les différends relatifs à des modifications des taux de fret ou à l'imposition d'un coefficient d'ajustement monétaire par suite de modifications des parités : au plus tard cinq jours après la date d'expiration de la période spécifiée au paragraphe 3 de l'article 17.

3) Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 24 ne s'appliquent pas à un différend soumis à la conciliation obligatoire internationale conformément au paragraphe 3 de l'article 25.

4) Des demandes de conciliation peuvent être présentées à tout moment pour des différends autres que ceux dont il est question au paragraphe 2 de l'article 24.

5) Les délais spécifiés au paragraphe 2 de l'article 24 peuvent être prolongés par entente entre les parties.

6) Une demande de conciliation sera réputée avoir été dûment faite s'il est prouvé qu'elle a été adressée à l'autre partie par lettre recommandée, télégramme ou télé-imprimeur ou qu'elle lui a été signifiée dans les délais spécifiés aux paragraphes 2 ou 5 de l'article 24.

7) Si aucune demande n'a été faite dans les délais spécifiés aux paragraphes 2 ou 5 de l'article 24, la décision de la conférence sera définitive et aucune partie au différend ne pourra introduire d'instance en invoquant les dispositions du présent chapitre à l'encontre de cette décision.

Article 25

1) Si les parties sont convenues que les différends visés aux alinéas a), b), c), d), h) et i) du paragraphe 4 de l'article 23 seront réglés suivant des procédures autres que celles qui sont définies dans ledit article ou conviennent de procédures pour régler un différend particulier né entre elles, ces différends sont réglés, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, conformément à leur convention.

2) Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 25 s'appliquent aussi aux différends mentionnés aux alinéas e), f) et g) du paragraphe 4 de l'article 23, à moins que la législation, les règles ou les réglementations nationales n'empêchent les chargeurs d'avoir cette liberté de choix.

3) Si une instance en conciliation a été introduite, elle a la préséance sur les recours existant en droit national. Si une partie invoque les dispositions du droit national à propos d'un différend auquel s'applique le présent chapitre sans demander qu'il soit recouru aux procédures prévues dans ledit chapitre, l'instance, à la demande d'une partie adverse à cette instance, est suspendue et le différend est soumis aux procédures définies dans le présent chapitre par le tribunal ou l'autorité devant qui les dispositions du droit national ont été invoquées.

Article 26

1) Les Parties contractantes conféreront aux conférences et aux organisations de chargeurs la capacité nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre et, en particulier :

a) une conférence ou une organisation de chargeurs pourra introduire une instance en tant que partie ou être désignée comme partie à une instance à titre collectif;

b) une notification adressée à une conférence ou à une organisation de chargeurs à titre collectif constituera également une notification à chaque membre de cette conférence ou organisation de chargeurs;

c) une notification faite à une conférence ou à une organisation de chargeurs sera envoyée à l'adresse du siège de la conférence ou de l'organisation de chargeurs. Chaque conférence ou organisation de chargeurs dépose l'adresse de son siège auprès du Greffier désigné conformément au paragraphe 1 de l'article 46. Si une conférence ou une organisation ne dépose pas l'adresse de son siège ou n'a pas de siège, une notification adressée à un membre quelconque à l'intention de la conférence ou de l'organisation de chargeurs sera réputée être une notification adressée à cette conférence ou organisation.

2) L'acceptation ou le rejet d'une recommandation des conciliateurs par une conférence ou une organisation de chargeurs est réputé constituer acceptation ou rejet de ladite recommandation par chaque membre de la conférence ou organisation.

Article 27

A moins que les parties n'en conviennent autrement, les conciliateurs pourront décider de faire une recommandation en se fondant sur des communications écrites, sans procédure orale.

B. Conciliation obligatoire internationale

Article 28

Dans la conciliation obligatoire internationale, les autorités compétentes d'une Partie contractante participent, sur leur demande, à l'instance en conciliation pour soutenir la cause d'une partie qui est ressortissant de cette Partie contractante, ou d'une partie à un différend surgissant dans le cadre du commerce extérieur de ladite Partie contractante. Les autorités compétentes peuvent également participer à cette instance en conciliation en qualité d'observateur.

Article 29

1) Dans la conciliation obligatoire internationale, la procédure a lieu à l'endroit convenu à l'unanimité des parties ou, en l'absence d'unanimité, à l'endroit déterminé par les conciliateurs.
2) Pour déterminer l'endroit où la procédure de conciliation aura lieu, les parties et les conciliateurs tiennent compte notamment des pays que le différend concerne étroitement, eu égard au pays de la compagnie maritime en cause et, spécialement quand le différend porte sur une cargaison, au pays d'où la cargaison provient.

Article 30

1) Aux fins du présent chapitre, il sera constitué un Tableau international de conciliateurs composé d'experts renommés en droit, en économie des transports par mer, ou en commerce extérieur et en finances, au choix des Parties contractantes, lesquels exerceront leur charge en toute indépendance.

2) Chaque Partie contractante pourra à tout moment désigner jusqu'à 12 membres à inscrire au Tableau et elle communiquera leur nom au Greffier. Les désignations seront faites pour des périodes de six ans chacune et seront renouvelables. En cas de décès, d'empêchement ou de démission d'un membre inscrit au Tableau, la Partie contractante qui l'a désigné désignera un remplaçant pour le reste de la durée du mandat. Une désignation prend effet à la date à laquelle le Greffier en reçoit communication.

3) Le Greffier tiendra le Tableau à jour et informera régulièrement les Parties contractantes de la composition dudit Tableau.

Article 31

1) La conciliation a pour but d'arriver à un règlement amiable du différend au moyen de recommandations formulées par des conciliateurs indépendants.

2) Les conciliateurs délimitent et précisent les questions en litige, demandent aux parties des renseignements à cette fin et, sur la base de ces renseignements, soumettent aux parties une recommandation en vue du règlement du différend.

3) Les parties coopèrent de bonne foi avec les conciliateurs afin de les mettre en mesure d'exercer leurs fonctions.

4) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 25, les parties au différend peuvent à tout moment, au cours de la procédure de conciliation, décider d'un commun accord d'avoir recours à une autre procédure de règlement du différend qui les oppose. Les parties à un différend qui a été soumis à des procédures autres que celles qui sont prévues dans le présent chapitre peuvent décider d'un commun accord d'avoir recours à la conciliation obligatoire internationale.

Article 32

1) La procédure de conciliation est menée par un conciliateur unique ou par un nombre impair de conciliateurs agréés ou désignés par les parties.
2) Si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur le nombre ou la désignation des conciliateurs comme prévu au paragraphe 1 de l'article 32, la procédure de conciliation est menée par trois conciliateurs, désignés l'un par une partie dans le mémoire introductif d'instance, l'autre par l'autre partie dans la réplique, le troisième par les deux conciliateurs ainsi désignés, lequel fera fonction de président.
3) Si la réplique ne nomme pas de conciliateur devant être désigné dans les cas où le paragraphe 2 de l'article 32 serait applicable, le deuxième conciliateur, dans les 30 jours qui suivent la réception du mémoire introductif d'instance, est choisi par voie de tirage au sort par le conciliateur désigné dans le mémoire introductif d'instance parmi les membres du Tableau désignés par la Partie contractante ou les Parties contractantes dont le(s) défendeur(s) est (sont) ressortissant(s).
4) Si l s conciliateurs désignés conformément aux paragraphes 2 ou 3 de l'article 32 ne peuvent s'entendre, dans les 15 jours qui suivent la désignation du deuxième, sur la désignation du troisième, celui-ci, dans les 5 jours suivants, est choisi par voie de tirage au sort par les conciliateurs désignés. Avant le tirage au sort

a) aucun membre du Tableau de conciliateurs ayant la même nationalité que l'un ou l'autre des deux conciliateurs désignés ne peut être choisi par voie de tirage au sort;

b) chacun des deux conciliateurs désignés peut récuser de la liste du Tableau de conciliateurs un nombre égal de conciliateurs, étant entendu qu'il doit rester au moins 30 membres du Tableau susceptibles d'être choisis par voie de tirage au sort.

Article 33

1) Si plusieurs parties demandent une conciliation avec le même défendeur au sujet du même problème ou de problèmes étroitement liés, le défendeur peut demander la jonction d'instances.

2) La demande de jonction d'instances est examinée par les présidents des conciliateurs choisis jusque-là, qui statuent à la majorité des voix. Si la demande est déclarée recevable, les présidents désignent les conciliateurs chargés d'examiner les instances jointes parmi les conciliateurs déjà désignés ou choisis, étant entendu que les conciliateurs seront choisis en nombre impair et que le premier conciliateur désigné par chaque partie sera l'un des conciliateurs chargé des instances jointes.

Article 34

Si une instance de conciliation a été introduite, toute partie autre qu'une autorité compétente visée à l'article 28 peut se joindre à l'instance :

soit

a) en qualité de partie, si elle a un intérêt économique direct dans l'affaire,

soit

b) pour soutenir la cause de l'une des parties initiales, si elle a un intérêt économique indirect dans l'affaire,

à moins que l'une ou l'autre des parties initiales ne s'oppose à cette jonction.

Article 35

1) Les recommandations des conciliateurs seront faites conformément aux dispositions du présent Code.

2) En cas de silence du Code sur un point, les conciliateurs appliqueront le droit que les parties détermineront d'un commun accord au moment de l'ouverture de l'instance en conciliation ou en cours d'instance, mais, au plus tard, au moment de la production des preuves. A défaut d'un tel accord, le droit applicable sera celui qui, de l'avis des conciliateurs, se rapporte le plus étroitement au différend.

3) Les conciliateurs ne statueront pas sur le différend ex aequo et bono, à moins que les parties n'en conviennent ainsi après que le différend est né.

4) Les conciliateurs ne peuvent prononcer le non liquet sous prétexte de l'obscurité du droit.

5) Les conciliateurs peuvent recommander les mesures correctives et réparations prescrites par le droit applicable au différend.

Article 36

Les recommandations des conciliateurs seront accompagnées d'un exposé des motifs.

Article 37

1) A moins que les parties ne conviennent avant, pendant ou après la procédure de conciliation, que la recommandation des conciliateurs aura force obligatoire, la recommandation devient obligatoire du fait de l'acceptation par les parties. Une recommandation qui a été acceptée par quelques parties à un différend est obligatoire entre ces parties seulement.

2) L'acceptation de la recommandation doit être signifiée par les parties aux conciliateurs, à l'adresse indiquée par eux, dans les 30 jours qui suivent la réception de la notification de la recommandation; sinon, la recommandation sera réputée n'avoir pas été acceptée.

3) Toute partie qui n'accepte pas la recommandation signifiera aux conciliateurs et aux autres parties, par écrit et en détail, dans les 30 jours qui suivent le délai mentionné au paragraphe 2 de l'article 37, les moyens qu'elle invoque pour rejeter la recommandation.

4) Si la recommandation a été acceptée par les parties, les conciliateurs dressent et signent un procès-verbal de règlement, la recommandation devenant alors obligatoire pour ces parties. Si la recommandation n'a pas été acceptée par toutes les parties, les conciliateurs établissent un rapport concernant les parties qui rejettent la recommandation, mentionnant le différend et le fait que ces parties ne l'ont pas réglé.

5) Une recommandation qui est devenue obligatoire pour les parties sera exécutée par elles immédiatement ou à une date ultérieure spécifiée dans la recommandation.

6) Une partie peut subordonner son acceptation à celle de toutes les parties ou de l'une quelconque des autres parties au différend.

Article 38

1) Une recommandation constitue un règlement final d'un différend entre les parties qui l'acceptent, sauf dans la mesure où elle n'est pas reconnue et exécutée conformément aux dispositions de l'article 39.

2) Le mot "recommandation" comprend toute interprétation, clarification ou révision de la recommandation par les conciliateurs avant l'acceptation de la recommandation.

Article 39

1) Chaque Partie contractante reconnaîtra une recommandation comme ayant force obligatoire entre les Parties qui l'ont acceptée et, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 39, elle assurera l'exécution, à la demande d'une de ces parties, de toutes les obligations imposées par la recommandation comme s'il s'agissait d'un jugement final rendu par un tribunal de ladite Partie contractante.

2) Une recommandation ne sera pas reconnue et exécutée à la demande d'une partie visée au paragraphe 1 de l'art cle 39 dans le seul cas où le tribunal ou autre autorité compétente du pays où la reconnaissance ou l'exécution est demandée acquiert la certitude que :

a) une partie qui a accepté la recommandation était, en vertu de la loi à elle applicable, frappée d'une incapacité légale au moment de l'acceptation;

b) le prononcé de la recommandation a été obtenu par dol ou contrainte;

c) la recommandation est contraire à l'ordre public du pays où elle doit être exécutée; ou

d) la composition du groupe de conciliateurs ou la procédure de conciliation n'était pas conforme aux dispositions du présent Code.

3) Une partie quelconque de la recommandation ne sera pas reconnue et exécutée si le tribunal ou autre autorité compétente acquiert la certitude que cette partie tombe sous le coup de l'un des alinéas du paragraphe 2 de l'article 39 et peut être dissociée du reste de la recommandation. Si la partie en question ne peut être dissociée, la recommandation tout entière ne sera ni reconnue ni exécutée.

Article 40

1) Si la recommandation a été acceptée par toutes les parties, la recommandation et les motifs à l'appui pourront être rendus publics avec le consentement de toutes les parties.

2) Si la recommandation a été rejetée par une ou plusieurs parties, mais a été acceptée par une ou plusieurs parties :

a) la partie ou les parties qui rejettent la recommandation rendent publics les moyens qu'elles ont invoqués à cette fin conformément au paragraphe 3 de l'article 37 et pourront en même temps rendre publics la recommandation et les motifs à l'appui;

b) une partie qui a accepté la recommandation pourra rendre publics la recommandation et les motifs à l'appui; elle pourra également rendre publics les moyens invoqués par toute autre partie pour rejeter la recommandation, à moins que cette autre partie n'ait déjà rendu publics son rejet et les moyens qu'elle a invoqués conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 40.

3) Si la recommandation n'a été acceptée par aucune des parties, chaque partie peut rendre publics la recommandation et les motifs à l'appui, ainsi que son propre rejet et les moyens qu'elle a invoqués.

Article 41

1) Les documents et exposés contenant des renseignements de fait remis par l'une quelconque des parties aux conciliateurs seront rendus publics à moins que cette partie ou une majorité des conciliateurs n'en convienne autrement.
2) Les documents et exposés ainsi remis par une partie pourront être produits par elle à l'appui de sa thèse dans toute instance ultérieure découlant du même différend et introduite entre les mêmes parties.

Article 42

Si la recommandation n'est pas devenue obligatoire pour les parties, aucune des vues exprimées ou aucun des motifs donnés par les conciliateurs, ou aucune des concessions ou offres faites par les parties aux fins de l'instance en conciliation ne portera atteinte aux droits et obligations d'ordre juridique de l'une quelconque des parties.

Article 43

1) a) Les frais des conciliateurs et tous les frais relatifs au déroulement de l'instance en conciliation seront supportés à parts égales par les parties à l'instance, à moins qu'elles n'en conviennent autrement.

b) Une fois que l'instance en conciliation a été introduite, les conciliateurs pourront demander une avance ou une garantie pour les frais visés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 43.

2) Chaque partie prend à sa charge toutes les dépenses qu'elle encourt aux fins de l'instance, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

3) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 43, les conciliateurs peuvent, s'ils ont décidé à l'unanimité qu'une partie a introduit une instance à des fins vexatoires ou à la légère, mettre à la charge de cette partie une fraction ou la totalité des frais encourus par les autres parties à l'instance. Cette décision sera définitive et obligatoire pour toutes les parties.

Article 44

1) Le défaut de comparaître ou de conclure d'une partie, à un moment quelconque de la procédure, ne sera pas réputé reconnaissance des prétentions de l'autre partie. En pareil cas, l'autre partie aura le choix de prier les conciliateurs de clore la procédure ou de statuer sur les questions qui leur ont été soumises et de formuler une recommandation conformément aux dispositions énoncées dans le présent Code.

2) Avant de clore la procédure, les conciliateurs accorderont à la partie qui n'a pas comparu ou conclu un délai de grâce ne dépassant pas 10 jours, à moins qu'ils n'aient acquis la certitude que ladite partie n'a pas l'intention de comparaître ou de conclure.

3) L'inobservation des délais de procédure prévus dans le présent Code ou fixés par les conciliateurs, en particulier des délais relatifs à la présentation des exposés ou des renseignements, sera réputée défaut de conclure.

4) Si l'instance a été close en raison du défaut de l'une des parties de comparaître ou de conclure, les conciliateurs dresseront un procès-verbal constatant ce défaut.

Article 45

1) Les conciliateurs suivront les procédures stipulées dans le présent Code.

2) Les règles de procédure annexées à la présente Convention seront considérées comme des règles types destinées à guider les conciliateurs. Les conciliateurs pourront d'un commun accord utiliser, compléter ou modifier les règles énoncées dans l'Annexe ou formuler leurs propres règles de procédure, pourvu que ces règles complémentaires, les règles modifiées ou autres règles, ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent Code.

3) Les parties, si elles conviennent que ce peut être favorable à un règlement rapide et peu onéreux de l'instance en conciliation, pourront arrêter d'un commun accord des règles de procédure qui ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent Code.

4) Les conciliateurs formuleront les recommandations par consensus ou, à défaut, statueront à la majorité.

5) L'instance en conciliation prendra fin et la recommandation des conciliateurs sera formulée au plus tard six mois après la date à laquelle les conciliateurs ont été désignés, exception faite des cas visés aux alinéas e), f) et g) du paragraphe 4 de l'article 23, pour lesquels les délais fixés au paragraphe 1 de l'article 14 et au paragraphe 4 de l'article 16 sont valables. Cette période de six mois peut être prolongée par accord entre les parties.

C. Mécanisme institutionnel

Article 46

1) Six mois avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et compte tenu des vues exprimées par les Parties contractantes, désignera un Greffier qui pourra être assisté du personnel supplémentaire nécessaire à l'exercice des fonctions énumérées au paragraphe 2 de l'article 46. L'Office des Nations Unies à Genève assurera les services administratifs dont le Greffier et le personnel qui l'assiste auront besoin.

2) Le Greffier exercera les fonctions ci-après en consultation, le cas échéant, avec les Parties contractantes :

a) tenir à jour la liste des conciliateurs du Tableau international de conciliateurs et informer régulièrement les Parties contractantes de la composition du Tableau;

b) communiquer sur leur demande aux parties intéressées le nom et l'adresse des conciliateurs;

c) recevoir et garder copie des demandes de conciliation, répliques recommandations, acceptations ou rejets des recommandations et des motifs invoqués à l'appui,

d) fournir sur leur demande et à leurs frais aux organisations de chargeurs, conférences et gouvernements, copie des recommandations et des motifs invoqués pour les rejeter, sous réserve des dispositions de l'article 40;

e) rendre disponibles des renseignements de caractère non confidentiel sur les instances en conciliation terminées, et sans attribution aux parties intéressées, aux fins de la préparation de matériaux pour la Conférence de révision mentionnée à l'article 52;

f) toutes autres fonctions que l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 26 et les paragraphes 2 et 3 de l'article 30 assignent au Greffier.

CHAPITRE VII : CLAUSES FINALES

Article 47

Mise en application

1) Chaque Partie contractante adoptera les dispositions législatives ou autres mesures qui peuvent être nécessaires pour la mise en application de la présente Convention.

2) Chaque Partie contractante communiquera au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui sera le dépositaire, le texte des dispositions législatives ou autres mesures qu'elle a adoptées pour mettre en application la présente Convention.

Article 48

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1) La présente Convention restera ouverte à la signature du ler juillet 1974 au 30 juin 1975 inclus au Siège de l'Organisation des Nations Unies et restera ensuite ouverte à l'adhésion.

2) Tous les Etats ont le droit de devenir Parties contractantes à la présente Convention par :

a) signature, sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

b) signature, sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou

c) adhésion.

3) La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectueront par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du dépositaire.

Article 49

Entrée en vigueur

1) La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle 24 Etats au moins dont le tonnage global représente au moins 25 p. 100 du tonnage mondial seront devenus Parties contractantes à ladite Convention conformément à l'article 48. Aux fins du présent article, le tonnage retenu sera celui qui figure dans le Lloyd's Register of Shipping, Statistical Tables 1973, tableau 2, "World Fleets - Analysis by Principal Types", en ce qui concerne les navires de charge classiques (y compris les bâtiments mixtes) et porte-conteneurs (entièrement cellulaires), à l'exclusion de la flotte de réserve des Etats-Unis d'Amérique et des flottes des Grands Lacs du Canada et des Etats-Unis d'Amérique 1/.

2) Pour chaque Etat qui le ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère par la suite, la présente Convention entrera en vigueur six mois après le dépôt, par cet Etat, de l'instrument approprié.

3) Tout Etat qui devient Partie contractante à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'un amendement est, faute d'avoir exprimé une intention différente, réputé :

a) partie à la présente Convention telle qu'elle aura été amendée; et

b) partie à la Convention non amendée au regard de toute partie à la présent Convention qui n'est pas liée par l'amendement.

1/ Les tonnages requis aux fins du paragraphe 1 de l'article 49 sont indiqués dans l'annexe I du rapport de la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes sur sa deuxième partie (TD/CODE/10).

Article 50

Dénonciation

1) La présente Convention pourra être dénoncée par l'une quelconque des Parties contractantes à tout moment après l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur.
2) La dénonciation s'effectuera par notification écrite adressée au dépositaire et elle prendra effet un an après la date de réception par le dépositaire ou à l'expiration de toute période plus longue qui serait spécifiée dans l'instrument de dénonciation.

Article 51

Amendements

1) Toute Partie contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements à la présente Convention en les communiquant au dépositaire. Le dépositaire transmettra ces amendements aux Parties contractantes, pour acceptation, ainsi que, pour information, aux Etats ayant le droit de devenir Parties contractantes à la présente Convention qui ne sont pas Parties contractantes.
2) Chaque amendement proposé qui est transmis conformément au paragraphe 1 de l'article 51 sera réputé accepté si aucune Partie contractante ne communique au dépositaire d'objection à cet amendement dans les 12 mois qui suivent la date de sa transmission par le dépositaire. Si une Partie contractante communique une objection à l'amendement proposé, cet amendement ne sera pas réputé accepté et ne sera pas mis en vigueur.
3) Si aucune objection n'a été communiquée, l'amendement entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes six mois après l'expiration de la période de 12 mois mentionnée au paragraphe 2 de l'article 51.

Article 52

Conférences de révision

1) Une Conférence de révision sera convoquée par le dépositaire cinq ans après la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, aux fins de passer en revue le fonctionnement de la Convention, eu égard en particulier à son application et d'examiner et adopter les amendements appropriés.

2) Le dépositaire, quatre ans après la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, sollicitera les vues de tous les Etats ayant le droit d'assister à la Conférence de révision et, sur la base des opinions reçues, établira et fera distribuer un projet d'ordre du jour ainsi que les amendements proposés à l'examen de la Conférence.

3) D'autres conférences de révision seront de même réunies tous les cinq ans, ou à tout autre moment après la première Conférence de révision, à la demande du tiers des Parties contractantes à la présente Convention, à moins que la première Conférence de révision n'en décide autrement.

4) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 52, si la présente Convention n'est pas entrée en vigueur dans les cinq années qui suivront la date d'adoption de l'Acte final de la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes, une Conférence de révision sera, à la demande d'un tiers des Etats ayant le droit de devenir Parties contractantes à la présente Convention, convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, aux fins de passer en revue les dispositions de la Convention et de son annexe et d'examiner et adopter les amendements appropriés.

Article 53

Fonctions du dépositaire

1) Le dépositaire notifiera aux Etats signataires et adhérents :

a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions conformément à l'article 48;

b) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 49;

c) les dénonciations de la présente Convention conformément à l'article 50;

d) les réserves à la présente Convention et le retrait de réserves;

e) le texte des dispositions législatives ou autres mesures que chaque Partie contractante a adoptées pour mettre la présente Convention en application conformément à l'article 47;

f) les amendements proposés et les objections aux amendements proposés conformément à l'article 51; et

g) l'entrée en vigueur des amendements conformément au paragraphe 3 de l'article 51..

2) Le dépositaire prendra aussi les dispositions qui seront nécessaires en application de l'article 52.

Article 54

Textes faisant foi - dépôt

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement, ont signé la présente Convention, à la date qui figure en regard de leur signature.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

ANNEXE DE LA CONVENTION RELATIVE A UN CODE DE CONDUITE DES CONFERENCES MARITIMES

Règles de procédure type pour la conciliation obligatoire internationale

Règle 1

1) Toute partie qui veut introduire une instance en conciliation conformément au Code adressera à l'autre partie, avec copie au Greffier, une demande à cet effet accompagnée d'un mémoire introductif d'instance.

2) Le mémoire introductif devra :

a) désigner exactement chaque partie au différend et son adresse;

b) contenir un bref exposé des faits pertinents, des questions en litige et de la proposition du demandeur en vue du règlement du différend;

c) préciser si une procédure orale est souhaitée et, dans l'affirmative, indiquer, dans la mesure où ils sont connus à ce moment, les nom et adresse des personnes appelées à témoigner, y compris les experts, en faveur du demandeur;

d) être accompagné de la documentation à l'appui, y compris les accords et arrangements pertinents conclus entre les parties, dans la mesure où le demandeur l'estime nécessaire au moment du dépôt du mémoire;

e) indiquer le nombre de conciliateurs requis, toute proposition relative à la désignation des conciliateurs ou le nom du conciliateur désigné par le demandeur conformément au paragraphe 2 de l'article 32; et

f) contenir, le cas échéant, des propositions quant aux règles de procédure.

3) Le mémoire sera daté; il sera signé par la partie.

Règle 2

1) S'il décide de répondre au mémoire, le défendeur devra, dans les 30 jours qui suivent la date de la réception par lui du mémoire introductif, adresser à l'autre partie, avec copie au Greffier, une réplique.

2) La réplique devra :

a) contenir un bref exposé des faits pertinents opposés aux affirmations du mémoire, la proposition éventuelle du défendeur pour le règlement du différend et la réparation demandée par lui, le cas échéant, en vue du règlement du différend;

b) préciser si une procédure orale est souhaitée et, dans l'affirmative, indiquer, dans la mesure où ils sont connus à ce moment, les nom et adresse des personnes appelées à témoigner, y compris les experts, en faveur du défendeur;

c) être accompagné de la documentation à l'appui, y compris les accords et arrangements pertinents conclus entre les parties, dans la mesure où le défendeur l'estime nécessaire au moment de l'envoi de la réplique;

d) indiquer le nombre de conciliateurs requis, toute proposition relative à la désignation des conciliateurs ou le nom du conciliateur désigné par le défendeur conformément au paragraphe 2 de l'article 32; et

e) contenir, le cas échéant, des propositions quant aux règles de procédure.

3) La réplique sera datée; elle sera signée par la partie.

Règle 3

1) Toute personne physique ou morale intéressée qui souhaite se joindre à une instance en conciliation en application de l'article 34 adressera aux parties au différend une demande écrite, avec copie au Greffier.

2) Si la jonction est souhaitée en application de l'alinéa a) de l'article 34, la demande exposera les motifs à l'appui et contiendra les renseignements requis aux termes des alinéas a), b) et d) du paragraphe 2 de la règle 1.

3) Si la jonction est souhaitée en application de l'alinéa b) de l'article 34, la demande exposera les motifs à l'appui et indiquera laquelle des parties initiales au différend sera soutenue.

4) Toute opposition à cette demande de jonction sera notifiée par la partie qui s'y oppose, avec copie à l'autre partie, dans les sept jours de la réception de la demande.

5) Si deux ou plusieurs instances sont jointes, les demandes ultérieures en tierce intervention seront adressées à toutes les parties intéressées, et chacune d'elles pourra s'y opposer conformément à la présente règle.

Règle 4

Par accord entre les parties à un différend, à la demande de l'une ou l'autre des parties et après avoir donné aux parties l'occasion d'être entendues, les conciliateurs peuvent ordonner la jonction ou la disjonction de toutes les instances alors pendantes entre les mêmes parties ou de certaines d'entre elles.

Règle 5

1) Chacune des parties peut récuser un conciliateur si des circonstances suscitent des doutes justifiables quant à son indépendance.

2) Il doit être donné avis de la récusation, y compris des motifs invoqués, avant la date de la clôture de l'instance, avant que les conciliateurs aient rendu leur recommandation. Cette récusation sera instruite sans délai et tranchée en tout premier lieu par les conciliateurs à la majorité des voix, en tant qu'exception préliminaire, quand il a été désigné plus d'un conciliateur. La décision rendue en pareil cas est définitive.

3) Un conciliateur qui vient à décéder, démissionne, est frappé d'incapacité ou récusé, sera remplacé sans délai.

4) Une instance interrompue comme il vient d'être dit sera reprise au point où elle avait été interrompue, à moins que les parties ne conviennent ou que les conciliateurs n'ordonnent de réexaminer ou de réentendre toute déposition orale.

Règle 6

Les conciliateurs sont juges de leur juridiction et/ou compétence dans le cadre des dispositions du Code.

Règle 7

1) Les conciliateurs admettront et examineront tous mémoires écrits, pièces, affirmations sous serment et publications et tous autres éléments de preuve, même oraux, qui leur seraient soumis par l'une quelconque des parties ou en son nom, et leur reconnaîtront la valeur probante qu'ils estimeront devoir leur attribuer.

2) a) Chacune des parties peut soumettre au conciliateur tous éléments qu'elle juge pertinents; en même temps, elle en remettra des copies certifiées conformes à toutes autres parties à l'instance, qui disposeront d'un délai raisonnable de réplique.

b) Les conciliateurs seront seuls juges de la pertinence et de l'importance des éléments de preuve qui leur seront soumis par les parties.

c) Les conciliateurs pourront demander aux parties de produire tous éléments complémentaires de preuve qu'ils estimeront nécessaires à la compréhension et à l'appréciation du différend, étant entendu que, si de tels éléments complémentaires de preuve sont produits, les autres parties à l'instance auront une possibilité raisonnable de présenter leurs observations à ce sujet.

Règle 8

1) Quand un délai pour l'accompliesement d'un acte est prévu dans le Code ou dans les présentes règles, le jour à partir duquel le délai commence à courir n'est pas compté, mais le dernier jour du délai est compté, a moins qu'il ne tombe un samedi, un dimanche ou un jour qui est férié à l'endroit où a lieu la conciliation, auquel cas le dernier jour en question est le prochain jour ouvrable.

2) Quand le délai est inférieur à sept jours, les samedis, dimanches et jours fériés qui tomberont pendant ce délai ne sont pas compris dans le calcul.

Règle 9

Sous réserve des dispositions relatives aux délais de procédure fixés dans le Code, les conciliateurs pourront, à la requête de l'une des parties ou en application d'un accord intervenu entre elles, proroger tout délai qu'ils auront fixé.

Règle 10

1) Les conciliateurs régleront l'ordonnance de l'instance et, à moins qu'il n'en soit convenu autrement, fixeront la date et l'heure de chaque séance.

2) A moins que les parties n'en conviennent autrement, les débats auront lieu à huis clos.

3) Avant de prononcer la clôture de l'instance, les conciliateurs demanderont expressément à toutes les parties si elles ont d'autres éléments de preuve à produire, et il en sera pris acte dans le procès-verbal.

Règle 11

Les recommandations des conciliateurs seront faites par écrit et contiendront :

a) la désignation et l'adresse exactes de chaque partie;

b) l'énoncé de la méthode suivie pour désigner les conciliateurs, avec leur nom;

c) la date ou les dates et le lieu de la procédure de conciliation;

d) un résumé de la procédure de conciliation, comme les conciliateurs l'estimeront approprié;

e) un exposé succinct des faits retenus par les conciliateurs;

f) un résumé des conclusions présentées par les parties;

g) les décisions rendues sur les questions en litige, avec l'exposé des motifs;

h) la signature des conciliateurs et la date de chaque signature;

i) une adresse aux fins de la communication de l'acceptation ou du rejet de la recommandation.

Règle 12

La recommandation renfermera, autant que possible, une décision relative aux dépens, conformément aux dispositions du Code. Si la recommandation ne comporte pas de décision complète quant aux dépens, les conciliateurs devront, le plus tôt possible après la date de la recommandation et, en tout cas, au plus tard dans les 60 jours qui suivront cette date, rendre par écrit une décision relative aux dépens comme il est prévu dans le Code.

Règle 13

Les recommandations des conciliateurs tiendront aussi compte des cas antérieurs analogues, chaque fois que cela faciliterait une application plus uniforme du Code et le respect des recommandations des conciliateurs.

ACTE FINAL DE LA CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES DES NATIONS UNIES SUR UN CODE DE CONDUITE DES CONFERENCES MARITIMES, TENUE A L'OFFICE DES NATIONS UNIES, A GENEVE, DU 12 NOVEMBRE AU 15 DECEMBRE 1973 ET DU 11 MARS AU 6 AVRIL 1974

FAIT A GENEVE, LE 6 AVRIL 1974

1. L'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 3035 (XXVII), du 19 décembre 1972, a prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de convoquer le plus tôt possible en 1973, sous les auspices de la Conférences des Nations Unies sur le commerce et le développement, une conférence de plénipotentiaire afin d'examiner et d'adopter une convention ou autre instrument multilatéral ayant force obligatoire, relatif à un code de conduite des conférences maritimes.

2. La Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes s'est réunie à l'Office des Nations Unies, à Genève. La premiè partie de la Conférence a eu lieu du 12 novembre au 15 décembre 1973, et la deuxième partie, du 11 mars au 6 avril 1974.

3. Ont participé aux deux parties de la Conférence les Gouvernements des 79 Etats ci-après membres de la CNUCED :

Algérie
Allemagne, République fédérale d'
Arabie Saoudite
Argentine
Australie
Bangladesh
Belgique
Bolivie
Brésil
Bulgarie
Burundi
Canada
Chili
Chine
Colombie
Côte d'Ivoire
Cuba
Danemark
Egypte
El Salvador
Emirats arabes unis
Equateur
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Finlande
France
Gabon
Ghana
Grèce
Guatemala
Honduras
Hongrie
Inde
Indonésie

Irak
Italie
Jamaïque
Japon
Libéria
Madagascar
Malaisie
Maroc
Mexique
Nicaragua
Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pakistan
Panama
Pays-Bas
Pérou
Philippines
Pologne
République arabe libyenne
République arabe syrienne
République de Corée
République démocratique allemande
République du Viet-Nam
République khmère
République socialiste soviétique d'Ukraine
Roumanie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Sénégal
Singapour
Soudan
Sri Lanka
Suède
Suisse
Tchécoslovaquie
Thaïlande
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turquie
Union des Républiques socialistes soviétiques
Uruguay
Venezuela
Yémen démocratique
Yougoslavie
Zaïre

4. Les Gouvernements des 4 Etats ci-après membres de la CNUCED n'ont participé qu'à la première partie de la Conférence

Afghanistan
Costa Rica
Ethiopie
Ouganda

5. Les Gouvernements des 9 Etats ci-après membres de la CNUCED n'ont participé qu'à la deuxième partie de la Conférence :

Bhoutan
Guinée
Guyane
Iran
Kenya
Koweït
République-Unie de Tanzanie
République-Unie du Cameroun
Tchad

Le Gouvernement de l'Etat ci-après membre de la CNUCED était représenté par un observateur aux deux parties de la Conférence :

Autriche

7. Les Gouvernements des Etats ci-après membres de la CNUCED ont été représentés par des observateurs à la première partie seulement de la Conférence :

Iran

Koweït

8. La Commission économique pour l'Afrique était représentée à la première partie de la Conférence.

9. Un représentant de l'institution spécialisée ci-après a participé aux deux parties de la Conférence :

Fonds monétaire international

10. Un représentant de l'institution spécialisée ci-après n'a participé qu'à la première partie de la Conférence :

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

11. Les organismes intergouvernementaux ci-après ont participé aux deux parties de la Conférence en qualité d'observateurs :

Communauté de l'Afrique orientale

Communauté économique européenne

Organisation de coopération et de développement économiques

Organisation de l'Unité africaine

Organisation des Etats américains

Secrétariat du Commonwealth

12. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs aux deux parties de la Conférence :

Association du transport aérien international

Association internationale des armateurs

Chambre de commerce internationale

Conseil des associations nationales d'armateurs d'Europe et du Japon

Conférence maritime internationale et baltique

Conseils nationaux de chargeurs maritimes d'Europe - en plénière

Fédération internationale des associations de transitaires

13. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs à la deuxième partie seulement de la Conférence :

Association de coordination de la manipulation des chargements

Association internationale des ports

14. La Conférence, à sa première partie, a élu Président M. C.P. Srivastava (Inde). M. Srivastava étant devenu Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime le 1er janvier 1974, la Conférence, à sa deuxième partie, a décidé qu'il continuerait à présider, en qualité de Président indépendant de la Conférence.

15. La Conférence, à sa première partie, a élu les Vice-Présidents ci-après :

M. I. Averin (URSS)
M. B.O. Awokoya (Nigéria)
M. G. Breuer (République fédérale d'Allemagne)
M. P. Daza (Chili)
M. J. de Groot (Pays-Bas)
M. S. Kemgukuswa né Mlaza (Zaïre)
M. G. Negash (Ethiopie)
M. R.J. Polaschek (Nouvelle-Zélande)
M. M. Reed (Norvège)
M. R.E. Reynolds (Canada)
M. J. Růžička (Tchécoslovaquie)
M. M. Shanmuganathan (Sri Lanka)
M. K. Umar (Indonésie)
M. H.S. Walker (Jamaïque)

16. La Conférence, à sa deuxième partie, a élu M. K.H. McQueen (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) pour remplacer M. M. Reed (Norvège) qui n'assistait pas à la deuxième partie.

17. La Conférence a élu Rapporteur M. E.J. Antoun (Etats-Unis d'Amérique).

18. La Conférence a constitué les commissions et comités suivants :

Bureau de la Conférence

Président : Le Président de la Conférence

Membres : Le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur de la Conférence ainsi que les Présidents des grands Comités.

Premier grand Comité

Président : M. D. Popov (Bulgarie)

Vice-Président/Rapporteur : M. H. Ben Salem (Tunisie)

Deuxième grand Comité

Président : M. Y.K. Quartey (Ghana)

Vice-Président/Rapporteur : M. T. Tscherning (Suède)

Troisième grand Comité

Président : M. F. Castillo Nájera (Mexique)

Vice-Président/Rapporteur : M. M. Husain (Pakistan)

Commission de vérification des pouvoirs

Président : M. B. Brum (Uruguay)

Membres : Chine, Etats-Unis d'Amérique, Grèce, Japon, Nicaragua, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay

19. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies était représenté par le Secrétaire général de la CNUCED, M. M. Pérez-Guerrero. Le Directeur de la Division des invisibles du secrétariat de la CNUCED, M. W.R. Malinowski, a exercé les fonctions de Directeur chargé de la Conférence, et le Secrétaire du Conseil du commerce et du développement, M. M.T. Adebanjo, a exercé les fonctions de Secrétaire de la Conférence

20. La Conférence disposait, pour base de ses travaux, des rapports établis par le Comité préparatoire de la Conférence sur ses première et deuxième sessions (TD/CODE/1 et TD/CODE/2 et Corr.1 à 3). A sa deuxième partie, la Conférence disposait en outre de son rapport sur sa première partie (TD/CODE/7).

21. La Conférence était également saisie de trois notes rédigées par le secrétariat de la CNUCED : "Glossaire de termes utilisés dans le projet de code de conduite des conférences maritimes" (TD/CODE/L.2); "Glossaire de termes utilisés dans le texte proposé de code de conduite des conférences maritimes" (TD/CODE/L.3) et "Dispositions transitoires relatives au Code : clauses finales" (TD/CODE/L.4). A sa deuxième partie la Conférence disposait aussi d'un document du secrétariat de la CNUCED intitulé "Textes proposés pour un code de conduite des conférences maritimes, avec les modifications suggérées par le secrétariat de la CNUCED" (TD/CODE/L.15 et Add.1).

22. Sur la base de ses délibérations, telles qu'elles sont résumées dans les rapports de la Conférence sur sa première et sa deuxième partie (TD/CODE/7 et TD/CODE/10), la Conférence a décidé d'ouvrir à la signature la Convention relative à un Code de conduite des conférences maritimes, annexé au présent Acte final (annexe I).

23. Les résolutions adoptées pour la Conférence sont reproduites dans l'annexe II.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés ont signé le présent Acte final au nom de leur Etat*/

FAIT à Genève, le six avril mil neuf cent soixante-quatorze, en un seul exemplaire en langue anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi. L'original de l'Acte final sera déposé dans les archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Le Président de la Conférence :
C.P. Srivastava

Le Directeur chargé de la Conférence :
W.R. Malinowski

Le Secrétaire de la Conférence :
M.T. Adebanjo

---

*/ Les Etats dont les représentants ont signé l'Acte final sont les suivants : Algérie; Allemagne, République fédérale d'; Argentine; Australie; Bangladesh; Belgique; Bhoutan; Bolivie; Brésil; Bulgarie; Burundi; Canada; Chili; Chine; Colombie; Côte d'Ivoire; Cuba; Danemark; Egypte; Emirats arabes unis; Equateur; Espagne; Etats-Unis d'Amérique; Finlande; France; Gabon; Ghana; Grèce; Guatemala; Guinée; Honduras; Hongrie; Inde; Indonésie; Irak; Iran; Italie; Jamaïque; Japon; Kenya; Koweït; Libéria; Madagascar; Malaisie; Maroc; Mexique; Nicaragua; Nigéria, Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Panama; Pays-Bas; Pérou; Philippines; Pologne; République arabe libyenne; République de Corée; République démocratique allemande; République du Viet-Nam; République khmère; République socialiste soviétique d'Ukraine; République-Unie de Tanzanie; République-Unie du Cameroun; Roumanie; Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; Sénégal; Singapour; Soudan; Sri Lanka; Suède; Suisse; Tchécoslovaquie; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Tunisie; Turquie; Union des Républiques socialistes soviétiques; Uruguay; Venezuela; Yémen démocratique; Yougoslavie; Zaïre.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE

1. Achèvement des travaux de la Conférence

[Pour le texte de cette résolution, que la Conférence a adoptée à sa 6ème séance plénière, le 15 décembre 1973, au moment de l'ajournement, voir l'annexe I du rapport de la Conférence sur sa première partie (TD/CODE/7)]

2. Compagnies hors conférence

La Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes,

Ayant établi la Convention relative à un Code de conduite des conférences maritimes dans le dessein d'améliorer le système des conférences maritimes,

Notant que la Convention est applicable aux conférences maritimes et à leurs relations externes,

Décide ce qui suit :

1. Aucune disposition de ladite Convention ne sera interprétée comme déniant aux chargeurs le droit de choisir entre les conférences maritimes membres d'une conférence et les compagnies maritimes hors conférence, sous réserve des accords de fidélité existants;

2. Les compagnies maritimes hors conférence qui se trouvent en concurrence avec une conférence devraient respecter le principe de la concurrence loyale sur une base commerciale;

3. Dans l'intérêt d'un développement harmonieux des services de transports maritimes, les compagnies hors conférence ne devraient pas être empêchées de fonctionner pour autant qu'elles se conforment aux prescriptions du paragraphe 2 ci-dessus.

9ème séance plénière
6 avril 1974

3. Conciliation locale

La Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes,

Tenant compte de l'importance des dispositions relatives aux consultations et des procédures de règlement des différends prévues dans la Convention relative à un Code de conduite des conférences maritimes,

Notant que des propositions ont été formulées tendant à prévoir dans le Code que certains différends seront soumis à la conciliation locale,

1. Invite la première Conférence de révision qui sera convoquée conformément à l'article 52 de la Convention à donner priorité à la question de la conciliation locale, en tenant compte des vues exprimées par les Parties contractantes à la Convention sur le point de savoir si l'absence de conciliation locale a ou n'a pas entravé le règlement efficace des différends et, dans l'affirmative, quelles questions devraient être considérées comme se prêtant à la conciliation locale et quelles procédures devraient être appliquées en vue de régler ces différends;

2. Convient que, en préparant la Conférence de révision, le dépositaire s'informer des vues de tous les Etats ayant le droit de participer à ladite Conférence, qui devrait être tenue de prendre en considération les opinions émises par les autorités compétentes, les conférences maritimes et les organisations de chargeurs.

9ème séance plénière
6 avril 1974

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE PER UN CODICE DI CONDOTTA DELLE CONFERENZE MARITTIME DI LINEA

Obiettivi e Principi

Le Parti contraenti della presente Convenzione;

Desiderando migliorare il sistema delle conferenze marittime di linea;

Riconoscendo la necessità di un Codice di condotta per le Conferenze marittime di linea che sia universalmente accettabile;

Prendendo in considerazione le speciali esigenze e i problemi dei Paesi in via di sviluppo con riguardo alle attività delle Conferenze marittime di linea che servono il loro commercio con l'estero;

Concordando di riflettere nel Codice i seguenti obiettivi fondamentali e principi basilari:

a) l'obiettivo di facilitare l'ordinata espansione del commercio marittimo mondiale;

b) l'obiettivo di stimolare lo sviluppo di regolari ed efficienti servizi di linea adeguati alle esigenze dei traffici interessati;

c) l'obiettivo di assicurare un equilibrio di interessi tra fornitori ed utenti dei servizi di linea;

d) il principio che le pratiche conferenziali non si risolvano in discriminazioni di qualsiasi genere nei riguardi degli armatori, dei caricatori o del commercio estero di qualsiasi paese;

e) il principio che le Conferenze assicurino sostanziali consultazioni con le organizzazioni dei caricatori, con i rappresentanti dei caricatori e con i singoli caricatori sulle materie di comune interesse, con la partecipazione, a richiesta, delle competenti autorità;

f) il principio che le Conferenze mettano a disposizione delle parti interessate, informazioni pertinenti sulle loro attività concernenti tali parti e rendono pubbliche significative informazioni sulle loro attività;

hanno convenuto quanto segue;

PARTE PRIMA

Cap. I

Definizioni

Conferenza marittima di linea o Conferenza: qualsiasi gruppo di due o più vettori gestori di navi, che fornisce servizi di linea internazionali per il trasporto di merci su una o più rotte entro determinati limiti geografici, in base ad accordi o intese di qualunque natura nell'ambito dei quali essi operano applicando tassi di nolo uniformi o comuni e ogni altra condizione concordata per la fornitura di detti servizi di linea;

Compagnia di navigazione nazionale: una compagnia di navigazione di linea di un dato Paese è un vettore che gestisce navi avente i propri uffici principali di amministrazione e l'effettivo controllo di quel Paese ed è riconosciuta tale dalle autorità competenti e dalla legislazione di detto Paese.

Le compagnie appartenenti o gestite da un'impresa associata (joint venture) interessante almeno due Paesi il cui capitale sociale è detenuto per una parte sostanziale da interessi nazionali, pubblici e/o privati, e la cui sede principale dell'amministrazione e il cui effettivo controllo si trovino in uno di tali Paesi, possono essere riconosciute come compagnie nazionali dalle autorità competenti di tali Paesi.

Compagnia di navigazione di Paese terzo: vettore che gestisce linee tra due Paesi dei quali non sia compagnia di navigazione nazionale.

Caricatore: persona fisica o giuridica che ha stipulato o mostra l'intenzione di stipulare un contratto o un altro accordo con una Conferenza o con un compagnia di navigazione di linea, per il trasporto di merci su cui essa ha un interesse diretto;

Organizzazione dei caricatori: associazione o organizzazione equivalente che promuove, rappresenta e protegge gli interessi dei caricatori ed ottiene l'eventuale riconoscimento prescritto dalle competenti autorità - se queste lo desiderano - del Paese di cui rappresenta i caricatori;

Merci trasportate dalla Conferenza: merci trasportate dalle compagnie di linea membri di una Conferenza ai termini dello accordo costitutivo della conferenza stessa;

Autorità competente: Governo o ente designato dal Governo o dalla legislazione nazionale per espletare qualsiasi funzione attrbiuita a tale autorità dalle norme del presente Codice;

Tassi di nolo promozionali: tassi di nolo introdotti per promuovere il trasporto di esportazioni non tradizionali del paese interessato;

Tassi di nolo speciali: tassi di nolo preferenziali diversi dai tassi di nolo promozionali, che possono essere negoziati tra le parti interessate.

Cap. II
RELAZIONI TRA LE COMPAGNIE MEMBRI DI UNA CONFERENZA

Art. 1 - Ammissione alla conferenza.

1) Ogni compagnia di navigazione nazionale ha il diritto di diventare membro effettivo di una conferenza che serva il commercio con l'estero del suo Paese, nel rispetto dei criteri del paragrafo 2) del presente articolo. Le compagnie di navigazione non nazionali operanti su una delle rotte della Conferenza avranno il diritto di diventare membri effettivi di tale Conferenza, nel rispetto dei criteri enunciati nei par. 2) e 3) del presente arti-

colo e le norme riguardanti la partecipazione al traffico di cui all'art.2 per quanto concerne le compagnie di navigazione di paesi terzi.

2) Una compagnia di navigazione che richieda l'ammissione a una Conferenza deve provare di essere in grado e di avere l'intensione di assicurare, eventualmente ricorrendo all'impiego di tonnellaggio noleggiato, purchè siano rispettati i criteri del presente paragrafo, un regolare, adeguato ed efficiente servizio per un lungo periodo, nei termini stabiliti nell'accordo della Conferenza e nella sfera d'azione di questa; deve impegnarsi a rispettare tutti i termini e le condizioni dell'accordo di Conferenza e depositare una cauzione finanziaria per coprire qualsiasi obbligo finanziario insoluto nel caso di un successivo ritiro, sospensione o espulsione, se così richiesto dall'accordo di Conferenza.

3) Nel prendere in esame la richiesta di ammissione di una compagnia di navigazione non nazionale su una rotta della Conferenza interessata, in aggiunta alle disposizioni del paragrafo 2) del presente articolo, occorre prendere in considerazione, oltre alle disposizione del paragrafo 1) del presente articolo, i seguenti criteri:

a) il volume effettivo del traffico sulla rotta o sulle rotte servite dalla Conferenza e le prospettive di un suo incremento;

b) il rapporto tra la disponibilità dello spazio di stiva e il volume di traffico effettivo e prevedibile sulla rotta o sulle rotte servite dalla Conferenza;

c) il probabile effetto dell'ammissione della compagnia di navigazione alla Conferenza sull'efficienza e la qualità dei servizi forniti dalla Conferenza;

d) l'attuale partecipazione della compagnia di navigazione al traffico sulla stessa o sulle stesse rotte al di fuori dell'ambito della Conferenza;

e) l'attuale partecipazione della compagnia di navigazione al traffico sulla stessa o sulle stesse rotte nell'ambito di un'altra Conferenza.

I suddetti criteri saranno applicati in modo da non pregiudicare l'operatività delle disposizioni riguardanti la partecipa al traffico stabilite dall'articolo 2.

4) Una Conferenza decide prontamente sulle domande di ammissiono o riammissione e comunica la sua decisione alla compagnia richiedente sollecitamente e, al massimo, entro sei mesi dalla data della domanda.

Nel caso di rifiuto dell'ammissione o della riammissione, la Conferenza dà contemporaneamente per iscritto le motivazioni del rifiuto.

5) Nell'esaminare una domanda di ammissione, la Conferenza tiene conto dei pareri espressi dai caricatori dei Paesi i cui traffici sono serviti dalla Conferenza, nonchè dei pareri espressi dalle autorità competenti dei Paesi stèssi, se queste lo richiedono.

6) In aggiunta ai criteri per l'ammissione fissati nel paragrafo 2) del presente articolo, una compagnia di navigazione che richieda la riammissione fornisce anche la prova di avere ottemperato ai suoi obblighi a norma dell'art.4 (1) e (4). La Conferenza può procedere ad una minuziosa inchiesta sulle circostanze che portarono la compagnia a lasciare la Conferenza.

Art. 2 - Partecipazione al traffico.

1) Una compagnia di navigazione ammessa ad una Conferenza avrà diritto di effettuare partenze e carichi nei traffici coperti da tale Conferenza.

2) Quando una Conferenza esercita un pool, tutte le compagnie di navigazione associate che servono il traffico del pool avranno diritto a parteciparvi.

3) Allo scopo di determinare le quote di traffico alle quali le compagnie associate hanno diritto, le compagnie di navigazione nazionali appartenenti ad uno Stato saranno considerate come un unico gruppo, indipendentemente dal loro numero.

4) Nella determinazione della quota di traffico nell'ambito di un pool di compagnie e/o di gruppi di compagnie di navigazione nazionali, ai termini del paragrafo 2) del presente articolo, si osserveranno i principi qui di seguito convenuti riguardanti i loro diritti di partecipazione al traffico espletato dalla Conferenza, salvo che non sia convenuto diversamente.

a) Ciascun gruppo di compagnie di navigazione nazionali di due Paesi il cui interscambio è assicurato dai servizi di trasporto forniti dalla Conferenza ha eguale diritto di partecipare agli introiti per noli ed al volume dei carichi che sono oggetto dei loro reciproci scambi e che sono trasportati dalla Conferenza;

b) le Compagnie di navigazione di Paesi terzi, se ve ne sono , hanno il diritto di acquisire una parte consistente, quale il 20 per cento, dei noli e del volume di traffico prodotto da quegli scambi.

5) Se, in uno qualsiesi dei Paesi il cui traffico è servito dalla Conferenza, non vi sono compagnie di navigazione nazionali partecipanti a tale traffico, la parte del traffico cui avrebbero diritto le compagnie di navigazione nazionali di quel paese, in base al paragrafo 4) del presente articolo, sarà distribuita tra le varie compagnie partecipanti al traffico, in proporzione alle loro quote rispettive.

6) Se le compagnie di navigazione nazionali di un paese decidono di non trasportare completamente la loro quota di traf-

fico, la porzione della loro quota di traffico non utilizzata sarà distribuita tra le singole compagnie partecipanti al traffico in proporzione delle loro rispettive quote.

7) Se le compagnie di navigazione nazionali dei paesi interessati non partecipano al traffico tra questi paesi coperti da una Conferenza le quote di traffico trasportate dalla Conferenza tra questi paesi saranno assegnate alle compagnie associate di paesi terzi a mezzo di negoziati commerciali tra le compagnie stesse.

8) Le compagnie di navigazione nazionali di una regione, membri di una Conferenza, posti ai capolinea di un traffico coperto dalla Conferenza, possono ridistribuire tra loro stesse di comune accordo le quote attribuite ad esse, ai sensi dei paragrafi da 4) a 7) incluso del presente articolo.

9) Salva l'osservanza delle disposizioni dei paragrafi dal 4) all'8) incluso del presente articolo riguardanti le quote di traffico attribuite a compagnie o a gruppi di compagnie di navigazione gli accordi di pool o di partecipazione al traffico saranno riveduti periodicamente dalla Conferenza a intervalli da fissare negli accordi e in armonia con i criteri da specificare nell'accordo di Conferenza.

10) L'applicazione del presente articolo comincerà il più presto possibile dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione e sarà completata alla scadenza di un periodo di transizione che in nessun caso potrà superare i due anni, tenendo presente la specifica situazione in ciascuno dei traffici interessati.

11) Le compagnie di navigazione associate ad una Conferenza hanno il diritto di utilizzare navi noleggiate per adempiere i loro obblighi conferenziali.

12) I criteri per la ripartizione e la revisione delle quote fissate nei paragrafi da 1) a 11) incluso del presente articolo, sono applicati quando, in assenza di un pool, esiste un accordo relativo all'approdo, alle partenze e/o a qualsiasi altra forma di ripartizione del traffico.

13) Quando in una Conferenza non esistono accordi di pool, di approdi, di partenze o altri accordi di partecipazione al traffico, qualsiasi gruppo di compagnie di navigazione nazionali associate alla Conferenza può richiedere che siano conclusi accordi di pool concernenti traffici tra i loro paesi regolati dalla Conferenza, in conformità con le disposizioni del paragrafo 4) del presente articolo, o alternativamente che le partenze siano regolate in maniera tale da offrire a tali compagnie la possibilità di godere sostanzialmente degli stessi diritti a partecipare al traffico tra quei due paesi serviti dalla Conferenza come ne avrebbero beneficiato in applicazione delle disposizioni del paragrafo 4) del presente articolo. Qualsiasi richiesta in tal senso sarà considerata e decisa dalla Conferenza. Se non si conclude alcun accordo per istituire un pool o per disciplinare le partenze fra i membri della Conferenza, i gruppi delle compagnie di navigazione nazionali dei paesi posti alle due estremità del traffico disporranno della maggioranza dei voti nella decisione di istituire un tale pool o disciplinare le partenze. La questione sarà decisa entro i sei mesi dal ricevimento della richiesta.

14) In caso di disaccordo tra le compagnie di navigazione nazionali dei paesi posti alle due estremità del traffico servito dalla Conferenza sulla opportunità o meno che il pool sia instaurato, esse possono richiedere che nell'ambito della Conferenza le partenze siano regolate in modo da consentire alle suddette compagnie di fruire sostanzialmente dei medesimi diritti di partecipazione ai traffici fra questi due paesi serviti dalla Conferenza nella stessa misura in cui ne avrebbero fruito in base alle disposizioni del paragrafo 4)

del presente articolo. Nel caso che non vi siano compagnie nazionali di linea in uno dei paesi i cui traffici sono serviti dalla Conferenza, le compagnie di navigazione nazionali dell'altro paese possono fare la stessa richiesta. La Conferenza si adopererà in tutti i modi per soddisfare tale richiesta. Se tuttavia questa richiesta non è soddisfatta, le autorità competenti dei due paesi capolinea possono esaminare la questione, se lo desiderano, e far conoscere alle parti interessate i loro punti di vista per loro considerazione. Se non è raggiunto alcun accordo, la controversia sarà risolta secondo le procedure stabilite in questo Codice.

15) Altre compagnie di navigazione, membri della Conferenza, possono anche richiedere che siano instaurati accordi di pool o di partenze, e la richiesta sarà considerata dalla Conferenza in armonia con le pertinenti disposizioni di questo Codice.

16) Una Conferenza provvederà ad adottare, in ogni accordo di pool, appropriate misure per far fronte ai casi in cui un carico sia stato lasciato a terra da una compagnia associata per qualsiasi ragione, eccetto che per tardiva presentazione da parte del caricatore. Un accordi di detto tipo deve prevedere che una nave con spazio non prenotato capace di essere utilizzato, sia legittimata a caricare le merci anche in eccedenza rispetto alla quota di pool spettante alla compagnia nel traffico in questione, nel caso che, diversamente, il carico venisse lasciato a terra o ritardato oltre un limite stabilito dalla Conferenza.

17) Le disposizioni dei paragrafi da 1) a 16) incluso del presente articolo riguardano tutte le merci senza distinzione circa la loro origine, la loro destinazione o l'uso cui sono destinate, ad eccezione dei materiali militari trasportati per scopi di difesa nazionale.

Art. 3 - Procedure decisionali.

Le procedure decisionali stabilite in un accordo di Conferenza debbono essere basate sul principio dell'eguaglianza di tutti i membri effettivi. Tali procedure dovranno assicurare che le norme di votazione non intralcino il buon funzionamento della Conferenza e lo svolgimento del traffico, stabilendo le questioni sulle quali le decisioni saranno prese all'unanimità. Tuttavia nessuna decisione potrà essere presa nei confronti di questioni definite in un accordo di Conferenza relativo al traffico tra due paesi senza il consenso delle compagnie di navigazione nazionale di quei due paesi.

Art. 4 - Sanzioni.

1) Una compagnia di navigazione associata ad una Conferenza ha il diritto, subordinatamente alle disposizione riguardanti il recesso di cui agli accordi di pool e/o di partecipazione al traffico, di ritirarsi della Conferenza senza penalità dopo averne dato un preavviso di tre mesi a meno che l'accordo di conferenza non preveda un diverso periodo di tempo, ma essa è tenuta ad osservare i suoi obblighi quale membro della Conferenza fino alla data del suo recesso.

2) Una Conferenza può, mediante preavviso la cui durata è specificata nell'accordo di Conferenza, sospendere o espellere un membro in caso di grave infrazione ai termini ed alle condizioni dell'accordo stesso.

3) Nessuna espulsione o sospensione diventerà effettiva sino a quando non siano state precisate per iscritto le ragioni che l'hanno resa necessaria, e qualsiasi controversia non sia stata composta a norma del capitolo VI.

4) In caso di ritiro o di espulsione, la compagnia di navigazione interessata è tenuta a pagare la sua parte di obblighi finanziari conferenziali pendenti fino alla data del ritiro o dell'espulsione. La compagnia non sarà liberata dai propri ob-

blighi finanziari derivanti dall'accordo di Conferenza nè da qualsiasi obbligo verso i caricatori.

Art. 5 - Disciplina interna.

1) Le Conferenze devono adottare e tenere aggiornata una lista indicativa che dovrà essere la più completa possibile di tutte le pratiche ritenute irregolari e/o delle infrazioni dell'accordo di Conferenza e devono istituire idonei strumenti di disciplina interna applicabili a queste pratiche con specifiche disposizioni cheprevedano:

a) la fissazione, per le pratiche irregolari o per le infrazioni, di penalità o di una scala di penalità, commisurate alla loro gravità;

b) l'esame e l'imparziale revisione, da parte di persona od ente che non abbia legame con compagnie di navigazione associate alla Conferenza o con i suoi affiliati, delle deliberazioni e/o delle decisioni prese a seguito di reclami presentati contro pratiche o infrazioni allorchè ne sia fatta richiesta dalla Conferenza o da qualsiasi altra parte interessata;

c) che le competenti autorità dei paesi il cui traffico è servito dalla Conferenza e dei paesi le cui compagnie di navigazione sono membri della Conferenza siano avvisate, a richiesta, del seguito dato a ricorsi contro irregolarità e/o infrazioni, conservando l'anonimato delle parti in causa.

2) Le compagnie di navigazione e le Conferenze hanno diritto alla piena cooperazione dei caricatori e delle organizzazioni di caricatori, nella lotta alle irregolarità ed alle infrazioni.

Art. 6 - Accordi di Conferenza.

Tutti gli accordi di Conferenza, di pool, e accordi sui diritti di approdo e di partenza, così come gli emendamenti e gli altri documenti direttamente ad essi riferentisi e che possono influire su di essi, saranno, a richiesta, messi a disposi

zione delle autorità competenti dei paesi i cui traffici sono serviti dalla Conferenza e dei paesi le cui compagnie di navigazione sono membri della Conferenza.

Cap. III
RAPPORTI CON I CARICATORI

Art. 7 - Accordi di fedeltà.

1) Le compagnie di navigazione conferenziate hanno il diritto di concludere ed applicare accordi di fedeltà con i caricatori nella forma e nei termini che saranno stabiliti a mezzo di consultazione tra la Conferenza e le organizzazioni di caricatori o rappresentanti di caricatori. Questi accordi di fedeltà devono contenere delle garanzie, prevedendo esplicitamente i diritti dei caricatori e dei membri della Conferenza. Essi sono basati sul sistema contrattuale o su qualsiasi altro sistema egualmente legittimo.

2) Qualunque sia l'accordo di fedeltà, il tasso di nolo applicabile ai caricatori fedeli sarà fissato entro una scala determinata di percentuali del tasso di nolo applicabile agli altri caricatori. Quando una variazione nella differenza tra i due tassi causa un aumento nelle tariffe applicate ai caricatori, essa può entrare in vigore solo dopo 150 giorni che la notizia sia stata data ai caricatori o secondo la pratica regionale e/o l'accordo concluso.

Le controversie connesse con una variazione delle differenze dovranno essere regolate come previsto negli accordi di fedeltà.

3) L'accordo di fedeltà deve contenere delle garanzie, prevedendo esplicitamente i diritti e le obbligazioni dei caricatori e delle compagnie di navigazione conferenziate secondo, inter alia, le seguenti norme:

a) la responsabilità del caricatore verrà per i carichi il cui trasporto sia controllato da lui, dalla compagnia che gli è affiliata, dalla sua filiale o dal suo spedizioniere, in

conformità del contratto di vendita delle merci interessate, a meno che egli con scappatoie, sotterfugi o intermediari non tenti di dirottare il carico in violazione dell'accordo di fedeltà;

b) l'accordo di fedeltà deve precisare l'ammontare dell'effettivo risarcimento o dei danni-interessi contrattuali e/o delle penalità. Le compagnie conferenziate possono tuttavia decidere di fissare il risarcimento dei danni in una misura più bassa o rinunziare a pretendere la liquidazione dei danni. In nessun caso, i danni liquidati a termini del contratto da pagarsi da parte del caricatore supereranno il tasso di nolo fissato per quel particolare tipo di spedizione, calcolato in base al tasso previsto nel contratto;

c) il caricatore ha il diritto di riacquistare pienamente il suo stato di fedeltà fatto salvo l'adempimento delle condizioni stabilite dalla Conferenza e specificate nell'accordo di fedeltà;

d) l'accordo di fedeltà dovrà contenere:

(i) la liste delle merci comprese eventualmente anche le rinfuse caricate senza marca o numero, le quali sono espressamente escluse dagli accordi di fedeltà;

(ii) la definizione delle condizioni in base alle quali le merci diverse da quelle indicate al precedente numero (i) sono considerate escluse dal campo di applicazione dell'accordo di fedeltà;

(iii) il metodo di risoluzione delle controversie che si riferiscono all'applicazione degli accordi di fedeltà;

(iv) una disposizione che preveda la possibilità di porre termine all'accordo di fedeltà a richiesta di un caricatore o di una Conferenza, senza alcuna penalizzazione, alla scadenza di un termine di preavviso prestabilito da darsi per iscritto; e

(v) le condizioni per la concessione di deroghe.

4) In caso di controversia tra una Conferenza e una organizzazione di caricatori e/o di caricatori sulla forma e sul contenuto di un progetto di accordo di fedeltà, ciascuna delle due parti può far risolvere la controversia in conformità delle procedure appropriate stabilite in questo Codice.

Art. 8 - Deroghe.

1) Le Conferenze disporranno, nel quadro degli accordi di fedeltà, che le richieste di deroga dei caricatori siano esaminate e che una decisione sia presa rapidamente, dando, se richiesto, per iscritto le ragioni del rifiuto quando la deroga è rifiutata. Se una Conferenza dovessa mancare di confermare entro un periodo specificato nell'accordo di fedeltà lo spazio sufficiente per imbarcare la merce di un caricatore entro un periodo anche specificato nell'accordo di fedeltà, il caricatore avrà diritto, senza essere penalizzato, di utilizzare qualsiasi altra nave per il carico in questione.

2) Nei porti dove i servizi della Conferenza sono condizionati al raggiungimento di un determinato minimo di carico, sia che la compagnia di navigazione non faccia scalo malgrado sia stato dato debito preavviso da parte dei caricatori, sia che la suddetta compagnia non risponda entro il termine convenuto al preavviso dei caricatori, questi avranno automaticamente diritto, senza pregiudizio per il loro stato di fedeltà, di usare qualsiasi nave disponibile per il trasporto delle loro merci.

Art. 9 - Pubblicazione dei tariffari, delle condizioni e/o dei regolamenti relativi.

I tariffari, le condizioni relative, i regolamenti e qualsiasi emendamento ad essi introdotto sono messi, su loro richiesta, a disposizione dei caricatori, organizzazioni di caricatori e

delle altre parti interessate a un costo ragionevole e potranno essere consultati negli uffici delle compagnie e dei loro agenti. Essi devono contenere tutte le condizioni concernenti l'applicazione dei tassi di nolo e il trasporto di qualsiasi carico coperto da essi.

Art. 10 - Rapporti annuali.

Le Conferenze forniranno annualmente alle organizzazioni di caricatori e ai rappresentanti dei caricatori dei rapporti sulle loro attività, per fornire informazioni di carattere generale su ogni questione di loro interesse, incluse specifiche informazioni sulle consultazioni condotte con i caricatori e le loro organizzazioni, sul seguito dato ai reclami, sui mutamenti nella composizione della Conferenza, e sui cambiamenti significativi nei servizi, nelle tariffe e nelle condizioni di trasporto. Tali rapporti annuali saranno trasmessi, a richiesta, alle autorità competenti dei paesi il cui traffico è servito dalla Conferenza interessata.

Art. 11 - Meccanismo di consultazione.

1) Sulle questioni di comune interesse devono aver luogo consultazioni tra la Conferenza, le organizzazioni di caricatori, i rappresentanti dei caricatori e, per quanto possibile, i caridatori che l'autorità competente può designare a tale scopo, se lo ritiene opportuno. Tali consultazioni avranno luogo tutte le volte che ne giunga richiesta da una qualsiasi delle parti sunnominate.

Le autorità competenti avranno il diritto, a richiesta, di partecipare pienamente alle consultazioni, ma ciò non significa che esse avranno un ruolo decisionale.

2) Le seguenti questioni, tra le altre, possono essere oggetto di consultazione:

a) variazioni nelle condizioni generali tariffarie e relative regolamentazioni;

b) variazioni nei livelli generali dei tariffari e dei noli applicabili a merci di speciale importanza;

c) tassi di nolo promozionali e/o speciali;

d) applicazione di soprannoli e loro modifiche;

e) accordi di fedeltà, loro istituzione o modifiche nella forma e nelle condizioni generali;

f) cambiamenti nella classificazione dei porti agli effetti delle tariffe;

g) metodi da seguirsi dai caricatori per fornire le informazioni necessarie circa il volume probabile e la probabile natura dei loro carichi;

h) presentazione dei carichi all'imbarco e condizioni relative al preavviso di spazio disponibile.

3) Nella misura in cui esse rientrano nell'ambito delle attività di una Conferenza anche le seguenti questioni possono formare oggetto di consultazioni:

a) funzionamento dei servizi di ispezione del carico;

b) cambiamento nella struttura dei servizi;

c) effetti della introduzione di nuove tecnologie nei trasporti di merci in particolare della utilizzazione, con conseguente riduzione dei servizi convenzionali o soppressione dei servizi diretti;

d) adeguatezza e qualità dei servizi di trasporto marittimo, compresa l'influenza degli accordi di pool, di approdo o di partenza sulle disponibilità dei servizi e sui tassi di nolo ai quali tali servizi vengono forniti, cambiamenti nelle aree servite e nella regolarità degli scali delle navi conferenziate.

4) Le consultazioni debbono essere condotte prima che siano prese decisioni finali, a meno che non sia altrimenti previsto dal presente Codice. Dovrà essere dato preavviso della intenzione di prendere delle decisioni sulle questioni richiamate ai paragrafi 2) e 3) del presente articolo. Quando ciò non fosse

possibile, decisioni urgenti potranno essere prese in attesa che abbiano luogo le consultazioni.

5) Le consultazioni avranno inizio senza ritardi ingiustificati e in ogni caso nel termine massimo specificato nell'accordo di Conferenza o, in mancanza, non più tardi dei trenta giorni dopo la ricezione delle proposte di consultazione, a meno che un termine di tempo diverso sia previsto dal presente Codice.

6) Nel corso delle consultazioni, le parti si adopereranno per fornire opportune informazioni, procedere tempestivamente alla discussione e al chiarimento delle questioni al fine di cercare delle soluzioni. Le parti interessate terranno conto dei parere e delle difficoltà di ciascuna parte e si sforzeranno di raggiungere un accordo compatibile con la loro pratica commerciale.

Cap. IV

TASSI DI NOLO

Art. 12 - Criteri per la determinazione dei tassi di nolo.

Per giungere ad una decisione su questioni di politica tariffaria in tutti i casi menzionati in questo Codice, i seguenti criteri saranno presi in considerazione, a meno che non sia altrimenti previsto:

a) i tassi di nolo saranno fissati al livello più basso possibile dal punto di vista commerciale e dovranno consentire agli armatori un ragionevole profitto;

b) i costi di funzionamento delle Conferenze, saranno, di regola, valutati sul viaggio completo delle navi, considerando come un singolo complesso l'andata e il ritorno. Quando possibile, i viaggi di andata e di ritorno dovrebbero essere considerati separatamente.

Nel determinare i noli, si terrà anche conto, tra gli altri fattori, della natura del carico, della relazione tra peso e volume, così come del valore della merce;

c) nel fissare tassi promozionali e/o tassi speciali di nolo per determinate merci, saranno prese in considerazione le condizioni di mercato di queste merci nei paesi serviti dalla Conferenza, particolarmente se in via di sviluppo e senza sbocchi sul mare.

Art. 13 - Tariffe conferenziali e classificazione dei tassi di nolo.

1) Le tariffe conferenziali non devono essere discriminatorie tra caricatori in condizioni similari. Le compagnie di navigazione conferenziate devono rigorosamente rispettare i tassi, le norme e le condizioni indicate nei tariffari ed in ogni altro documento pubblicato dalla Conferenza, che sia in corso di validità,nonchè ogni accordo speciale ammesso dal presente Codice.

2) Le tariffe conferenziali dovrebbero essere redatte in termini semplici e chiari indicando il numero più limitato possibile di classi o categorie in relazione alle particolari esigenze dei traffici, e specificando un tasso di nolo per ogni merce e, quando conveniente, per ogni classe o categorie di merce. Esse dovrebbero anche indicare, per quanto possibile al fine di facilitare rilevazioni ed analisi statistiche, il numero di codice corrispondente al prodotto nella classificazione Standard del Commercio Internazionale, alla nomenclatura doganale di Bruxelles, oppure ad ogni altra nomenclatura adottata in sede internazionale. Le classificazione delle merci nei tariffari dovrebbe essere preparata, per quanto possibile, in collaborazione con le organizzazioni dei caricatori o con altre organizzazioni nazionali o internazionali interessate.

Art. 14 - Aumenti generali dei tassi di nolo.

1) Ogni Conferenza dà alle organizzazioni dei caricatori, o ai rappresentanti dei caricatori, e/o ai caricatori stessi e, quando vi sia tenuta, alle autorità competenti dei paesi serviti dalla Conferenza un preavviso non inferiore ai 150 giorni ovvero di durata conforme agli accordi o alle consuetudini regionali, dell'intenzione di applicare un aumento generale dei tassi di nolo, indicandone l'entità e le ragioni a sostegno del proposto aumento.

2) A richiesta di una qualsiasi delle parti indicate a tal fine dal presente Codice, da farsi dopo un periodo di tempo convenuto dopo ricezione del preavviso, saranno iniziate consultazioni a termini delle norme pertinenti del presente Codice, entro un termine stabilito che non superi i 30 giorni o entro altro termine fissato in precedenza dalle parti interessate.

Le consultazioni avranno per oggetto i motivi e l'ammontare dell'aumento previsto, nonchè la sua decorrenza.

3) Al fine di accelerare le consultazioni una Conferenza può o, se richiesta da una qualsiasi delle parti indicate in questo Codice, come aventi titolo a partecipare alle consultazioni sugli aumenti generali dei tassi di nolo, deve sottoporre alle parti quando possibile con ragionevole anticipo rispetto alle consultazioni, un rapporto redatto da un esperto contabile indipendente che comprenda, ove le parti l'accettino come uno degli elementi base della consultazione, una analisi complessiva dei dati relativi ai costi e e ricavi che a giudizio della Conferenza giustifichino l'aumento dei tassi di nolo.

4) In caso di accordo l'aumento dei tassi di nolo andrà in vigore dalla data indicata nel preavviso fatto a termini del paragrafo 1) del presente articolo, oppure ad una data successiva convenuta dalle parti interessate.

5) Se nessun accordo è raggiunto entro 30 giorni dal preavviso a termini del par. 1) del presente articolo, nel rispetto delle procedure previste da questo Codice, la questione sarà sottoposta immediatamente a conciliazione obbligatoria internazionale a norma del cap. VI. La raccomandazione dei conciliatori, se accettata dalle parti interessate, sarà vincolante per esse e dovrà essere eseguita a norma del par. 9) del presente articolo con effetto dalla data indicata dalla raccomandazione dei conciliatori.

6) Un aumento generale dei tassi di nolo può essere applicato dalla Conferenza in pendenza della raccomandazione dei conciliatori con il rispetto delle disposizioni di cui al paragrafo 9) del presente articolo. Nel fare le loro raccomandazioni, i conciliatori dovrebbero prendere in considerazione l'entità dell'aumento summenzionato fatto dalla Conferenza e il periodo per il quale esso è rimasto in vigore. Nel caso che la Conferenza respinga la raccomandazione dei conciliatori, i caricatori e/o le organizzazioni dei caricatori dopo un preavviso appropriato avranno il diritto di considerarsi non vincolati dagli accordi, o da altro contratto con quella Conferenza, che impedisca loro l'utilizzazione di servizi di linea non conferenziati. Quando esiste un accordo di fedeltà i caricatori e/o le organizzazioni dei caricatori dovranno dare notifica entro un periodo di 30 giorni che essi non si considerano più vincolati da tali accordi. La notifica avrà vigore dalla data in essa indicata entro un periodo, da determinarsi dagli accordi di fedeltà, non inferiore a 30 giorni e non superiore ai 90 giorni.

7) Un ristorno differito dovuto ad un caricatore ed accantonato dalla Conferenza non può essere trattenuto o incamerato dalla Conferenza in seguito alla decisione presa dal caricatore in applicazione del par. 6) del presente articolo.

8) Se il traffico di un paese servito dalle compagnie di navigazione associate su una rotta particolare consiste prevalentemente in una o poche merci di base, ogni aumento dei tassi di nolo per una o più di tali merci sarà considerato come un aumento generale dei tassi di nolo, e renderà applicabili le disposizioni pertinenti del presente Codice.

9) Le Conferenze dovrebbero prevedere che ogni aumento generale dei tassi di nolo divenuto valido a termini del presente Codice è applicabile per un periodo prestabilito di durata minima, tenendo in ogni caso conto delle norme riguardanti i soprannoli e gli aggiustamenti dei tassi conseguenti a fluttuazioni dei tassi di cambio. La durata di applicazione di un aumento generale dei tassi è specifica materia da considerare nel corso delle consultazioni condotte a termine del par. 2) del presente articolo, ma, salvo che non sia diversamente stabilito tra le parti interessate durante le consultazioni, il periodo minimo di tempo fra la data alla quale un aumento generale dei tassi di nolo diventa effettivo e la data di preavviso per il seguente aumento generale, indicata a termini del par. 1) del presente articolo, non dovrà essere inferiore a 10 mesi.

Art. 15 - Tassi di nolo promozionali.

1) Le Conferenze dovrebbero introdurre tassi di nolo promozionali per esportazioni non tradizionali.

2) Tutte le informazioni necessarie e ragionevolmente esigibili giustificanti la necessità di tassi di nolo promozionali saranno sottoposte alla Conferenza dai caricatori, dalle organizzazioni dei caricatori o dai rappresentanti dei caricatori interessati.

3) Speciali procedure saranno istituite per la decisione, entro 30 giorni dalla data di ricezione delle informazioni di cui sopra, a meno che le parti non concordino diversamente, sulla richiesta di tassi di nolo promozionali.

Una chiara distinzione sarà fatta tra queste e le procedure generali per vagliare la possibilità di ridurre i tassi di nolo per altre merci o per esentarle da aumenti dei noli.

4) Le informazioni riguardanti le procedure per esaminare le richieste di tassi di nolo promozionali saranno rese note dalla Conferenza ai caricatori ed alle loro organizzazioni e, a richiesta, ai governi e/o alle altre autorità competenti dei paesi il cui traffico è servito dalla Conferenza.

5) I tassi di nolo promozionali saranno stabiliti normalmente per un periodo di 12 mesi, a meno che non sia diversamente convenuto di comune accordo tra le parti interessate. Prima della scadenza di tale periodo, il tasso di nolo promozionale sarà rivisto su richiesta dei caricatori e/o delle loro organizzazioni, ch dovranno, a richiesta della Conferenza, dimostrare che il mantenimento del tasso promozionale oltre il periodo iniziale è giustificato.

6) Nell'esaminare una richiesta di tassi di nolo promozionali, la Conferenza può prendere in considerazione il fatto che i tassi, mentre promuoverebbero l'esportazione di prodotti non tradizionali per i quali sono stati richiesti, non provochino sensibili distorsioni concorrenziali nei confronti di prodotti similari provenienti da altro paese servito dalla Conferenza.

7) I tassi di nolo promozionali non saranno esenti dalla imposizione di sovrannoli o di coefficienti di adeguamento valutario a norma degli artt. 16 e 17.

8) Le singole compagnie di navigazione associate che servono gli specifici porti conferenziati dovranno accettare e non rifiutare irragionevolmente il trasporto di una adeguata quantità di merci per la quale sia stato stabilito un tasso di nolo promozionale.

Art. 16 - Soprannoli.

1) I soprannoli imposti da una Conferenza per coprire aumenti di costi o perdite di introiti improvvisi o straordinari saranno considerati temporanei. Essi saranno ridotti in concomitanza con il miglioramento della situazione e delle circostanze che ne imposero l'adozione e saranno soppressi, fermo restando il paragrafo 6) del presente articolo, non appena la situazione o le circostanze che ne imposero l'adozione saranno cessate. Questo dovrà èssere indicato al momento della loro imposizione, insieme, per quanto possibile, con la descrizione del autamento della situazione o delle circostanze che comporteranno l'aumento, la riduzione o la soppressione del soprannolo.

2) I soprannoli per merci dirette o provenienti da un porto determinato saranno considerati temporanei e analogamente saranno aumentati ridotti o soppressi, fermo restando il par.6) del presente articolo, quando la situazione in quel porto sarà cambiata.

3) Prima che venga imposto un soprannolo sia di carattere generale sia riferito ad uno specifico porto, dovrebbe essere dato preavviso e dovrebbe procedersi a richiesta, a consultazione, a termini delle procedure del presente Codice, fra la Conferenza interessata e le altre parti direttamente gravate dal soprannolo e aventi titolo, secondo il presente Codice, a partecipare a tali Consultazioni, salvò si tratti di circostanze eccezionali che giustifichino l'immediata imposizione del soprannolo. Nei casi nei quali è stato imposto un soprannolo senza previe consultazioni, queste saranno successivamente tenute non appena possibile, e la Conferenza, prima che queste si svolgano dovrà fornire i dati che secondo la propria opinione giustificano l'imposizione del soprannolo.

4) A meno che le parti non concordino diversamente, entro 15 giorni dalla ricezione del preavviso di cui al par. 3) del presente articolo, se non vi è accordo sulla questione del soprannolo tra le parti interessate di cui al detto articolo, troveranno applicazione le norme specifiche previste nel presente Codice per la risoluzione delle controversie. A meno che le parti contraenti non convengano diversamente, il soprannolo può tuttavia essere applicato in attesa della soluzione della controversia, se questa rimane ancora insoluta allo spirare di un periodo di 30 giorni dalla ricezione del preavviso di cui sopra.

5) Nel caso di un soprannolo imposto, in circostanze eccezionali, senza la preventiva consultazione prevista dal par.3) del presente articolo, se nessun accordo è raggiunto attraverso successive consultazioni, si applicheranno le norme per la risoluzione delle controversie previste nel presente Codice.

6) Le perdite sostenute dalle compagnie di navigazione associate a seguito di ritardi derivanti da consultazioni e/o altre procedure destinate a risolvere controversie per l'imposizione dei soprannoli a termini del presente Codice, in relazione alla data alla quale il soprannolo avrebbe dovuto essere imposto secondo il preavviso dato a norma del par. 3) del presente articolo, possono essere compensati con un prolungamento equivalente della durata dell'applicazione del soprannolo prima della sua soppressione. Inversamente, per un soprannolo imposto dalla Conferenza e successivamente giudicato di comune accordo ingiustificato o eccessivo in seguito alle consultazioni o alle altre procedure prescritte nel presente Codice, le somme riscosse o la parte in eccesso come sopra determinata, sono restituite, su richiesta, alle parti interessate, entro un periodo di 30 giorni da tale richiesta, almeno che non sia diversamente convenuto.

Art. 17 - Variazioni dei cambi.

1) Le variazioni dei cambi e le rivalutazioni ufficiali che comportino variazioni nel complesso dei costi e/o introiti globali di esercizio delle compagnie di navigazione conferenziate per le loro attività nell'ambito conferenziale, offrono ragioni valide per introdurre un coefficiente di aggiustamente monetario o di variazione dei tassi di nolo. Tali aggiustamenti o variazioni devono essere di entità tale da non comportare, per quanto possibile, per le compagnie conferenziate - nell'insieme - nè guadagno, nè perdita. L'aggiornamento o la variazione può prendere la forma di sovrannoli, di sconti o di aumento o di riduzione dei tassi di nolo.

2) Tali aggiustamenti o variazioni sono condizionati ad un preavviso che dovrà essere dato in conformità con gli usi regionali, quando questi esistano, e daranno luogo a consultazioni secondo le norme del presente Codice tra la Conferenza interessata e le altre parti direttamente in causa e indicate nel presente Codice come aventi titolo a partecipare alle consultazioni, salvo circostanze eccezionali che giustifichino l'immediata imposizione di un coefficiente di aggiustamento monetario o di una variazione nei tassi di nolo. Se vi è stato aggiustamento o variazione senza previe consultazioni, queste saranno in seguito tenuto al più presto possibile. Le consultazioni dovrebbe essere fatte sulla applicazione, sulla misura e sulla data di entrata in vigore del coefficiente di aggiustamento monetario o della variazione del tasso di nolo, seguendo le stesse procedure che a tal fine sono prescritte nel par. 4) e 5) dell'art. 16 nei confronti dei soprannoli. Le consultazioni dovrebbero avere luogo ed essere completate entro un periodo non superiore ai 15 giorni dalla data alla quale è stata annunciata l'intenzione di applicare un soprannolo monetario o di introdurre una variazione nei tassi di nolo.

3) Se entro 15 giorni dal preavviso non si è pervenuti ad un accordo nelle consultazioni, si applicheranno le norme pertinenti del presente Codice, relative alla risoluzione delle controversie.

4) Le disposizioni dell'art. 16 par. 6) si applicheranno con i necessari adattamenti ai coefficienti di aggiustamento monetario ed alle variazioni dei tassi di nolo trattate nel presente articolo.

Cap. V
ALTRE QUESTIONI

Art. 18 - Navi disturbo.

I membri di una Conferenza non useranno nel traffico servito dalla Conferenza navi disturbo per escludere, impedire o ridurre la concorrenza forzando una compagnia di navigazione non associata alla Conferenza a ritirarsi dal traffico.

Art. 19 - Adeguatezza dei servizi.

1) Le Conferenze dovrebbero adottare le misure necessarie ed appropriate affinchè le compagnie loro associate assicurino un servizio regolare, adeguato ed efficiente con la frequenza richiesta sulle rotte che esse servono e organizzino tali servizi in modo tale da evitare, per quanto possibile, partenze troppo ravvicinate o troppo distanziate. Le Conferenze dovranno anche prendere in considerazione qualsiasi misura speciale che sia necessaria per organizzare i servizi in modo da far fronte a variazioni stagionali di traffico.

2) Le Conferenze e le altre parti indicate in questo Codice come aventi titolo a partecipare alle consultazioni, incluse le autorità competenti se queste lo desiderano, dovrebbero tenere sotto controllo la domanda di stiva, l'adeguatezza e la adattabilità dei servizi e, in particolare, la possibilità di

razionalizzarli e di accrescerne l'efficienza, e assicurare una stretta collaborazione tra di loro a tale riguardo. I benefici che manifestamente derivino dalla razionalizzazione dei servizi dovranno riflettersi adeguatamente sul livello dei tassi di nolo.

3) Nei porti che sono serviti dalle Conferenze soltanto a condizione che il carico raggiunga una consistenza minima determinata, detto "minimo di carico" dovrà essere specificato nelle tariffe. I caricatori dovrebbero dare un preavviso adeguato circa la disponibilità di tale carico.

Art. 20 - Sede della Conferenza.

La Conferenza dovrà normalmente stabilire la sua sede principale in un paese il cui traffico è servito dalla Conferenza a meno che sia concordato diversamente dalle compagnie di navigazione conferenziate.

Art. 21 - Rappresentanze.

Le Conferenze stabiliscono rappresentanze locali in tutti i paesi serviti eccettuati quelli dove esistano ragioni pratiche per una rappresentanza su base regionale. I nomi e gli indirizzi dei rappresentanti saranno prontamente disponibili e questi rappresentanti assicureranno che i rispettivi punti di vista dei caricatori e della Conferenza siano fatti rapidamente conoscere a ciascuno al fine di raggiungere pronte decisioni. Quando la Conferenza lo considera conveniente, fornità una adeguata delega di poteri decisionali ai suoi rappresentanti.

Art. 22 - Contenuto degli accordi conferenziali, di partecipazione al traffico di fedeltà.

Gli Accordi conferenziali, gli accordi di partecipazione al traffico e di fedeltà devono essere conformi alle norme pertinenti del presente Codice e possono comprendere ogni altra norma eventualmente convenuta, che non sia incompatibile con il presente Codice.

PARTE SECONDA

Cap. VI .

Norme e procedure per la soluzione delle controversie

A. Disposizioni generali

Art. 23

1 - Le norme del presente articolo si applicheranno ogni qualvolta si abbia una controversia sull'applicazione e sulla esecuzione delle disposizioni del presente Codice fra le seguenti parti:

a) una Conferenza e una compagnia di navigazione;

b) le compagnie di navigazione associate ad una Conferenza;

c) una Conferenza o una Compagnia di navigazione conferenziata e una organizzazione di caricatori o rappresentanza di caricatori o singoli caricatori;

d) due o più Conferenze.

Ai fini del presente capitolo, s'intendono per "Parti" quelle originarie della controversia nonchè i "terzi" che si inseriscano nella procedura ai sensi dell'art. 34, comma a).

2 - Le controversie tra compagnie di navigazione della stessa nazionalità nonchè quelle tra organizzazioni appartenenti allo stesso Paese saranno risolte nel contesto della giurisdizione nazionale di quel Paese, a meno che ciò non crei seri ostacoli all'osservanza delle norme del presente Codice.

3 - Le parti in contrasto cercheranno anzitutto un accordo amichevole mediante scambi di vedute o diretti negoziati con l'intenzione di trovare una soluzione reciprocamente soddisfacente.

4 - Le controversie tra le parti citate nel par. 1) del presente articolo relative a:

a) rifiuto di ammissione di una compagnia di navigazione nazionale in una Conferenza che serva il traffico internazionale del Paese di quella compagnia di navigazione;

b) rifiuto di ammissione di una Compagnia di un Paese terzo a una Conferenza;

c) incompatibilità di un accordo di Conferenza con il presente Codice;

d) espulsione da una Conferenza;

e) aumento generale dei tassi di nolo;

f) soprannoli;

g) variazione nei tassi di nolo o imposizione di un fattore di aggiustamento monetario dovuto a variazione nei cambi;

h) partecipazione al traffico;

i) forma e contenuto di nuovi accordi di fedeltà;

che non siano state risolte attraverso scambi di vedute o negoziati diretti fra le parti, sono a richiesta di una delle parti deferite alla conciliazione internazionale obbligatoria secondo le norme stabilite nel presente capitolo.

Art. 24

1 - La procedura di conciliazione è iniziata su richiesta di una delle parti alla controversia;

2 - La richiesta è fatta:

a) per le controversie relative alla partecipazione alla Conferenza: non oltre sessanta giorni dalla data in cui il richiedente

ha ricevuto notizia della decisione della Conferenza, con le sue motivazioni, a termini degli artt. 1, par. 4) e 4 par. 3);

b) per le controversie relative ad un aumento generale dei prezzi di nolo, non oltre la data in cui scade il periodo di preavviso di cui all'art. 14, par. 1);

c) per le controversie relative ai soprannoli, non oltre la data di scadenza del periodo di trenta giorni di cui all'art. 16 par. 4) o, nel caso in cui non sia stato dato preavviso non oltre quindici giorni dalla data in cui il soprannolo è stato posto in vigore;

d) per le controversie relative alle variazioni cei tassi di nolo o all'imposizione di un coefficiente di aggiustamento monetario dovuto a variazione nei cambi: non oltre 5 giorni dalla data in cui scade il periodo indicato all'art. 17 3).

3 - Le norme del par. 2 del presente articolo non si applicano alle controversie soggette a conciliazione obbligatoria internazionale di cui all'art. 25, par. 3).

4 - Le richieste per conciliare le controversie diverse da quelle di cui al par. 2) del presente articolo possono essere avanzate in qualsiasi momento.

5 - I termini di decadenza specificati nell'art. 24, par. 2), possono essere prorogati d'intesa fra le parti.

6 - Una richiesta di conciliazione sarà considerata come regolarmente avanzata se è provata che esssa è stata spedita all'altra parte

a mezzo lettera raccomandata, telegramma, telescrivente o che le è stata notificata entro i termini di tempo specificati nei par. 2 o 5) del presente articolo.

7 - Qualora non vi sia stata alcuna richiesta entro i termini di tempo fissati nei par. 2) o 5) del presente articolo, la decisione della Conferenza sarà definitiva e nessuna delle parti in causa potrà iniziare un procedimento invocando le norme del presente capitolo, per modificare la decisione.

Art. 25

1 - Quando le parti abbiano concordato che le controversie di cui all'art. 23, par. 4), lett. a), b), c), h), i) siano risolte con procedure diverse da quella stabilite dal citato articolo, o si accordino su procedure per risolvere una controversia particolare insorta tra di loro, tali controversie sono, a richiesta di una qualsiasi delle parti, risolte in conformità di tali intese.

2 - Le disposizioni del paragrafo precedente si applicano anche alle controversie di cui all'art. 23, par. 4), lett. e), f), g) a meno che le leggi, le regole e i regolamenti nazionali non impediscano ai caricatori di avere questa libertà di scelta.

3 - Le procedure di conciliazione, una volta iniziate, hanno la precedenza sui rimedi offerti dalla legislazione nazionale. Se una parte invoca le norme di diritto internazionale per la risoluzione di una controversia alla quale il presente capitolo si applica, senza avere preventivamente esperito la procedura in esso prevista, il procedimento è sospeso a richiesta del

convenuto, e la controversia è sottoposta alle procedure definite nel presente capitolo dalla Corte e dall'autorità presso la quale siano state invocate le norme nazionali.

Art. 26

1 - Le parti contraenti conferiranno alle Conferenze ed alle organizzazioni dei caricatori la capacità necessaria per l'applicazione delle norme di questo capitolo. In particolare:

a) una Conferenza o una organizzazione di caricatori può iniziare procedimenti come parte o essere designata come parte nei procedimenti esercitando una rappresentanza collettiva;

b) qualsiasi notifica rivolta a una Conferenza o ad un'organizzazione di caricatori a titolo collettivo costituirà anche notificazione a ciascun membro di tale Conferenza o organizzazione di caricatori;

c) una notifica rivolta ad una Conferenza o ad una organizzazione di caricatori sara indirizzata alla sede sociale della Conferenza o dell'organizzazione dei caricatori. Ciascuna Conferenza o organizzazione di caricatori farà registrare l'indirizzo della sua sede sociale al Segretariato previsto all'art. 46 par. 1). Nel caso che una Conferenza o una organizzazione di caricatori non effettui la registrazione o non abbia una sede sociale, ogni notifica rivolta a qualsiasi membro nel nome della Conferenza o dell'organizzazione dei caricatori sarà considerata come notifica a tale Conferenza o organizzazione.

2 L'accettazione o il rifiuto di una raccomandazione dei conciliatori da parte di una Conferenza o di una organizzazione di caricatori sarà considerata come accettazione o rifiuto di detta raccomandazione da parte di ciascun membro della Conferenza o dell'organizzazione.

Art. 27

A meno che le parti non concordino diversamente, i conciliatori possono decidere di formulare una raccomandazione basandosi su comunicazioni scritte, senza procedura orale.

B - Conciliazione obbligatoria internazionale

Art. 28

Nella conciliazione obbligatoria internazionale le autorità competenti di una parte contraente potranno, a loro richiesta,partecipare alle procedure di conciliazione a sostegno di una parte che ne abbia la nazionalità o che abbia una controversia riguardante il commercio estero della detta parte contraente. Le Autorità competenti possono anche partecipare a detta procedura di conciliazione in qualità di osservatori.

Art. 29

1 - Nella conciliazione obbl qatoria internazionale, il procedimento si terrà nel luogo concordato all'unanimità dalle parti o, in difetto di unanimità, nel luogo scelto dai conciliatori.
2 - Nel fissare il luogo della procedura di conciliazione, le parti e i conciliatori terranno conto, tra l'altro, dei Paesi che sono strettamente interessati alla controversia, avendo riguardo al Paese della compagnia di navigazione interessata e, specialmente quando la controversia è riferita al carico, al Paese al da dove proviene il carico.

Art. 30

1 - Ai fini del presente capitolo sarà costituito un ruolo internazionale di conciliatori, formato da esperti di chiara fama nel campo legale o dell'economia dei trasporti marittimi o del commercio estero e della finanza, i quali scelti dalle parti contraenti, dovranno svolgere il loro incarico in piena autonomia

2 - Ognuna delle parti contraenti potrà in qualsiasi momento nominare fino a 12 conciliatori come membri del ruolo e comunicarne i nomi al Segretariato. Ogni nomina avrà la durata di sei anni e potrà essere rinnovata. In caso di morte, impedimento o dimissioni di un membro iscritto nel ruolo, la parte contraente che aveva nominato tale persona nominerà un sostituto per il rimanente periodo del mandato. La nomina prende effetto dalla data alla quale la comunicazione della nomina è ricevuta dal Segretario.

3 - Il Segretario terrà il ruolo aggiornato e informerà regolarmente le Parti contraenti della sua composizione.

Art. 31

1 - Scopo della riconciliazione è di raggiungere un'amichevole soluzione della controversia a mezzo di raccomandazioni formulate da conciliatori indipendenti.

2 - I conciliatori identificheranno e chiariranno i punti controversi, richiedendo a tal fine informazioni alle parti e, su tali basi, sottoporranno alle parti una raccomandazione per la soluzione della controversia.

3 - Le parti coopereranno in buona fede con i conciliatori allo scopo di agevolarli nell'esercizio delle loro funzioni.

4 - Salvo le norme dell'art. 25, par. 2), le Parti controvertenti possono in qualsiasi momento durante il procedimento di conciliazione accordarsi per ricorrere ad una diversa procedura per la soluzione della loro controversia. Le Parti di una controversia che è stata sottoposta ad una procedura diversa da quella prevista dal presente capitolo possono decidere di comune accordo di fare ricorso alla conciliazione obbligatoria internazionale.

Art. 32

1 - La procedura di conciliazione sarà esperita da un solo conciliatore o da un numero dispari di conciliatori concordati o designati dalle Parti.

2 - Ove le Parti non si accordino sul numero o sulla designazione dei conciliatori, come previsto nel paragrafo 1 del presente articolo, la procedura di conciliazione sarà esperita da tre conciliatori, nominati il primo da una Parte nella memoria introduttiva del ricorso, il secondo dall'altra Parte nella replica, e il terzo, con funzioni di Presidente, dai primi due conciliatori.

3 - Se nella replica non viene indicato il nome del conciliatore da nominare nel caso di applicazione del paragrafo precedente, il secondo conciliatore sara scelto a sorte, entro 30 gg. dal ricevimento della memoria d'introduzione del ricorso, dal conciliatore designato in tale domanda fra i membri del ruolo nominati dalla Parte o Parti contraenti di cui il convenuto o i convenuti sono cittadini.

4 - Ove i conciliatori nominati in base ai par. 2 e 3 precedenti non riescano ad accordarsi sulla scelta del terzo conciliatore entro 15 giorni dalla designazione del secondo conciliatore,

questo sarà sorteggiato da parte dei conciliatori già nominati entro i 5 giorni seguenti. Prima dell'estrazione a sorte:

a) nessun membro del ruolo dei conciliatori che abbia la stessa nazionalità di uno dei due conciliatori già nominati sarà eleggibile per estrazione a sorte;

b) ognuno dei due conciliatori nominati potrà escludere dal ruolo dei conciliatori un numero eguale di conciliatori sempre che ne rimangano almeno 30 eleggibili per estrazione a sorte.

Art. 33

1 - Quando più Parti richiedono diversi procedimenti di conciliazione con la stessa Parte convenuta per una stessa materia o per materie strettamente collegate, il convenuto può chiedere di unificare le procedure.

2 - La richiesta di unificazione dovrà essere esaminata e decisa a maggioranza dai Presidenti dei conciliatori già eletti. Nel caso di accoglimento della richiesta, i presidenti designeranno i conciliatori incaricati di esaminare i ricorsi unificati fra i conciliatori già nominati o sorteggiati purchè in numero dispari e a condizione che il primo conciliatore nominato da ciascuna delle Parti sia uno dei conciliatori incaricato di giudicare i ricorsi unificati.

Art. 34

Nel caso che la procedura di riconciliazione sia stata già iniziata, qualsiasi Parte, che non sia l'autorità competente citata nell'art. 28, può intervenire nel procedimento:

a) come "Parte" se ha un interesse economico diretto nel caso;

b) a sostegno di una delle Parti originarie, se ha un interesse economico indiretto; a meno che una delle Parti originarie non si opponga a tale intervento.

Art. 35

1 - Le raccomandazioni dei conciliatori saranno fatte a termini del presente Codice.

2 - Quando il codice taccia su un punto qualsiasi, i conciliatori applicheranno le norme concordate fra le Parti al momento dell'inizio della procedura di conciliazione o successivamente ma non oltre il momento di presentazione delle prove ai conciliatori. Mancando tale accordo, sarà applicata la legge che, a giudizio dei conciliatori, è la più direttamente collegata alla controversia.

3 - I conciliatori non deliberanno sulla disputa ex aequo et bono;, a meno che le Parti non convengano in tal senso dopo che la controversia è sorta.

4 - I conciliatori non potranno concludere con un non liquet basato sull'oscurità della legge.

5 - I conciliatori possono raccomandare le misure correttive ed i risarcimenti previsti dalla legge applicabile alla controversia.

Art. 36

Le raccomandazioni dei conciliatori saranno motivate.

Art. 37

1 - Se le Parti non hanno concordato prima, durante o dopo il procedimento di conciliazione che la raccomandazione dei conciliatori

ha effetto vincolante, questa diverrà vincolante in seguito alla accettazione delle Parti. Una raccomandazione che sia stata accettata solo da alcune delle Parti, sarà vincolante solo tra queste.

2 - L'accettazione della raccomandazione deve essere comunicata dalle Parti ai conciliatori ad un indirizzo da loro indicato non oltre 30 gg. dalla ricezione della notifica della raccomandazione; in caso diverso si dovrà ritenere che la raccomandazione non sia stata accetta.

3 - Una Parte che non accetti la raccomandazione notificherà per iscritto ed in dettaglio ai conciliatori ed alle altre Parti entro i 30 gg. dopo il periodo specificato nel precedente par. 2 i motivi che essa invoca nel rifiutare la raccomandazione

4 - Quando la raccomandazione è stata accettata dalle Parti, i conciliatori redigono e firmano un processo verbale di accordo e da quel momento la raccomandazione diviene vincolante per le Parti. Se la raccomandazione non è stata accettata da tutte le Parti, i conciliatori redigono un rapporto relativo alle Parti che hanno respinto la raccomandazione, menzionando la controversia sorta ed il fatto che per tali Parti essa non ha trovato composizione.

5 - Una raccomandazione che sia divenuta vincolante per le Parti sarà da loro applicata immediatamente o ad una data ulteriore specificata dalla raccomandazione stessa.

6 - Una Parte può subordinare la sua accettazione all'accettazione di tutte le Parti o di una qualsiasi delle altre Parti alla controversia.

Art. 38

1 - Una raccomandazione costituisce la decisione finale di una controversia per le Parti che l'accettano fatti salvi i limiti entro i quali essa non è riconosciuta e messa in vigore a norma dell'art. 39.

2 - Il termine "Raccomandazione" comprende l'interpretazione, la chiarificazione o la revisione della raccomandazione fatta dai Conciliatori prima dell'accettazione della raccomandazione.

Art. 39

1 - Ciascuna delle Parti contraenti dovrà riconoscere una raccomandazione come vincolante fra le Parti che l'hanno accettata e, tranne che nei casi previsti dai par. 2) e 3) del presente articolo, dovrà fare eseguire, su richiesta di una delle Parti, tutte le obbligazioni stabilite nella raccomandazione come se si trattasse di sentenza definitiva di un Tribunale di quella Parte contraente.

2 - Il Tribunale o altra Autorità competente del Paese in cui, a richiesta di una delle Parti considerate nel par. 1) del presente articolo, sono chiesti il riconoscimento o l'esecuzione di una raccomandazione può negarli solo se abbia accertato che:

a) una delle Parti che ha accettato la raccomandazione era, secondo la legge ad essa applicabile, legalmente incapace al momento dell'accettazione;

b) la raccomandazione sia stata ottenuta con frode o coercizione;

c) la raccomandazione sia contraria all'ordine pubblico del Paese in cui viene chiesta l'esecuzione;

d) la composizione del collegio dei Conciliatori, o la procedura della conciliazione, non sono in accordo con le norme del presente Codice.

3 - Una qualsiasi parte della raccomandazione non sarà resa esecutiva e riconosciuta valida se il Tribunale o ogni altra autorita competente accerti che tale parte ricada in uno dei casi di cui ai commi del precedente par. 2) e possa essere separata dal resto della raccomandazione. Se tale parte non può essere separata, tutta intera la raccomandazione non sarà nè resa esecutiva nè riconosciuta valida.

Art. 40

1 - Ove una raccomandazione sia stata accettata da tutte le Parti, essa con le sue motivazioni può essere resa pubblica con il consenso di tutte le Parti.

2 - Ove una raccomandazione sia stata respinta da una o più Parti, ma accettata dalle altre Parti:

a) la Parte o le Parti che la respingono dovranno rendere pubbliche le ragioni del loro rifiuto dato a norma dell'art. 37 par. 3) e possono nello stesso tempo rendere pubblica la raccomandazione e le sue motivazioni;

b) la Parte che ha accettato la raccomandazione può rendere pubblico il testo e le motivazioni e può anche rendere pubbliche le ragioni del rifiuto di qualsiasi altra Parte, a meno che quest'altra Parte abbia già reso pubblico il suo rifiuto e le sue motivazioni ai termini della precedente lettera a.

3 - Quando una raccomandazione non è stata accettata da nessuna delle Parti, può essere resa pubblica insieme con i motivi, da ciascuna di esse, come può essere reso pubblico il suo rifiuto, insieme con i motivi addotti.

Art. 41

1 - I documenti e le dichiarazioni contenenti informazioni sui fatti forniti da una qualsiasi Parte ai Conciliatori potranno essere resi pubblici a meno che una Parte o la maggioranza dei Conciliatori disponga diversamente.

2 - Tali documenti ed informazioni forniti da una Parte possono essere dalla medesima presentati in appoggio al proprio caso nei procedimenti successivi insorgenti dalla stessa controversia e tra le stesse Parti.

Art. 42

Se una raccomandazione non è diventata vincolante per le Parti, nessuna considerazione o motivazione fornita dai Conciliatori e nessuna concessione o offerta fatta dalle Parti al fine delle procedure di conciliazione pregiudicheranno i diritti e gli obblighi legali di una qualsiasi delle Parti.

Art. 43

1 - a) A meno che non sia diversamente convenuto le spese per i Conciliatori e qulle per il procedimento saranno divise in quote eguali fra le Parti al procedimento.

b) quando la procedura di conciliazione è stata iniziata, i Conciliatori avranno diritto a richiedere un anticipo o una garanzia per le spese di cui al comma precedente..

2 - Ciascuna delle Parti prende a suo carico tutte le spese da essa sostenute in relazione al procedimento, a meno che le Parti non convengano diversamente.

3 - In deroga alle norme dei par. (1) e (2) precedenti, i Conciliatori, ove abbiano unanimemente deciso che una parte ha intentato un'azione vessatoria o senza alcun serio fondamento, possono porre a carico di quella parte il pagamento parziale o totale delle spese sostenute dalle altre parti nel procedimento. Tale decisione sarà definitiva e vincolanta per tutte le parti.

ART. 44

1 - La mancata comparizione o la mancata presentazione di conclusioni di una parte in qualsiasi stadio del procedimento non sarà intesa come riconoscimento delle pretese dell'altra. In tale caso, l'altra parte può, a sua scelta, chiedere ai Consiliatori di concludere il procedimento o di risolvere le questioni ad essi presentate e formulare una raccomandazione in conformità delle norme previste nel presente Codice.

2 - Prima di chiudere i procedimenti, i Conciliatori concederanno alla parte che non si è presentata o che non ha concluso un periodo di grazia non superiore ai 10 giorni, a meno che essi non abbiano accertato che la parte non intende comparire o concludere.

3 - La mancata osservanza dei termini procedurali previsti nel presente Codice o stabiliti dai Conciliatori, ed in particolare dei termini relativi alla presentazione di dichiarazioni e di informazioni sarà considerata manzanca di conclusioni.

4 - Nel caso di un procedimento concluso a causa della mancata comparizione o di mancata conclusione di una delle Parti, i Conciliatori redigeranno un processo verbale nel quale constateranno la predetta mancanza.

Art. 45

1 - I Conciliatori seguiranno le norme procedurali stabilite nel presente Codice.

2 - Le regole di procedura annesse alla presente Convenzione saranno considerate "regole tipo" per guida dei Conciliatori. I Conciliatori possono, di comune accordo, usare, integrare o emendare le norme contenute nell'Annesso; oppure stabilire proprie norme di procedura nella misura in cui tali norme integrative, emendate o innovative non siano in contrasto con le norme del presente Codice.

3 - Se le parti convengono che può essere utile allo scopo di realizzare una sollecita e non costosa soluzione del procedimento di conciliazione, esse possono di comune accordo stabilire delle norme di procedura che non siano incompatibili con il presente Codice.

4 - I Conciliatori formuleranno le raccomandazioni all'unanimità o, in caso di contrasto, a maggioranza.

5 - Il procedimento di conciliazione dovrà avere termine e la raccomandazione dei Conciliatori dovrà essere emessa non oltre sei mesi dalla data alla quale i conciliatori sono stati nominati salvo che nei casi di cui all'art. 23 par. (4), lettera e), f), g), per i quali saranno validi i termini disposti negli art. 14 par (1) e 16 par. (4). Tale periodo di sei mesi potrà essere prorogato per accordo delle parti.

Art. 46

C. Meccanismo istituzionale

1 - Sei mesi prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione, il Segretario Generale delle Nazioni Unite, con riserva dell'ap-

provazione dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, e tenendo conto dei punti di vista espressi dalle parti contraenti, nominerà un Segretario eventualmente assistito da personale supplementare nella misura necessaria per l'esercizio delle funzioni elencate nel paragrafo seguente. I servizi amministrativi di cui il Segretario ed i suoi collaboratori abbiano bisogno saranno forniti dall'Ufficio delle Nazioni Unite di Ginevra.

2 - Il Segretario svolgerà le seguenti funzioni, consultando ove sia il caso, le Parti Contraenti.

a) aggiornare la lista dei Conciliatori del Ruolo Internazionale dei Conciliatori e informare regolarmente le Parti Contraenti della composizione del detto Ruolo;

b) fornire i nomi e gli indirizzi dei Conciliatori su richiesta delle parti interessate;

c) ricevere e tenere copia delle richieste di conciliazione, delle risposte, delle raccomandazioni, delle accettazioni o dei rifiuti e delle loro motivazioni;

d) fornire, a richiesta, e a loro spese, le copie delle raccomandazioni e delle motivazioni addotte per il loro rifiuto alle organizzazioni dei caricatori, alle Conferenze ed ai Governi, salve le disposizioni di cui all'art. 40;

e) rendere disponibile informazioni di natura non riservata su casi conclusi di conciliazione, e senza indicazione delle parti interessate, ai fini della preparazione del materiale per la Conferenza di revisione di cui all'art. 52;

f) tutte le altre funzioni attribuite al Segretario dagli artt. 26 par. (1), lett. c) e 30 par. (2) e (3).

CAPITOLO VII

CLAUSOLE FINALI

Art. 47 - Esecuzione

1 - Ciascuna delle parti contraenti prenderà le misure di carattere legislativo o di altro genere necessarie per l'esecuzione della presente Convenzione.

2 - Ciascuna delle parti contraenti comunicherà al Segretario Generale delle Nazioni Unite, che ne sarà il depositario, il testo delle disposizioni legislative o degli altri provvedimenti da essa adottati allo scopo di dare esecuzione alla presente Convenzione.

Art. 48 - Firma, ratifica, accettazione, approvazione, adesione.

1 - La presente Convenzione rimarrà aperta alla firma dal 1° luglio 1974 al 30 giugno 1975 compreso, presso la sede dell'organizzazione delle Nazioni Unite e rimarrà poi aperta all'adesione.

2 - Tutti gli Stati hanno il diritto di divenire Parti Contraenti della presente convenzione a mezzo di:

a) firma, salvo ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione; oppure

b) firma senza riserva per la ratifica, accettazione o approvazione; oppure

c) adesione.

3 - La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione saranno effettuate a mezzo deposito di uno strumento a tal effetto presso l'Ufficio del depositario.

Art. 49 - Entrata in vigore.

1 - La presente Convenzione entrerà in vigore sei mesi dopo la data alla quale almeno 24 Paesi, il cui tonnellaggio complessivo

ammonti almeno al 25% di quello mondiale, siano diventati "Parti Contraenti" a termini dell'art. 48. Ai fini del presente articolo il tonnellaggio considerato sarà quello che figura nel Lloyd's Register of Shipping. Statistical Tables 1973 2 "World Fleets. Analysis by Principal Types "relativo alle navi da carico generale (incluse le navi merci e passeggeri) e le porta-contenitori (interamente cellulari), esclusa la flotta di riserva degli Stati Uniti e la Flotta Americana e Canadese dei Grandi Laghi.

I tonnellaggi richiesti in base al paragrafo 1 dell'art. 49 sono indicati nell'Allegato 1 del rapporto della Conferenza di plenipotenziari delle Nazioni Unite relativo ad un Codice di Condotta delle Conferenze Marittime nella seconda parte (TD/ Codice/10).

2 - Per ogni Stato che in seguito ratifichi, accetti, approvi o aderisca alla presente Convenzione, questa, entrerà in vigore sei mesi dopo il deposito da parte di detto Stato dello strumento appropriato.

3 - Ogni Stato che divenga parte contraente della presente convenzione dopo l'entrata in vigore di un emendamento sarà considerato, in mancanza di una differente intenzione da esso dichiarata:

a) parte della presente Convenzione emendata;

b) parte della Convenzione non emendata nei confronti di qualsiasi altra parte della presente Convenzione non vincolante dall'emendamento.

Art. 50 - Denuncia.

1 - La presente Convenzione può essere denunciata da uno qualsiasi delle Parti Contraenti in qualsiasi momento dopo che sia scaduto il periodo di due anni a decorrere dalla data alla quale essa è entrata in vigore.

2 - La denuncia sarà effettuata mediante notifica al depositario per iscritto, e avrà effetto un anno dopo la data di ricezione da parte del depositario o della scadenza di un periodo più lungo specificato nello strumento di denuncia.

Art. 51 - Emendamenti.

1 - Ogni Parte Contraente potrà proporre uno o più emendamenti alla presente Convenzione comunicandoli al depositario. Il depositario comunicherà tali emendamenti alle Parti Contraenti per la loro accettazione; e, per loro informazione, agli Stati aventi titolo a divenire Parti Contraenti della presente Convenzione, ma che non sono parti contraenti.

2 - Ogni proposta di emendamento fatta circolare a norma del precedente paragrafo sarà considerata come accettata se nessuna delle Parti contraenti comunica obiezioni al depositario entro i 12 mesi dalla data alla quale fu data comunicazione dal depositario. Se una Parte Contraente comunica proprie obiezioni all'emendamento proposto, tale emendamento non sarà considerato accettato e non sarà posto in vigore.

3 - Se non è stata comunicata alcuna obiezione, l'emendamento entrerà in vigore per tutte le Parti Contraenti sei mesi dopo che sia scaduto il periodo di 12 mesi di cui al paragrafo precedente.

Art. 52 - Conferenza di revisione.

1 - Una Conferenza di revisione sarà convocata dal depositario 5 anni dopo che la presente Convenzione sarà entrata in vigore per riesaminare il funzionamento della Convenzione, in particolare alla luce della sua applicazione, e per studiare ed adottare gli emendamenti opportuni.

2 - Dopo quattro anni dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione il depositario dovrà consultare tutti gli Stati

aventi titolo a partecipare alla conferenza di revisione, e dovrà sulla base delle opinioni ricevute preparare e far circolare una bozza di ordine del giorno con gli emendamenti proposti per l'esame da parte della Conferenza.

3 - Ulteriori conferenze di revisione saranno similarmente indette ogni cinque anni o in qualsiasi momento dopo la prima Conferenza di revisione, a richiesta di un terzo delle Parti Contraenti della presente Convenzione, a meno che la prima Conferenza di revisione non decida diversamente.

4 - Nonostante quanto previsto nell'art. 52 par. (1),se la presente Convenzione non sarà entrata in vigore entro cinque anni dalla data di adozione dell'atto finale della Conferenza dei Plenipotenziari delle Nazioni Unite su un Codice di condotta per le Conferenze marittime di linea, una Conferenza di revisione sarà convocata, su richiesta di un terzo degli Stati aventi titolo a diventare parti della Convenzione, dal Segretario Generale delle Nazioni Unite, con riserva di approvazione dell'Assemblea Generale, al fine di riesaminare le norme del presente Codice e del suo Annesso e esaminare e adottare gli emendamenti opportuni.

Art. 53 - Funzioni del Depositario.

1 - Il depositario notificherà agli Stati firmatari e aderenti:

a) le firme; le ratifiche, le accettazioni, le approvazioni e le adesioni ai termini dell'art. 48;

b) la data alla quale la presente Convenzione entra in vigore a termini dell'art. 49;

c) le denuncie della presente Convenzione a termini dell'art. 50;

d) le riserve alla presente Convenzione e la revoca delle riserve:

e) il testo delle leggi o delle altre misure che ciascuna Parte Contraente ha preso allo scopo di dare esecuzione alla presente Convenzione in armonia all'art. 47;

f) le proposte di emendamento e le obiezioni agli emendamenti proposte a termini dell'art. 51;

g) l'entrata in vigore degli emendamenti ai sensi dell'art. 51 par. (3);

2 - Il depositario adotterà anche le disposizioni che si renderanno necessarie per l'applicazione dell'art. 52.

Art. 54 - Testi autentici - Deposito.

I testi originali della presente Convenzione nelle edizioni in Cinese, Inglese, Francese, Russo e Spagnolo sono egualmente autentici e saranno depositati presso il Segretario Generale delle Nazioni Unite.

ANNESSO ALLA CONVENZIONE PER UN CODICE DI CONDOTTA DELLE CONFERENZE MARITTIME DI LINEA

Norme - tipo di procedura di conciliazione obbligatoria internazionale

Regola 1

1 - Una parte che intende istituire un procedimento di conciliazione conformemente al Codice invia a tal fine all'altra parte una richiesta, accompagnandola con una memoria introduttiva del ricorso, inviandone copia al Segretario.

2 - La memoria introduttiva del ricorso dovrà:

a) designare esattamente le parti interessate alla controversia e precisare l'indirizzo di ciascuna di esse;

b) contenere una descrizione sommaria dei fatti pertinenti, delle questioni in discussione e della proposta del ricorrente per la sua soluzione;

c) precisare se si desidera un'udienza orale ed in caso positivo, indicare, ove essi siano in quel momento conosciuti, i nomi e gli indirizzi delle persone chiamate a testimoniare, compresi quelli degli esperti, a favore del ricorrente;

d) essere completata della documentazione a sostegno, compresi gli accordi ed intese pertinenti conclusi fra le parti, che il ricorrente può considerare necessaria al momento del deposito del ricorso;

e) indicare il numero dei conciliatori richiesti, ogni proposta concernente la nomina dei conciliatori, o il nome del conciliatore nominato dal ricorrente a termini dell'art. 32 par. (2);

f) contenere se del caso le proposte riguardanti le regole di procedura.

3 - La memoria sarà datata e firmata dalla parte.

Regola 2

1 - Il convenuto, se decide di resistere al ricorso, dovrà entro i 30 gioni seguenti la data della ricezione della memoria introduttiva del ricorso, trasmettere la sua replica all'altra parte con copia al Segretario.

2 - La replica dovrà:

a) contenere una esposizione sommaria dei fatti pertinenti opposti alle affermazioni del ricorso, le eventuali proposte del convenuto per la soluzione della controversia e la riparazione da lui eventualmente richiesta ai fini della soluzione della controversia.

b) dichiarare se desidera un'udienza verbale e, in caso affermativo, indicare, ove essi siano in quel momento conosciuti i nomi e gli indirizzi delle persone chiamate a testimoniare, compresi quelli degli esperti, a favore del convenuto;

c) essere accompagnata dalla documentazione a sostegno, comprendente anche gli accordi ed intese pertinenti concluse tra le Parti, nei limiti che il convenuto ritiene necessari al momento di inviare la replica;

d) indicare il numero dei conciliatori richiesti, ogni proposta concernente la nomina dei conciliatori, o il nome del conciliatore nominato dal convenuto a termini dell'art. 32 par. (2);

e) contenere le eventuali proposte, riguardanti le regole di procedura.

3 - La replica dev'essere datata e firmata dalla parte.

Regola 3

1 - Qualsiasi persona fisica o giuridica interessata che voglia intervenire nel procedimento di conciliazione in base all'art.

34 invierà una richiesta scritta alle parti in causa, inviandone copia al Segretario.

2 - Se l'intervento nel procedimento è invocato a termini dell'art. 34, par.a), la richiesta dovrà indicare le motivazioni che lo giustificano e conterrà le informazioni richieste a termini della Regola 1 (2), lettere a), b) e d).

3 - Se l'intervento è invocato a termini della lettere b) dell'art. 34, la richiesta dovrà indicare le motivazioni che lo giustificano e quale delle parti originarie alla convenzione sarà sostenuta.

4 - Qualsiasi opposizione a una richiesta d'intervento sarà notificata dalla parte che si oppone, con copia all'altra parte, entro sette giorni dalla ricezione della richiesta.

5 - Nel caso di unificazione di due o più procedimenti, le successive richieste d'intervento di una terza parte saranno trasmesse a tutte le parti interessate, ciascuna delle quali può fare opposizione in conformità della presente Regola.

Regola 4

Per accordo tra le parti ad una controversia, su richiesta di una di esse e dopo aver offerto alle parti la opportunità di essere intese, i conciliatori possono ordinare l'unificazione o la separazione di uno o di tutti i ricorsi pendenti tra le stesse parti o tra alcune di esse.

Regola 5

1- Qualsiasi parte può ricusare un conciliatore ove le circostanze dimostrino che vi sono dubbi ragionevoli sulla sua imparzialità.

2 - Avviso della ricusazione, precisante le ragioni, deve essere dato precedentemente alla data di chiusura del procedimento, e prima che i conciliatori abbiano reso la loro raccomandazione. La ricusazione sarà istruita prontamente e sarà risolta a maggioranza di voti dei conciliatori in prima istanza, quale eccezione preliminare, nei casi in cui più di un conciliatore sia stato nominato. La decisione in tali casi sarà definitiva.

3 - I conciliatori dovranno essere prontamente sostituiti in caso di morte, di dimissioni, di sopravvenuta incapacità o ricusazione.

4 - I procedimenti che si sono dovuti interrompere continueranno dal punto dove furono interrotti, a meno che sia convenuto dalle parti o ordinato dai conciliatori che abbia luogo un riesame o una nuova audizione delle deposizioni orali.

Regola 6

I conciliatori saranno giudici della loro propria giurisdizione e/o competenza nell'ambito delle disposizioni del Codice.

Regola 7

1 - I conciliatori ammetteranno ed esamineranno tutte le memorie scritte, i documenti, le dichiarazioni giurate, le pubblicazioni e tutti gli altri elementi di prova ivi compresi quelli orali, che siano stati ad essi presentati da o per conto di una delle parti, e riconosceranno loro il valore probatorio che a loro giudizio essi meritano.

2 - a) Ciascuna parte può presentare ai conciliatori qualsiasi elemento che essa consideri pertinente; al momento della presentazione rilascerà copia conforme direttamente a tutte le

altre parti in causa che avranno per replicare un termine ragionevole;

b) i conciliatori saranno i soli giudici della pertinenza e dell'importanza dei mezzi di prova presentati loro dalle parti;

c) i conciliatori potranno chiedere alle parti di produrre ogni ulteriore elemento di prova che essi ritengano necessario alla comprensione e valutazione della controversia, a condizione che, se tali prove addizionali siano prodotte, le altre parti in causa abbiano una ragionevole possibilità di presentare le loro osservazioni.

Regola 8

1 - Tutte le volte che nel Codice o nelle presenti Regole è previsto un termine per il compimento di un atto, il giorno dal quale il termine comincia a decorrere non sarà conteggiato, eccetto quando l'ultimo giorno cade di sabato, domenica o in festività pubblica nel luogo della conciliazione, nel qual caso il giorno di scadenza sarà il successivo giorno lavorativo.

2 - Quando i termine e inferiore ai sette giorni, il sabato, la domenica e le festività pubbliche che cadono in detto periodo devono essere escluse dal computo.

Regola 9

Subordinatamente alle disposizioni relative ai termini procedurali previsti nel Codice, i conciliatori possono, su richiesta di una delle parti o a seguito di accordi tra di esse, prorogare i termini da essi stessi fissati.

Regola 10

1 - I conciliatori fisseranno l'ordine dei lavori e, a meno che non sia altrimenti concordato, la data e l'ora di ciascuna seduta.

2 - Salvo che le parti stabiliscano diversamente, i processi si svolgeranno a porte chiuse.

3 - I conciliatori dovranno espressamente richiedere a tutte le Parti se esse hanno ulteriori prove da presentare prima che il procedimento venga dichiarato chiuso. Quanto sopra deve essere annotato nel processo verbale.

Regola 11

1 - Le raccomandazioni dei conciliatori dovranno essere redatte in forma scritta e dovranno comprendere:

a) l'indicazione ed il preciso indirizzo di ciascuna delle parti;

b) una descrizione del metodo di nomina dei conciliatori, con i relativi nomi;

c) la data o le date e il luogo del procedimento di conciliazione;

d) un resoconto sommario del procedimento di conciliazione, nel modo giudicato più appropriato dai conciliatori;

e) una sintesi dei fatti accertati dai conciliatori;

f) una sintesi delle conclusioni presentate dalle parti;

g) le decisioni rese sulle questioni controverse, con l'esposizione delle motivazioni;

h) la firma dei conciliatori e la data di ogni firma;

i) un indirizzo per la comunicazione dell'accettazione o del rifiuto della raccomandazione.

Regola 12

La raccomandazione dovrà, per quanto possibile, contenere una decisione sulle spese secondo le norme del Codice. Se la raccomandazione non contiene decisioni circa le spese, i conciliatori dovranno, non appena possibile dopo l'emissione della raccomandazione e in ogni caso non oltre i 60 gioni dalla data della stessa emettere una decisione scritta riguardante le spese ai termini del Codice.

Regola 13

Le raccomandazioni dei conciliatori terranno conto anche di casi analoghi precedenti, ove ciò serva a facilitare una più uniforme attuazione del Codice e l'osservanza delle raccomandazioni dei conciliatori.

ATTO FINALE DELLACONFERENZA DI PLENIPOTENZIARI DELLE NAZIONI UNITE SU UN CODICE DI CONDOTTA DELLE CONFERENZE DI LINEA SVOLTASI PRESSO L'UFFICIO DELLE NAZIONI UNITE, A GINEVRA, DAL 12 NOVEMBRE AL 15 DICEMBRE 1973 E DALL'11 MARZO AL 6 APRILE 1974.

FATTO A GINEVRA, IL 6 APRILE 1974

1. L'Assemblea generale delle Nazioni Unite, nella sua Risoluzione 3035 (XXVII) del 19 dicembre 1972, ha pregato il Segretario Generale della Organizzazione delle Nazioni Unite, di convocare al più presto nel 1973, sotto gli auspici della Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo, una Conferenza di plenipotenziari al fine di esaminare ed adottare una Convenzione o altro istrumento multilaterale avente forza obbligatoria, relativo ad un Codice di condotta delle Conferenze marittime.

2. La Conferenza di plenipotenziari delle Nazioni Unite su un codice di condotta delle Conferenze marittime si è riunita nell'Ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra. La prima parte delle Conferenza si è svolta dal 12 novembre al 15 dicembre 1973, e la seconda parte, dall'11 marzo al 6 aprile 1974.

3. Hanno partecipato alle due Parti della Conferenza i Governi dei 79 Stati qui di seguito elencati membri dell'UNCTAD:

Algeria
Germania, Repubblica Federale di
Arabia Saudita
Argentina
Australia
Bangladesh
Belgio
Bolivia
Brasile
Bulgaria
Burundi
Canada
Cile
Cina
Colombia
Costa d'Avorio
Cuba
Danimarca
Egitto
El Salvador
Emirati arabi uniti
Equador
Spagna

Stati Uniti d'America
Finlandia
Francia
Gabon
Ghana
Grecia
Guatemala
Honduras
Ungheria
India
Indonesia
Irak
Italia
Giamaica
Giappone
Liberia
Madagascar
Malesia
Marocco
Messico
Nicaragua
Nigeria
Norvegia
Nuova-Zelanda
Pakistan
Panama
Paesi-Bassi
Peru
Filippine
Polonia
Repubblica araba libica
Repubblica araba siriana
Repubblica di Corea
Repubblica democratica tedesca
Repubblica del Vietnam
Repubblica khmer
Repubblica Socialista sovietica di
Ucraina
Romania
Regno Unito di Gran Bretagna
e d'Irlanda del Nord
Senegal
Singapore
Sudan
Sri Lanka
Svezia
Svizzera
Cecoslovacchia
Tailandia
Trinità e Tobago
Tunisia
Turchia
Unione delle Repubbliche socialiste
sovietiche
Uruguay
Venezuela
Yemen democratico
Iugoslavia
Zaire

4. I Governi dei 4 seguenti Stati membri dell'UNCTAD hanno partecipato soltanto alla prima parte della Conferenza:

Afghanistan
Costa Rica
Etiopia
Uganda

5. I Governi dei 9 seguenti Stati membri dell'UNCTAD hanno partecipato soltanto alla seconda parte della Conferenza:

Bhoutan
Guinea
Guiana
Iran
Kenia
Kuweit
Repubblica Unita di Tanzania
Republica Unita del Cameroun
Ciad

6. Il Governo del seguente Stato membro dell'UNCTAD era rappresentato da un osservatore ad entrambe le parti della Conferenza:

Austria

7. I Governi dei seguenti Stati membri dell'UNCTAD erano rappresentati da osservatori soltanto nella prima parte della Conferenza:

Iran
Kuweit

8. La Commissione economica per l'Africa era rappresentata nella prima parte della Conferenza.

9. Un rappresentante del seguente Ente specializzato ha partecipato ad entrambe le parti della Conferenza:

Fondo monetario internazionale

10. Un rappresentante della seguente istituzione specializzata ha partecipato alla prima parte della Conferenza:

Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura

11. I seguenti organismi intergovernativi hanno partecipato ad entrambe le parti della Conferenza in qualità di osservatori:

Comunità dell'Africa orientale
Comunità economica europea
Organizzazione di cooperazione e di sviluppo economico
Organizzazione dell'Unità africana
Organizzazione degli Stati americani
Segretariato del Commonwealth

12. Le seguenti organizzazioni non governative erano rappresentate da osservatori ad entrambe le parti della Conferenza:

Associazione del trasporto aereo internazionale
Associazione internazionale degli armatori
Camera di commercio internazionale
Consiglio delle Associazioni Nazionali di armatori d'Europa e del Giappone
Conferenza marittima internazionale e baltica
Consigli nazionali di caricatori marittimi d'Europa - in plenaria
Federazione internazionale delle Associazioni di transitari

13. Le seguenti Organizzazioni non governative erano rappresentate da osservatori nella IIa parte soltanto della Conferenza:

Associazione di coordinamento per la manipolazione dei carichi
Associazione internazionale dei porti

14. Nel corso della Ia parte della Conferenza, è stato eletto Presidente C.P. Srivastava (India). Essendo egli divenuto Segretario generale della Organizzazione intergovernativa della navigazione marittima il 1° gennaio 1974, é stato deciso, nella II a parte della Conferenza, che egli continuerebbe a svolgere l'incarico di presidenza, in qualità di Presidente indipendente della Conferenza.

15. La Conferenza, durante la I a parte, ha eletto i seguenti Vice-Presidenti:

I. Averin (URSS)
B.O. Awokoya (Nigeria)
G. Breuer (Repubblica Federale di Germania)
P. Daza (Cile)
J. de Groot (Paesi Bassi)
S. Kemgukuswa nato Nlaza (Zaire)
G. Negash (Etiopia)
R.J. Polaschek (Nuova Zelanda)
M. Reed (Norvegia)
R.E. Reynolds (Canada)
J. Ruzicka (Cecoslovacchia)
M. Shanmuganathan (Sri Lanka)
M. H. Umar (Indonesia)
M. H.S. Walker (Giamaica)

ha eletto

16. La Conferenza, nella IIa parte/ KM. Mc Queen (Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord) per sostituire M. Reed (Norvegia)che non assisteva alla seconda parte.

17. La Conferenza ha eletto E.J. Antoun (Stati Uniti d'America) come Relatore.

18. La Conferenza ha istituito le seguenti commissioni e comitati:

Ufficio di Presidenza

Presidente: Il Presidente della Conferenza

Membri: Il Presidente, i Vice-Presidenti ed il Relatore della Conferenza, nonché i Presidenti dei Comitati ampliati

Primo Comitato ampliato

Presidente: M. D. Popov (Bulgaria)
Vice-Presidente/Relatore: H. Ben Salem (Tunisia)

Secondo Comitato ampliato

Presidente: Y.K. Quartey (Ghana)
Vice-Presidente/Relatore: T. Tscherning (Svezia-)

Terzo Comitato ampliato

Presidente: F. Castillo Najera (Messico)

Vice-Presidente/Relatore: M.M. Husain (Pakistan)

Commissione di verifica dei poteri

Presidente: M.B. Brum (Uruguay)

Membri: Cina, Stati Uniti d'America, Grecia, Giappone, Nicaragua, Repubblica Unita di Tanzania, Senegal, Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche, Uruguay.

19. Il Segretario Generale della Organizzazione delle Nazioni Unite era rappresentato dal Segretario generale dell'UNCTAD, .M. Pérez Guerrero. Il Direttore della Divisione Invisibili del Segretariato dell'UNCTAD, W.R. Malinowski, ha svolto le funzioni di Direttore incaricato della Conferenza, ed il Segretario del Consiglio del Commercio e dello sviluppo, M.T. Adebanjo, ha svolto le funzioni di Segretario della Conferenza.

20. La Conferenza disponeva, come base per i suoi lavori, dei rapporti predisposti dal Comitato preparatorio della Conferenza concernenti la prima e la seconda sessione (TD/CODE/1 e TD/CODE/2 e Corr. da 1 a 3). Nella IIa parte, la Conferenza si è inoltre avvalsa del suo rapporto sulla Ia parte della Conferenza (TD/CODE/7).

21. Alla Conferenza sono state inoltre presentate tre note redatte dal Segretariato dell'UNCTAD:"Glossario di termini utilizzati nel progetto di codice di condotta delle Conferenze marittime" (TD/CODE/L.2); "Glossario di termini utilizzati nel testo propostodi codice di condotta delle Conferenze marittime" (TD/CODE/L.3) e "Disposizioni transitorie relative al Codice: clausole finali" (TD/CODE/L.4). Nella seconda parte, la Conferenza disponeva anche di un documento del segretariato dell'UNCTAD intitolato "Testi proposti per un codice di condotta delle Conferenze marittime, con le modifiche suggerite dal segretariato dell'UNCTAD" (TD/CODE/L.15 e Add. 1).

22. In base alle sue delibere, così come sono riassunte nei rapporti della Conferenza concernenti la prima e la seconda parte di detta Conferenza (TD/CODE 7 e TD/CODE/10), la Conferenza ha deciso di aprire alla firma la Convenzione relativa ad un Codice di condotta delle Conferenze di linea allegato al presente Atto finale (annesso I).

23. Le risoluzioni adottate per la Conferenza sono riportate all'annesso II.

IN FEDE DI CHE. i rappresentanti sottoscritti hanno firmato il presente Atto finale a nome del loro Stato

FATTO a Ginevra, il sei aprile mille novecentosettantaquattro, in un solo esemplare in lingua cinese, francese, inglese, russa e spagnola, ciascun testo facente ugualmente fede. L'originale dell'Atto Finale sarà depositato negli Archivi del Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite,.

Il Presidente della Conferenza:
C.P. Srivastava

Il Direttore incaricato della Conferenza:
W.R. Malinowski

Il Segretario della Conferenza:
M.T. Adebanjo

---

*/ Gli Stati i cui rappresentanti hanno firmato l'Atto finale sono i seguenti:
Algeria; Germania, Repubblica federale di; Argentina, Australia, Bangladesh, Belgio; Bhoutan; Bolivia; Brasile, Bulgaria; Burundi, Canada; Cile, Cina; Colombia Costa d'Avorio; Cuba; Danimarca; Egitto, Emirati arabi uniti; Equador; Spagna; Stati Uniti d'America; Finlandia; Francia, Gabon; Ghana; Grecia, Guatemala, Guinea; Honduras; Ungheria; India; Indonesia, Irak; Iran; Italia; Giamaica; Giappone; Kenia; Kuweit; Liberia ; Madagascar; Malesia, Marocco; Messico; Nicaragua; Nigeria, Norvegia; Nuova Zelanda; Pakistan; Panama; Paesi Bassi; Peru, Filippine, Polonia, Repubblica araba libica, Repubblica di Corea; Repubblica democratica tedesca; Repubblica del Vietnam; Repubblica khmer; Repubblica socialista sovietica di Ucraina; Repubblica Unita di Tanzania; Repubblica Unita del Cameroun ; Romania; Regno Unito di Gran-Bretagna e d'Irlanda del Nord; Senegal; Singapore; Sudan; Sri Lanka; Svezia; Svizzera; Cecoslovacchia; Tailandia; Trinità e Tobago; Tunisia; Turchia; Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche; Uruguay; Venezuela; Yemen democratico; Iugoslavia; Zaire.

RISOLUZIONI ADOTTATE DALLA CONFERENZA

1. Completamento dei lavori della Conferenza

Per il testo di questa Risoluzione, adottata dalla Conferenza nella sua 6a Riunione plenaria, il 15 dicembre 1973, al momento dell'aggiornamento, vedere Annesso I del Rapporto della Conferenza sulla prima parte della sua Sessione (TD/CODE/7).

2. Compagnie non conferenziate

La Conferenza dei Plenipotenziari delle Nazioni Unite su di un codice di condotta delle Conferenze di linea,

Avendo stabilito una Convenzione relativa ad un Codice di condotta delle Conferenze di linea al fine di migliorare il sistema delle Conferenze stesse,

Osservando che la Convenzione è applicabile alle Conferenze di linea ed ai loro rapporti esterni,

Decide quanto segue: 1)Nessuna disposizione della predetta disposizione sarà interpretata nel senso di negare ai caricatori il diritto di scelta tra Compagnie associate ad una Conferenza e Compagnie non associate, subordinatamente agli accordi di fedeltà esistenti;

2) Le compagnie marittime non conferenziate concorrenti con una Conferenza dovrebbero aderire al principio della lealtàdi concorrenza su base commerciale;

3) Nell'interesse dello sviluppo armonico dei servizi di trasporti marittimi, le Compagnie non conferenziate non dovrebbero essere impedite dall'operare, sempre che si conformino alle disposizioni del paragrafo 2 di cui sopra.

9a sessione plenaria - 6.4.1974

9° Riunione plenaria 6 aprile 1974

3. Conciliazione locale.

La Conferenza dei Plenipotenziari delle Nazioni Unite su di un Codice di Condotta delle Conferenze marittime di linea,

Tenendo conto dell'importanza delle norme relative alle consultazioni e dei procedimenti di risoluzione delle controversie previsti nella Convenzione per un Codice di Condotta delle Conferenze marittime di linea,

Notando che sono state formulate proposte dirette a prevedere nel Codice che talune controversie siano sottoposte a conciliazioni locali.

1) Invita la prima Conferenza di revisione che sarà convocata ai sensi dell'art. 52 della Convenzione a dare priorità all'argomento della conciliazione locale, prendendo in considerazione le opinioni esposte dalle parti contraenti alla Convenzione, per acclarare se l'assenza di una conciliazione locale abbia o meno impedito l'efficace risoluzione delle controversie; e, nel caso affermativo, quali materie dovrebbero essere attribuite alla Conciliazione locale e quali procedure dovrebbero essere applicate per risolvere tali controversie.

2) Concorda che nella preparazione della conferenza di revisione il depositario debba richiedere le opinioni di tutti gli aventi titolo a partecipare a tale Conferenza, la quale dovrebbe essere invitata a prendere in considerazione le opinioni delle Autorità competenti, delle Conferenze marittime di linea e delle organizzazioni dei caricatori.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1893):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 16 novembre 1987.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, l'8 aprile 1988, con pareri delle commissioni II e IX.

Esaminato dalla III commissione il 1° giugno 1988.

Esaminato in aula e approvato il 16 giugno 1988.

Senato della Repubblica (atto n. 1151):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 28 luglio 1988, con pareri delle commissioni 2ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 18 gennaio 1989.

Relazione scritta annunciata il 6 febbraio 1989 (atto n. 1151/*A* - relatore sen. GRAZIANI).

Esaminato in aula e approvato il 9 febbraio 1989.

89G0102

LEGGE 15 febbraio 1989, n. 93.

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea per la salvaguardia del patrimonio architettonico in Europa, firmata a Granada il 3 ottobre 1985.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione europea per la salvaguardia del patrimonio architettonico in Europa, firmata a Granada il 3 ottobre 1985.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 22 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 15 febbraio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION
POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL
DE L'EUROPE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Reconnaissant que le patrimoine architectural constitue une expression irremplaçable de la richesse et de la diversité du patrimoine culturel de l'Europe, un témoin inestimable de notre passé et un bien commun à tous les Européens ;

Vu la Convention Culturelle Européenne signée à Paris le 19 décembre 1954 et notamment son article 1er ;

Vu la Charte Européenne du Patrimoine Architectural adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 26 septembre 1975 et la Résolution (76) 28, adoptée le 14 avril 1976, relative à l'adaptation des systèmes législatifs et réglementaires nationaux aux exigences de la conservation intégrée du patrimoine architectural ;

Vu la Recommandation 880 (1979) de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe relative à la conservation du patrimoine architectural ;

Compte tenu de la Recommandation n° R (80) 16 du Comité des Ministres aux Etats membres concernant la formation spécialisée des architectes, urbanistes, ingénieurs du génie civil et paysagistes ainsi que la Recommandation n° R (81) 13 du Comité des Ministres adoptée le 1er juillet 1981 concernant les actions à entreprendre en faveur de certains métiers menacés de disparition dans le cadre de l'activité artisanale ;

Rappelant qu'il importe de transmettre un système de références culturelles aux générations futures, d'améliorer le cadre de vie urbain et rural et de favoriser par la même occasion le développement économique, social et culturel des Etats et des régions ;

Affirmant qu'il importe de s'accorder sur les orientations essentielles d'une politique commune qui garantisse la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine architectural,

Sont convenus de ce qui suit :

DÉFINITION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL

Article 1

Aux fins de la présente Convention, l'expression « patrimoine architectural » est considérée comme comprenant les biens immeubles suivants :

1. Les monuments : toutes réalisations particulièrement remarquables en raison de leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique, y compris les installations ou les éléments décoratifs faisant partie intégrante de ces réalisations ;

2. Les ensembles architecturaux : groupements homogènes de constructions urbaines ou rurales remarquables par leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique et suffisamment cohérents pour faire l'objet d'une délimitation topographique ;

3. Les sites : œuvres combinées de l'homme et de la nature, partiellement construites et constituant des espaces suffisamment caractéristiques et homogènes pour faire l'objet d'une délimitation topographique, remarquables par leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique.

IDENTIFICATION DES BIENS À PROTÉGER

Article 2

Afin d'identifier avec précision les monuments, ensembles architecturaux et sites susceptibles d'être protégés, chaque Partie s'engage à en poursuivre l'inventaire et, en cas de menaces pesant sur les biens concernés, à établir dans les meilleurs délais une documentation appropriée.

PROCÉDURES LÉGALES DE PROTECTION

Article 3

Chaque Partie s'engage :

1. à mettre en œuvre un régime légal de protection du patrimoine architectural ;

2. à assurer, dans le cadre de ce régime et selon des modalités propres à chaque Etat ou région, la protection des monuments, des ensembles architecturaux et des sites.

Article 4

Chaque Partie s'engage :

1. à appliquer en vertu de la protection juridique des biens considérés, des procédures de contrôle et d'autorisation appropriées ;

2. à éviter que des biens protégés ne soient défigurés, dégradés ou démolis. Dans cette perspective, chaque Partie s'engage, si ce n'est pas déjà fait, à introduire dans sa législation des dispositions prévoyant :

a. la soumission à une autorité compétente des projets de démolition ou de modification de monuments déjà protégés ou faisant l'objet d'une procédure de protection, ainsi que de tout projet qui affecte leur environnement ;

b. la soumission à une autorité compétente des projets affectant tout ou partie d'un ensemble architectural ou d'un site, et portant sur des travaux

- de démolition de bâtiments
- de construction de nouveaux bâtiments
- de modifications importantes qui porteraient atteinte au caractère de l'ensemble architectural ou du site ;

c. la possibilité pour les pouvoirs publics de mettre en demeure le propriétaire d'un bien protegé d'effectuer des travaux ou de se substituer à lui en cas de défaillance de sa part ;

d. la possibilité d'exproprier un bien protégé.

Article 5

Chaque Partie s'engage à proscrire le déplacement de tout ou partie d'un monument protégé, sauf dans l'hypothèse où la sauvegarde matérielle de ce monument l'exigerait impérativement. En ce cas, l'autorité compétente prendrait les garanties nécessaires pour son démontage, son transfert et son remontage dans un lieu approprié.

MESURES COMPLÉMENTAIRES

Article 6

Chaque Partie s'engage à :

1. prévoir, en fonction des compétences nationales, régionales et locales et dans la limite des budgets disponibles, un soutien financier des pouvoirs publics aux travaux d'entretien et de restauration du patrimoine architectural situé sur son territoire ;

2. avoir recours, le cas échéant, à des mesures fiscales susceptibles de favoriser la conservation de ce patrimoine ;

3. encourager les initiatives privées en matière d'entretien et de restauration de ce patrimoine.

Article 7

Aux abords des monuments, à l'intérieur des ensembles architecturaux et des sites, chaque Partie s'engage à susciter des mesures visant à améliorer la qualité de l'environnement.

Article 8

Chaque Partie s'engage en vue de limiter les risques de dégradation physique du patrimoine architectural :

1. à soutenir la recherche scientifique en vue d'identifier et d'analyser les effets nuisibles de la pollution et en vue de définir les moyens de réduire ou d'éliminer ces effets ;

2. à prendre en considération les problèmes spécifiques de la conservation du patrimoine architectural dans les politiques de lutte contre la pollution.

SANCTIONS

Article 9

Chaque Partie s'engage, dans le cadre des pouvoirs qui sont les siens, à faire en sorte que les infractions à la législation protégeant le patrimoine architectural fassent l'objet de mesures appropriées et suffisantes de la part de l'autorité compétente. Ces mesures peuvent entraîner, le cas échéant, l'obligation pour les auteurs de démolir un nouvel édifice construit irrégulièrement ou de restituer l'état antérieur du bien protégé.

POLITIQUES DE CONSERVATION

Article 10

Chaque Partie s'engage à adopter des politiques de conservation intégrée qui :

1. placent la protection du patrimoine architectural parmi les objectifs essentiels de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et qui assurent la prise en compte de cet impératif aux divers stades de l'élaboration des plans d'aménagement et des procédures d'autorisation de travaux ;

2. suscitent des programmes de restauration et d'entretien du patrimoine architectural ;

3. fassent de la conservation, de l'animation et de la mise en valeur du patrimoine architectural, un élément majeur des politiques en matière de culture, d'environnement et d'aménagement du territoire ;

4. favorisent, lorsque c'est possible, dans le cadre des processus d'aménagement du territoire et de l'urbanisme, la conservation et l'utilisation de bâtiments dont l'importance propre ne justifierait pas une protection au sens de l'Article 3, paragraphe 1, de la présente Convention, mais qui présenterait une valeur d'accompagnement du point de vue de l'environnement urbain ou rural ou du cadre de vie ;

5. favorisent l'application et le développement, indispensables à l'avenir du patrimoine, des techniques et matériaux traditionnels.

Article 11

Chaque Partie s'engage à favoriser, tout en respectant le caractère architectural et historique du patrimoine :

— l'utilisation des biens protégés compte tenu des besoins de la vie contemporaine ;

— l'adaptation, lorsque cela s'avère approprié, de bâtiments anciens à des usages nouveaux.

Article 12

Tout en reconnaissant l'intérêt de faciliter la visite par le public des biens protégés, chaque Partie s'engage à faire en sorte que les conséquences de cette ouverture au public, notamment les aménagements d'accès, ne portent pas atteinte au caractère architectural et historique de ces biens et de leur environnement.

Article 13

Afin de faciliter la mise en œuvre de ces politiques, chaque Partie s'engage à développer dans le contexte propre de son organisation politique et administrative, la coopération effective aux divers échelons des services responsables de la conservation, de l'action culturelle, de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

PARTICIPATION ET ASSOCIATIONS

Article 14

En vue de seconder l'action des pouvoirs publics en faveur de la connaissance, la protection, la restauration, l'entretien, la gestion et l'animation du patrimoine architectural, chaque Partie s'engage :

1. à mettre en place, aux divers stades des processus de décision, des structures d'information, de consultation et de collaboration entre l'Etat, les collectivités locales, les institutions et associations culturelles et le public ;

2. à favoriser le développement du mécénat et des associations à but non lucratif œuvrant en la matière.

INFORMATION ET FORMATION

Article 15

Chaque Partie s'engage :

1. à valoriser la conservation du patrimoine architectural dans l'opinion publique aussi bien en tant qu'élément d'identité culturelle que comme source d'inspiration et de créativité pour les générations présentes et futures ;

2. à promouvoir à cette fin des politiques d'information et de sensibilisation notamment à l'aide de techniques modernes de diffusion et d'animation, ayant en particulier pour objectif :

   a. d'éveiller ou d'accroître la sensibilité du public, dès l'âge scolaire, à la protection du patrimoine, à la qualité de l'environnement bâti et à l'expression architecturale ;

   b. de mettre en évidence l'unité du patrimoine culturel et des liens existant entre l'architecture, les arts, les traditions populaires et modes de vie, que ce soit à l'échelon européen, national ou régional.

Article 16

Chaque Partie s'engage à favoriser la formation des diverses professions et des divers corps de métiers intervenant dans la conservation du patrimoine architectural.

COORDINATION EUROPÉENNE DES POLITIQUES DE CONSERVATION

Article 17

Les Parties s'engagent à échanger des informations sur leurs politiques de conservation en ce qui concerne :

1. les méthodes à définir en matière d'inventaire, de protection et de conservation des biens, compte tenu de l'évolution historique et de l'augmentation progressive du patrimoine architectural ;

2. les moyens de concilier pour le mieux l'impératif de protection du patrimoine architectural et les besoins actuels de la vie économique, sociale et culturelle ;

3. les possibilités offertes par les technologies nouvelles, concernant à la fois l'identification et l'enregistrement, la lutte contre la dégradation des matériaux, la recherche scientifique, les travaux de restauration et les modes de gestion et d'animation du patrimoine architectural ;

4. les moyens de promouvoir la création architecturale qui assure la contribution de notre époque au patrimoine de l'Europe.

Article 18

Les Parties s'engagent à se prêter chaque fois que nécessaire une assistance technique mutuelle s'exprimant dans un échange d'expériences et d'experts en matière de conservation du patrimoine architectural.

Article 19

Les Parties s'engagent à favoriser, dans le cadre des législations nationales pertinentes ou des accords internationaux par lesquels elles sont liées, les échanges européens de spécialistes de la conservation du patrimoine architectural, y compris dans le domaine de la formation permanente.

Article 20

Aux fins de la présente Convention, un Comité d'experts institué par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en vertu de l'Article 17 du Statut du Conseil de l'Europe est chargé de suivre l'application de la Convention et en particulier :

1. de soumettre périodiquement au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur la situation des politiques de conservation du patrimoine architectural dans les Etats parties à la Convention, sur l'application des principes qu'elle a énoncés et sur ses propres activités ;

2. de proposer au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe toute mesure tendant à la mise en œuvre des dispositions de la Convention, y compris dans le domaine des activités multilatérales et en matière de révision ou d'amendement de la Convention ainsi que d'information du public sur les objectifs de la Convention ;

3. de faire des recommandations au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe relatives à l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer à la Convention.

Article 21

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte à l'application des dispositions spécifiques plus favorables à la protection des biens visés à l'Article 1 contenues dans

- la Convention concernant la protection du Patrimoine mondial, culturel et naturel du 16 novembre 1972 ;
- la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique du 6 mai 1969.

CLAUSES FINALES

Article 22

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe.

Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat membre qui exprimerait ultérieurement son consentement à être lié par elle, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 23

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil ainsi que la Communauté Economique Européenne à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.*d* du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent ou pour la Communauté Economique Européenne en cas d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 24

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 25

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il se réserve le droit de ne pas se conformer en tout ou en partie aux dispositions de l'Article 4, paragraphes *c* et *d*. Aucune autre réserve n'est admise.

2. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de

l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. La Partie qui a formulé la réserve au sujet de la disposition mentionnée au premier paragraphe ci-dessus ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie ; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

Article 26

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 27

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention et à la Communauté Economique Européenne adhérente :

a. toute signature ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 22, 23 et 24 ;

d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Grenade, le 3 octobre 1985, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, ainsi qu'à tout Etat ou à la Communauté Economique Européenne invités à adhérer à la présente Convention.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

C O N V E N Z I O N E

PER LA SALVAGUARDIA DEL PATRIMONIO ARCHITETTONICO DELL'EUROPA

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che l'obiettivo del Consiglio d'Europa è di attuare una più stretta unione tra i suoi membri, in particolare per salvaguardare e promuovere gli ideali ed i principi che costituiscono il loro comune patrimonio;

Riconoscendo che il patrimonio architettonico rappresenta una espressione insostituibile della ricchezza e della varietà del patrimonio culturale europeo, un'inestimabile testimonianza del nostro passato ed un bene comune a tutti gli Europei;

Vista la Convenzione culturale europea firmata a Parigi il 19 dicembre 1954 ed in particolare l'articolo 1° di detta Convenzione;

Vista la Carta Europea del Patrimonio Architettonico adottata dal Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa il 26 settembre 1975 e la Risoluzione (76) 28, adottata il 14 aprile 1976, relativa all'adeguamento dei sistemi legislativi e regolamentari nazionali alle esigenze di una conservazione integrata del patrimonio architettonico;

Vista la Raccomandazione 880 (1979) dell'Assemblea Parlamentare del Consiglio d'Europa relativa alla conservazione del patrimonio architettonico;

Tenendo conto della Raccomandazione n° R(80) 16 del Comitato dei Ministri agli Stati membri, relativa alla formazione specializzata di architetti, urbanisti, ingegneri del genio civile e paesaggisti, come pure la Raccomandazione n° R(81) 13 del Comitato dei Ministri adottata il 1° luglio 1981, relativa alle azioni da intraprendere a favore di alcuni mestieri nel settore dell'attività artigianale minacciati di estinzione;

Ricordando l'importanza di tramandare un sistema di riferimenti culturali alle generazioni future, di migliorare l'ambito di vita urbana e rurale e di favorire, con l'occasione, lo sviluppo economico, sociale e culturale degli Stati e delle Regioni;

Affermando che è opportuno accordarsi sugli orientamenti fondamentali di una politica comune che sia garante della salvaguardia e della valorizzazione del patrimonio architettonico;

Hanno convenuto quanto segue:

DEFINIZIONE DEL PATRIMONIO ARCHITETTONICO

ARTICOLO 1.

Ai fini della presente Convenzione il termine "patrimonio architettonico" comprende i seguenti beni immobili:

1. I monumenti: ogni realizzazione di particolare rilievo per via del suo interesse storico, archeologico, artistico, scientifico, sociale o tecnico, ivi comprese le installazioni o gli elementi decorativi che sono parte integrante di dette realizzazioni;

2. Gli insiemi architettonici: insiemi omogenei di costruzioni urbane o rurali, di rilevante interesse storico, archeologico, artistico, scientifico, sociale o tecnico, sufficientemente armonici per essere oggetto di una delimitazione topografica;

3. I siti: realizzazioni combinate dell'uomo e della natura, parzialmente costruite e che costituiscono degli spazi sufficientemente caratteristici ed omogenei da essere oggetto di una delimitazione topografica, di rilevante interesse storico, archeologico, artistico, scientifico, sociale o tecnico.

INDIVIDUAZIONE DEI BENI DA TUTELARE

ARTICOLO 2.

Al fine di individuare con precisione i monumenti, insiemi architettonici e siti suscettibili di essere tutelati, ciascuna Parte s'impegna a farne l'inventario, e, in caso di pericolo incombente sui beni interessati, ad elaborare nei più brevi termini una documentazione adeguata.

PROCEDURE LEGISLATIVE DI TUTELA

ARTICOLO 3.

Ciascuna Parte s'impegna:

1. a porre in atto un regime legislativo di tutela del patrimonio architettonico;
2. a garantire, nell'ambito di detto regime e secondo modalità proprie ad ogni Stato o regione, la tutela dei monumenti, degli insiemi architettonici e dei siti.

ARTICOLO 4.

Ciascuna Parte s'impegna:

1. ad applicare, in virtù della tutela giuridica dei beni considerati, adeguate procedure di controllo e di autorizzazione;

2. ad evitare che beni tutelati vengano deturpati, degradati o demoliti. In tale prospettiva, ciascuna Parte s'impegna, qualora ciò non sia già stato fatto, ad inserire nella sua legislazione delle disposizioni che prevedono:

   a) la presentazione ad un'autorità competente, dei progetti di demolizione o di modifica dei monumenti già tutelati o che sono oggetto di una procedura di salvaguardia nonché di ogni progetto lesivo dell'ambiente in cui si trovano;

   b) la presentazione, ad un'autorità competente di progetti relativi a tutto o ad una parte di un insieme architettonico o di un sito, e concernenti lavori:
      - di demolizione di edifici;
      - di costruzione di nuovi edifici;
      - di importanti modifiche che potrebbero alterare le caratteristiche dell'insieme architettonico o del sito;

   c) la possibilità per i poteri pubblici di ingiungere al proprietario di un bene tutelato di effettuare dei lavori o sostituirsi ad esso in caso di inadempienza da parte sua;

   d) la possibilità di espropriare un bene tutelato.

ARTICOLO 5.

Ciascuna Parte s'impegna a vietare lo spostamento di tutto o di parte del monumento tutelato, tranne che nei casi in cui la salvaguardia materiale di detto monumento lo esiga in modo inderogabile. In tal caso, l'autorità competente dovrà prendere i provvedimenti necessari per lo smontaggio, il trasferimento e la ricomposizione del monumento in un luogo appropriato.

DISPOSIZIONI COMPLEMENTARI

ARTICOLO 6.

Ciascuna Parte s'impegna a:

1. prevedere, in funzione delle competenze nazionali, regionali e locali, e nei limiti dei bilanci disponibili un supporto finanziario dei poteri pubblici ai lavori di manutenzione e di restauro del patrimonio architettonico situato sul suo territorio;
2. ricorrere, se del caso, a disposizioni fiscali che possano favorire la conservazione di detto patrimonio;
3. incoraggiare le iniziative private in materia di manutenzione e di restauro di detto patrimonio.

ARTICOLO 7.

Ciascuna Parte s'impegna a promuovere misure che possano migliorare la qualità dell'ambiente, nei pressi dei monumenti, all'interno degli insiemi architettonici e dei siti.

ARTICOLO 8.

Ciascuna Parte s'impegna, al fine di limitare i rischi di degrado fisico del patrimonio architettonico:

1. ad appoggiare la ricerca scientifica volta ad individuare ed analizzare gli effetti nocivi dell'inquinamento ed a definire i mezzi per ridurre o eliminare tali effetti;
2. a prendere in considerazione i problemi specifici della conservazione del patrimonio architettonico nelle politiche di lotta contro l'inquinamento.

SANZIONI

ARTICOLO 9.

Ciascuna Parte s'impegna nell'ambito dei poteri di sua competenza, a fare in modo che le infrazioni alla legislazione che protegge il patrimonio architettonico siano oggetto di misure adeguate e sufficienti da parte dell'autorità competente. Tali misure potranno comportare, se del caso, l'obbligo per gli autori di demolire un nuovo edificio irregolarmente costruito o di riportare il bene tutelato alla sua condizione primitiva.

POLITICHE DI CONSERVAZIONE

ARTICOLO 10.

Ciascuna Parte s'impegna ad adottare politiche di conservazione integrata le quali:

1. pongano la tutela del patrimonio architettonico tra gli obiettivi essenziali dell'assetto urbanistico e del territorio e garantiscano la considerazione di detto obiettivo prioritario nelle varie fasi dell'elaborazione dei piani regolatori e delle procedure di autorizzazione dei lavori;

2. promuovano programmi di restauro e di manutenzione del patrimonio architettonico;

3. facciano della conservazione, dell'animazione e della valorizzazione del patrimonio architettonico, un elemento fondamentale delle politiche in materia di cultura, di ambiente e di assetto del territorio;

4. favoriscano, ove possibile, nell'ambito dei processi di assetto urbanistico e del territorio, la conservazione e l'uso di edifici la cui importanza, di per se stessa, non giustificherebbe una tutela ai sensi dell'art. 3 par. 1 della presente Convenzione, ma che rappresentano un valore "aggiunto" dal punto di vista dell'ambiente urbano o rurale o del quadro della vita;

5. favoriscano l'applicazione e lo sviluppo, indispensabili all'avvenire del patrimonio, delle tecniche e dei materiali tradizionali.

ARTICOLO 11.

Ciascuna Parte s'impegna a favorire, nel rispetto delle caratteristiche architettoniche e storiche del patrimonio:

- l'uso dei beni tutelati, tenuto conto delle esigenze della vita contemporanea;
- l'adattamento, qualora ciò si riveli appropriato, di edifici antichi a nuovi usi.

ARTICOLO 12.

Riconoscendo l'interesse di agevolare la visita dei beni tutelati da parte del pubblico, ogni Parte s'impegna a fare in modo che le conseguenze di detta apertura al pubblico, in particolar modo le sistemazioni delle vie di accesso, non rechino danno alla natura architettonica e storica di detti beni e del loro ambiente.

ARTICOLO 13.

Per agevolare l'attuazione di dette politiche, ciascuna Parte s'impegna a sviluppare, nell'ambito della propria organizzazione politica e amministrativa, un'effettiva cooperazione a vari livelli dei servizi responsabili della conservazione, dell'azione culturale, dell'ambiente e dell'assetto del territorio.

PARTECIPAZIONE E ASSOCIAZIONI

ARTICOLO 14.

Ciascuna Parte, al fine di assecondare l'azione dei poteri pubblici a favore della conoscenza, della protezione, del restauro, della manutenzione, della gestione e dell'animazione del patrimonio architettonico, s'impegna a:

1. costituire, nelle varie fasi dei processi decisionali, delle strutture d'informazione, di consultazione e di collaborazione tra lo Stato, le collettività locali, gli istituti ed associazioni culturali ed il pubblico;
2. favorire lo sviluppo del mecenatismo e delle associazioni a scopo non lucrativo che operano nel settore.

INFORMAZIONE E FORMAZIONE

ARTICOLO 15.

Ciascuna Parte s'impegna a:

1. valorizzare la conservazione del patrimonio architettonico nell'opinione pubblica, vuoi in quanto elemento di identità culturale, vuoi in quanto fonte d'ispirazione e di creatività per le generazioni presenti e future;

2. promuovere a tal fine politiche d'informazione e di sensibilizzazione, in particolare con l'aiuto di tecniche moderne di diffusione e di animazione, aventi in particolar modo come obiettivo:

   a) di suscitare o di accrescere fin dall'età scolastica, la sensibilità del pubblico alla tutela del patrimonio, alla qualità dell'ambiente costruito e all,espressione architettonica;

   b) mettere in evidenza l'unità del patrimonio culturale e dei vincoli esistenti tra l'architettura, le arti, le tradizioni popolari ed i modi di vita, a livello sia europeo che nazionale o regionale.

ARTICOLO 16.

Ciascuna Parte s'impegna a favorire la formazione delle diverse professioni e dei mestieri che intervengono nella conservazione del patrimonio architettonico.

COORDINAMENTO EUROPEO DELLE POLITICHE DI CONSERVAZIONE

ARTICOLO 17.

Le Parti s'impegnano a scambiarsi informazioni sulle loro politiche di conservazione per quanto riguarda:

1. i metodi da definire in materia d'inventario, di protezione e di conservazione dei beni, tenuto conto dell'evoluzione storica e del graduale aumento del patrimonio architettonico;

2. i mezzi per conciliare nel migliore dei modi l'obiettivo prioritario di protezione del patrimonio architettonico e le attuali necessità della vita economica, sociale e culturale;

3. le possibilità fornite dalle nuove tecnologie, relative alle procedure sia di individuazione che di registrazione, alla lotta contro il degrado dei materiali, alla ricerca scientifica, ai lavori di restauro ed alle modalità di gestione e di animazione del patrimonio architettonico;

4. i mezzi per promuovere la creazione architettonica che costituisce il contributo della nostra epoca al patrimonio europeo.

ARTICOLO 18.

Le Parti s'impegnano a prestarsi, ogni qualvolta ciò sia necessario, una reciproca assistenza tecnica che si manifesta in un scambio di esperienze e di esperti in materia di conservazione del patrimonio architettonico.

ARTICOLO 19.

Le Parti s'impegnano a favorire, nell'ambito delle legislazioni nazionali pertinenti o degli accordi internazionali dai quali sono vincolati, gli scambi europei di specialisti della conservazione del patrimonio architettonico, anche nel settore della formazione permanente.

ARTICOLO 20.

Ai fini della presente Convenzione, un Comitato di esperti istituito dal Comitato dei Ministri del Consiglio di Europa, ai sensi dell'articolo 17 dello Statuto del Consiglio d'Europa, è incaricato di seguire l'applicazione della Convenzione, ed in particolare:

1. di sottoporre periodicamente al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa, una relazione sulla situazione delle politiche di conservazione del patrimonio architettonico negli Stati Parti alla Convenzione sull'applicazione dei principi da essa enunciati e sulle sue attività;

2. di proporre al Comitato dei Ministri del Consiglio di Europa le misure volte all'attuazione delle disposizioni della Convenzione, anche nel campo delle attività multilaterali e in materia di revisione o di emendamento della Convenzione, come pure in materia d'informazione del pubblico riguardo alle finalità della Convenzione;

3. di fare raccomandazioni al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa, riguardo all'invito di Stati non membri del Consiglio d'Europa ad aderire alla Convenzione.

ARTICOLO 21.

Le disposizioni della presente Convenzione non sono pregiudiziali all'applicazione di disposizioni specifiche più favorevoli alla tutela dei beni di cui all'Art. 1 contenute nel:

- la Convenzione relativa alla protezione del Patrimonio mondiale, culturale e naturale del 16 novembre 1972;
- la Convenzione europea per la protezione del patrimonio archeologico del 6 maggio 1969.

CLAUSOLE FINALI

ARTICOLO 22.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa.
Sarà sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione.
Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione, saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza del periodo di tre mesi dopo la data alla quale tre Stati membri del Consiglio d'Europa avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dalla Convenzione, secondo le disposizioni del precedente paragrafo.

3. La Convenzione entrerà in vigore nei confronti di ogni stato membro che esprimerà successivamente il proprio consenso ad esserne vincolato, il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

ARTICOLO 23.

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare qualsiasi stato non membro del Consiglio, nonché la Comunità Economica Europea, ad aderire alla presente Convenzione, con decisione adottata alla maggioranza prevista all'art. 20. d. dello Statuto del Consiglio d'Europa, e all'unanimità dai rappresentanti degli Stati contraenti che hanno diritto a partecipare al Comitato.

2. Per ogni stato che aderisce, o per la Comunità Economica Europea, in caso di adesione, la Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi, dopo la data di deposito

dello strumento di adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 24.

1. Ciascun Stato può, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione indicare il o i territori ai quali sarà applicata la presente Convenzione.

2. Ciascun Stato può, in seguito, in qualsiasi altro momento, mediante dichiarazione inviata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione della presente Convenzione ad ogni altro territorio indicato nella dichiarazione. La Convenzione entrerà in vigore per quanto riguarda detto territorio, il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data di ricevimento della dichiarazione d a parte del Segretario Generale.

3. Ogni dichiarazione resa in virtù dei due precedenti paragrafi relativa ad ogni territorio indicato nella dichiarazione potrà essere ritirata, mediante notifica inviata al Segretario Generale. Il ritiro avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

ARTICOLO 25.

1. Ciscun Stato, al momento della firma o del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, può dichiarare che si riserva il diritto di non adeguarsi, in tutto o in parte, alle disposizioni dell'art. 4, paragrafi c) e d). Non è ammessa alcuna altra riserva.

2. Ciascun Stato contraente, che abbia espresso una riserva in virtù del precedente paragrafo, può ritirarla, tutta o in parte, inviando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro entrerà in vigore dalla data di ricevimento della notifica da parte del Segretario generale.

3. La Parte che ha espresso la riserva riguardo alla disposizione menzionata nel primo paragrafo di cui sopra, non potrà esigere che detta disposizione venga applicata da un altra Parte; tuttavia essa potrà, qualora la riserva sia parziale o condizionale, esigere l'applicazione di detta disposizione nella misura in cui essa l'ha accettata.

ARTICOLO 26.

1. Ciascuna Parte può, in qualsiasi momento, denunciare la presente Convenzione, mediante notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

ARTICOLO 27.

Il Segretario generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa, a ciascun stato che abbia aderito alla presente Convenzione ed alla Comunità Economica Europea che aderisce:

a. ciascuna firma;
b. il deposito di ciascun strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;
c. ciascuna data di entrata in vigore della presente Convenzione, conformemente ai suoi artt. 22, 23 e 24;
d. ogni altro atto, notifica o comunicazione relativa alla presente Convenzione.

In fede di che i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Granada, il 3 ottobre 1985, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un solo

esemplare che sarà depositato presso gli archivi del Consiglio d'Europa.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà la copia autenticata conforme a ciascuna degli Stati membri del Consiglio d'Europa, nonché ad ogni Stato o alla Comunità Economica Europea invitati ad aderire alla presente Convenzione.

Copia autenticata conforme all'esemplare originale unico in lingua francese ed in lingua inglese, depositato presso gli archivi del Consiglio d'Europa

Strasburgo, il 18 ottobre 1985

Il Direttore degli Affari Giuridici
Del Consiglio d'Europa

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1962):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 26 novembre 1987.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 1° febbraio 1988, con pareri delle commissioni V, VI, VII e VIII.

Esaminato dalla III commissione il 9 giugno 1988.

Esaminato in aula e approvato il 16 giugno 1988.

Senato della Repubblica (atto n. 1155):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 27 luglio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 6ª 7ª, 8ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 1° febbraio 1989.

Relazione scritta annunciata il 1° febbraio 1989 (atto n. 1155/A - relatore sen. ACHILLI).

Esaminato in aula e approvato il 9 febbraio 1989.

89G0103

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(1651329) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.